

DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

De larges prérogatives pour les collectivités locales : la recette du Président Tebboune pour débureaucratiser et développer le pays

P.3

PRISE D'ASSAUT D'AL-AQSA PAR UN RESPONSABLE SIONISTE

L'Algérie condamne fermement l'acte provocateur

P.24

INDUSTRIE

Le groupe mécanique public AGM enregistre une croissance de 12 % du chiffre d'affaires en 2022 (ministère)

P.6

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

Les principales mesures fiscales prévues pour 2023

La Direction générale des impôt (DGI) a dévoilé, dans un communiqué, les principales mesures fiscales contenues dans la loi de Finances (LF) pour l'année 2023, visant notamment la simplification des procédures fiscales, l'incitation à l'investissement et la mobilisation des ressources fiscales. Publié sur son site web, le document comprend plusieurs dispositions fiscales structurées en quatre parties essentielles, à savoir des "mesures de simplification et l'harmonisation des procédures fiscales", d'"incitation à l'investissement", de "mobilisation des ressources fiscales" et de "lutte contre la fraude fiscale".

P.3



INSULINE

L'unité de Oued Smar entrera en production d'ici le 15 janvier (ministre)

P.2

CONTRÔLE TECHNIQUE DES VÉHICULES

Les propriétaires des véhicules immatriculés en 2021 appelés à présenter leurs véhicules en 2023

P.4

ETATS-UNIS

Explosion du nombre d'enfants ingérant par erreur un produit au cannabis

P.9

SANTÉ

CALCULS RENAUX

Surveillez votre taux de zinc !

Pp 12-13

F   T B A L L

CHAN-2022 (PRÉPARATION)

Algérie-Ghana délocalisé au stade de Baraki (FAF)

P.21



ETATS-UNIS

Les régulateurs alertent les banques sur les risques liés au Cryptomonnaies

P.17

EL-BAYADH

Réalisation d'une première implantation de fistule artériovoineuse

P.10

INSULINE

L'unité de Oued Smar entrera en production d'ici le 15 janvier (ministre)



Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, a annoncé, mardi à Alger, que l'unité de production de stylos à insuline, "Biothéra" relevant du groupe "Biocare", entrera en production d'ici au 15 janvier courant.

S'exprimant lors d'une visite de travail et d'inspection qu'il effectue au niveau du complexe de production de Sanofi à Sidi Abdallah (Alger-Ouest) en compagnie du wali d'Alger, Abdennour Rabehi, M. Aoun a précisé que cette unité de production "est déjà prête".

"Les lots de validation sont terminés et elle va commencer la production d'ici le 10 ou 15 janvier 2023", a-t-il souligné.

ALGÉRIE- EMIRATS ARABES UNIS
Le ministre de la Justice reçoit l'ambassadeur émirati en Algérie

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrahid Tabi a reçu mardi l'ambassadeur de l'Etat des Emirats arabes unis en Algérie, Youcef Saïf Subaa Al-Ali, avec lequel il a passé en revue l'état des relations bilatérales et les moyens de renforcer la coopération judiciaire et juridique entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère.

"Lors de cette rencontre qui a eu lieu à la demande de l'ambassadeur émirati, les deux parties ont évoqué l'état des relations bilatérales dans les différents domaines, notamment dans le domaine judiciaire et juridique et les moyens de les renforcer, ainsi que l'échange d'expériences et d'expertises au service des intérêts des deux pays".

MASCARA

Décès du moudjahid Ali Mimouni

Le moudjahid Ali Mimouni s'est éteint hier lundi à Mascara à l'âge de 87 ans des suites d'un malaise, a-t-on appris mardi auprès de la Direction des moudjahidine et ayants droit de la wilaya.

Le défunt, né en 1936 à Mascara, rejoignit les rangs de l'Armée de libération nationale en 1958 dans la Wilaya historique V, avant d'être arrêté par l'armée coloniale française en 1960 et incarcéré dans la prison de Mascara.

Le défunt a été inhumé mardi après la prière du Dohr au cimetière Sidi Ali Chérif, au chef-lieu de wilaya, a ajouté la même source.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
48 morts et 1543 blessés en une semaine

Quarante-huit (48) personnes ont trouvé la mort et 1543 autres ont été blessées dans 1260 accidents de la circulation, survenus à travers plusieurs wilayas du pays durant la période allant du 25 au 31 décembre 2022, indique mercredi un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Adrar où 7 personnes ont trouvé la mort et 33 autres ont été blessées dans 12 accidents de circulation, précise la même source.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 1047 interventions pour procéder à l'extinction de 687 incendies urbains, industriels et autres, les plus importants ayant été enregistrés dans les wilayas d'Alger, Blida et Oran.

TIZI-OUZOU

Arrestation d'une personne en possession de deux drones (GN)



Une personne qui était en possession de deux drones a été interpellée par la gendarmerie nationale à Tizi-Ouzou, a-t-on appris mardi auprès du groupement territorial de ce corps de sécurité. L'affaire remonte au premier jour du nouvel an, lorsque les éléments de la Brigade de recherche de la gendarmerie ont reçu des renseignements selon lesquels un individu issu d'une autre wilaya, se rendait à Tizi-Ouzou à bord d'un véhicule touristique avec "en sa possession un équipement sensible", a-t-on précisé de même source.

Le véhicule du suspect a été intercepté au centre de Tizi-Ouzou. La fouille s'est soldée par la découverte, dans la malle de la voiture, de deux drones (Dj phantom standard et Dj Mavic pro) équipés de caméras et de tous leurs accessoires, de trois cartes mémoires et d'un support magnétique, rapporte la gendarmerie. Le matériel et les deux drones ont été saisis pour les besoins de la poursuite de l'enquête alors que l'individu interpellé sera présenté devant les instances judiciaires compétentes, a-t-on souligné de même source.

BÉNI-ABBÈS

Le trésor public de la wilaya opérationnel

Le trésor public de la wilaya de Béni-Abbès a été inaugurée lors d'une cérémonie présidée par le wali, Saïd Chenouf, en présence du P/APW et des directeurs exécutifs de la wilaya, a-t-on appris mardi des services de la wilaya.

Dotée des équipements et moyens nécessaires au bon fonctionnement, cette nouvelle structure publique vise le rapprochement de l'administration des administrés leur épargnant les longs déplacements, sur plus de 500 km, vers la wilaya de Béchar pour se procurer des documents nécessaires, ont indiqué les mêmes services.

EL-OUED

407 aides financières aux bénéficiaires de l'habitat rural

Pas moins de 407 aides financières ont été attribuées, dans la wilaya d'El-Oued, aux bénéficiaires des lots de terrain à bâtir dans le cadre de la formule d'habitat rural, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de l'habitat.

Faisant suite à la décision du gouvernement portant attribution des aides destinées à l'habitat rural, les 407 aides ont profité aux bénéficiaires défavorisés de 12 communes rurales de la wilaya ayant déposé une demande pour cette formule de logements, a expliqué le directeur de l'habitat, El-Hachemi Fridjet.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Saisie de plus de 1,4 kg de kif traité

La brigade de recherche et d'intervention relevant de la sûreté de wilaya de Bordj Bou Arreridj a saisi plus de 1,4 kg de kif traité avec l'arrestation de neuf (9) personnes âgées entre 25 et 45 ans, lors de deux (2) opérations distinctes a-t-on appris mardi auprès d'un responsable de ce corps de sécurité.

Le chef de la brigade, le commissaire de police Khelifa Lou-nisi a indiqué dans une déclaration à la presse que ces interventions qui ont été effectuées en coordination avec le procureur de la République, ont permis la saisie de 14 plaques de kif traité d'un poids global de 1.445 kg.

Ces deux (2) opérations ont contribué également, a ajouté le même officier, à la saisie de 30 capsules de comprimés psychotropes, une somme dépassant 1,7 million DA, des téléphones mobiles, deux véhicules ainsi qu'une moto, utilisés dans cette activité criminelle.

JJJEL

Retrait d'exemplaires du Coran et de jouets portant des signes outrageant à la doctrine religieuse en 2022



Les agents de contrôle de la direction du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya de Jijel, ont procédé, au cours de l'année 2022, au retrait du marché de 44 exemplaires du Coran et à la saisie de 96 jouets servant de support à des symboles outrageant pour la doctrine religieuse et la foi musulmane, a indiqué mardi, le directeur du secteur.

M. Mohamed Brihmouche qui s'exprimait dans l'émission "Guide du consommateur" de la Radio Algérienne de Jijel, consacrée à la campagne de sensibilisation sur les produits portant atteinte aux préceptes religieux et à la foi musulmane, a souligné que cette campagne est lancée avec le concours du ministère du Commerce, pour inciter les consommateurs à la vigilance quant à la présence de tels produits sur le marché.

OUARGLA

Saisie de près de 5 kg de kif traité



Une quantité de kif traité s'élevant à près de cinq (5) kg a été saisie par les services de la police judiciaire (PJ) relevant de la sûreté de la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps de sécurité.

Au cours de la même opération menée dans la ville d'Ouargla, 2.685 capsules de psychotropes ont été également saisies, outre une somme d'argent de 280.

000 DA représentant les revenus de trafic de cette marchandise prohibée, ainsi que l'arrestation de deux personnes, selon la même source.

Après finalisation des procédures de l'enquête, les mis en cause ont été présentés devant les autorités judiciaires compétentes, conclut la même source sécuritaire.

AIN DEFLA

Raccordement de 136 foyers au réseau de gaz naturel à Ain Benian

136 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel dans la commune de Ain Benian, au nord-est de Ain Defla, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. La mise en service de la distribution publique de gaz naturel au profit des 136 foyers du Hai Ellouza a eu lieu en présence du wali, Abdelghani Filali, qui effectuait une visite de travail dans la daïra de Hammam Righa, a indiqué la même source.

Ce projet qui a été réalisé dans le cadre du programme de wilaya concernant le raccordement des zones d'ombre au réseau de gaz naturel, a coûté au trésor public la somme de plus de huit (8) millions de dinars, a-t-on souligné. Pour rappel, 350 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel dans la commune d'El Maine, au sud-ouest de Ain Defla, le 12 décembre dernier, en attendant le raccordement de 1.200 autres foyers à travers plusieurs localités de la commune.

DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

De larges prérogatives pour les collectivités locales : la recette du Président Tebboune pour débureaucratiser et développer le pays

Les collectivités locales devraient être le maillon fort de l'Algérie nouvelle. Ce poids des wilayas et des communes dans le pays s'explique d'abord par leur rôle moteur en matière d'attractivité et de développement socio-économique.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a fait une grande partie de sa carrière dans ces collectivités, est déterminé à doter ces territoires de plus larges prérogatives et de compétences à la hauteur des défis de l'heure.

Toutes les régions du pays sont appelées à jouer un rôle économique majeur. Pour le président de la République, les wilayas qui disposent de nombreux atouts et d'une jeunesse aux facettes multiples, doivent créer de la richesse.

Le Président ne veut plus entendre parler de régions confrontées au chômage et à la mal-vie.

Le président de la République est convaincu que la transformation de l'Algérie ne peut être qu'au cœur des collectivités locales. Ces dernières devraient s'affranchir d'une centralisation bureaucratique d'une autre époque.

L'attractivité et la compétitivité de l'Algérie viennent aussi de sa capacité à impliquer et responsabiliser les walis et les élus locaux



dans l'émergence économique du pays.

Aujourd'hui, l'heure a sonné afin d'opérer une vraie transformation à l'échelle de la wilaya pour atteindre les objectifs de développement fixés par le Chef de l'Etat, car le développement de l'Algérie se joue dans les collectivités locales et pas dans les administrations centrales. Avec des collectivités locales libérées de la chape de plomb, le pays ne sera que plus attractif, plus prospère et plus puissant.

RAMADHAN 2023

Les inscriptions à l'allocation de solidarité ouvertes jusqu'au 5 janvier (ministère)

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire a annoncé, mardi dans un communiqué, que les inscriptions à l'allocation de solidarité du mois de ramadhan 2023 étaient ouvertes jusqu'au 5 janvier.

Les inscriptions à l'allocation de solidarité sont ouvertes jusqu'au 5 janvier 2023 "conformément à la circulaire interministérielle n 1057 du 11 décembre 2022", a rappelé le ministère. A cet effet, le ministère appelle les pères de famille sans revenu et les catégories démunies de la société prises en charge au titre des programmes

nationaux de solidarité qui ne sont toujours pas inscrits aux listes et qui répondent aux critères énoncés dans la circulaire interministérielle n 01 du 16 avril 2019, à se rapprocher du service des œuvres sociales au niveau des APC de leur lieu de résidence pour s'inscrire à l'opération à travers le dépôt du formulaire téléchargeable sur le site du ministère, et ce, pour bénéficier de l'allocation. Le ministère a précisé que ceux qui ont bénéficié de cette allocation l'an dernier "ne sont pas concernés par le renouvellement de la demande, sauf changement de leur situation sociale ou s'ils ne réunissent plus les critères", appelant ces derniers à se rapprocher des services de l'APC pour rayer leurs noms de la liste des personnes inscrites.

Les personnes inscrites l'an dernier "feront l'objet d'enquêtes sociales menées par les services compétents de l'APC en coordination avec les services concernés, notamment la direction de l'Action sociale (DAS)". Les bénéficiaires qui ont changé de lieu de résidence "devront se rapprocher de l'APC de leur nouveau lieu de résidence pour finaliser les procédures de radiation et s'inscrire à nouveau".

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS
Les principales mesures fiscales prévues pour 2023

La Direction générale des impôts (DGI) a dévoilé, dans un communiqué, les principales mesures fiscales contenues dans la loi de Finances (LF) pour l'année 2023, visant notamment la simplification des procédures fiscales, l'incitation à l'investissement et la mobilisation des ressources fiscales.

Publié sur son site web, le document comprend plusieurs dispositions fiscales structurées en quatre parties essentielles, à savoir des "mesures de simplification et l'harmonisation des procédures fiscales", d'"incitation à l'investissement", de "mobilisation des ressources fiscales" et de "lutte contre la fraude fiscale".

Au titre des dispositions portant sur la simplification et l'harmonisation des procédures fiscales, la DGI a cité l'imposition à la marge de l'impôt forfaitaire unique (IFU) au lieu du chiffre d'affaires, des produits de large consommation, dont les marges et prix sont réglementés. Cette mesure vise la réduction de la charge fiscale des

détaillants qui commercialisent ces produits, a-t-elle expliqué. Les reversements des retenues à la source (salaires, pensions et rentes viagères) pour les contribuables, soumis au régime simplifié des professions non commerciales, seront effectués désormais trimestriellement, au lieu de mensuellement, a précisé la DGI, ajoutant que les titulaires des professions non commerciales soumis au régime de l'IFU auront, aussi, la possibilité d'opter pour le régime simplifié.

Des assouplissements des conditions de déductibilité des charges lors de la détermination du résultat fiscal imposable à l'IBS ou à l'IRG sont également accordés, avec un relèvement de 300.000 DA à 1.000.000 DA en TTC du seuil admis pour la déductibilité des charges payées en espèces.

Au titre des mesures réglées en espèces, des dispositions en matière d'assouplissement des conditions de déductibilité de la TVA sont aussi prévues, avec le relèvement de 100.000 DA à 1.000.000 DA en TTC du seuil admis et l'octroi du droit à déduction lorsque le règlement du montant de la facture est effectué par versements bancaires et d'autres moyens de paiement admis. Le seuil des loyers bruts annuels, imposables au taux provisoire de 7% des revenus de la location des propriétés bâties et non bâties est relevé de 600.000 DA à 1.800.000 DA, a fait savoir le communiqué. Les modifications concernent aussi les obligations déclaratives en matière de taxe de séjour pour les établissements hôteliers, qui sont soumis à souscrire à une déclaration spéciale au niveau des services fiscaux de rattachement.

Parmi les autres mesures de simplification et d'harmonisation des procédures fiscales, la LF 2023 a exclu l'application de la taxe annuelle sur les véhicules particuliers de neuf (09) places de moins de cinq (05) années d'âge afin de réduire la charge fiscale des entreprises établies en Algérie, a indiqué la DGI.

L'exercice de l'activité de collecte, de traitement et de distribution des feuilles de tabacs a été élargie aux opérateurs intéressés, sous réserve d'une inscription préalable au registre de commerce et l'obtention d'une autorisation délivrée par l'administration fiscale. "Cette activité vise le renforcement du circuit de collecte et de distribution de tabacs en feuilles et l'inclusion fiscale", a relevé la DGI, tout en ajoutant qu'un agrégé-

ment a été institué aux fabricants de la cigarette électronique et du narguilé.

De nouvelles exonérations d'IBS pour le secteur de la pêche

Dans le cadre de la simplification des procédures de traitement du contentieux fiscal, la LF 2023 a prévu des dispositions de déconcentration des décisions de traitement des dossiers selon des seuils de compétences (chefs de centres d'impôts, directions de wilaya, direction générale des grandes entreprises) avec la possibilité de délégation du pouvoir de décision.

Au titre de mesures d'incitation à l'investissement, des exonérations permanentes et temporaires en matière d'IBS ont été introduites au profit des coopératives de la pêche et de l'aquaculture et leur union et au profit des bénéficiaires issus des dépôts dans les comptes d'investissement relevant de la finance islamique, est-il mentionné dans le communiqué. La LF 2023 a assoupli, selon la DGI, les mesures portant sur le réinvestissement des avantages fiscaux accordés dans le cadre des dispositifs de soutien à l'investissement. Ainsi, les opérations de réinvestissement peuvent prendre plusieurs formes, dont l'acquisition d'actifs, matériels ou immatériels, des titres de placements, d'actions, de la participation dans le capital d'une entreprise disposant du label "start-up" ou incubateur.

Des dispositions fiscales visant l'encouragement de la recherche et développement dans les entreprises, ainsi que l'institution d'un régime fiscal propre aux activités exercées sous le statut d'auto-entrepreneur sont introduites.

Au titre de mesures de mobilisation des ressources fiscales, il est prévu le relèvement de la limite supérieure du montant des droits de timbre de quittance de 2.500 DA à 10.000 DA, devant être acquittés sur les titres (Ex : factures) payées en espèces et la soumission de la cigarette électronique à la taxe intérieure de consommation (TIC) au taux de 40%, a détaillé la DGI. S'agissant des mesures de lutte contre la fraude fiscale, il est prévu l'extension de la procédure de vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble (VASFE) à l'impôt sur la fortune et l'exercice du droit de reprise dans le cas du retrait partiel ou total des avantages fiscaux relatifs aux différents dispositifs préférentiels, a-t-on souligné de même source.

EDUCATION

Ouverture du séminaire des groupes spécialisés des matières éducatives au Conseil national des programmes

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed a présidé, mardi à Alger, l'ouverture du séminaire des groupes spécialisés des matières éducatives au Conseil national des programmes, qui a pour thème la "révision des programmes à la lumière des exigences de l'évaluation qualitative", indique un communiqué du ministère. Ce séminaire dont les travaux se poursuivront jusqu'à jeudi, est considéré comme, "la dernière étape de la révision des programmes de l'enseignement obligatoire et de la réécriture des programmes de l'enseignement secondaire", qui est une question, explique M. Belaabed, "prioritaire pour atteindre les objectifs de la qualité, la manière et les délais fixés pour concrétiser le plan d'action du gouvernement issu du programme du Président de la République, M. Abdelmadjid

Tebboune". Après avoir rappelé l'importance du Conseil national des programmes dans la mise en œuvre de la politique du secteur de l'Éducation nationale, le ministre a souligné que cette instance a été "dotée des ressources humaines nécessaires parmi les compétences dans le domaine de l'Éducation et d'enseignement et les experts des institutions spécialisées, à l'instar du Haut Conseil Islamique (HCI), du Haut conseil de la langue arabe (HCLA), du Haut commissariat à l'Amazighité (HCA), du Centre national des études et recherches sur le mouvement national et la révolution du 1er novembre 1954 (CNERMNS4), ainsi que des universitaires et des chercheurs dans différents domaines et disciplines scientifiques et groupes spécialisés".

TRAVAUX PUBLICS

Rakhroukh reçoit des députés de l'APN représentant la wilaya de Mila

Le ministre des Travaux publics, de l'Hydraulique et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh a reçu, mardi, des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) représentant la wilaya de Mila, dans le cadre de la série de rencontres périodiques consacrées par le ministre aux représentants du peuple en vue d'écouter leurs préoccupations liées au secteur, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre s'est déroulée au siège du ministère, en présence des cadres

centraux du secteur et des directeurs généraux des entreprises sous tutelle, ainsi que des deux directeurs des travaux publics et de l'irrigation de Mila par visioconférence, précise le communiqué. A ce titre, M. Rakhroukh a écouté l'ensemble des préoccupations soulevées, liées essentiellement à l'amélioration du service public en termes d'eau potable et d'assainissement, et à la réalisation et l'aménagement des réseaux routiers. Le ministre a répondu, par ailleurs, à toutes les

questions des députés et passé en revue plusieurs projets en cours de réalisation, affirmant "avoir pris les mesures nécessaires à la prise en charge de leurs propositions". M. Rakhroukh a promis, lors de cette rencontre, de "poursuivre l'intensification des efforts, la mobilisation de tous les moyens disponibles et la prise en charge sur le terrain des préoccupations soulevées dans les plus brefs délais", conclut la source.

APS

FOIRES ET EXPOSITIONS La Safex dévoile son programme pour 2023

La Société algérienne des foires et exportations (Safex) a dévoilé, sur son site web, le programme des foires et expositions qu'elle devrait organiser, au Palais des expositions (Pins maritimes) d'Alger, durant l'année 2023.

Le programme de la Safex prévoit plus de 35 manifestations dans différents domaines économiques spécialisés et générales.

Pour ce mois de janvier, deux manifestations sont au programme : le Forum et exposition Transport et transit Trade qui se déroulera du 30 janvier au 1er février prochain, ainsi que le Salon international de la ventilation, électricité, chauffage et climatisation "SIVECC" prévu du 30 janvier au 2 février 2023.

Au mois de février prochain, cinq salons sont prévus, à savoir : le Salon de la micro-entreprise (du 2 au 5 février), le Salon de l'électricité et des énergies renouvelables "SEER" (du 23 au 26 février), le Salon international de la pharmacie en Algérie "SIPHAL" (du 15 au 18 février), le Salon international du cosmétique "COSMETICA" (du 15 au 18 février), ainsi que le Salon international des systèmes de sécurité et de la protection anti-incendie "2SPRO" (du 26 février au 1er mars).

S'agissant au mois de mars, le programme de la Safex prévoit l'organisation du Salon de la femme "Eve" (du 2 au 8 mars), le Salon algérien de la boisson "BevAlg" (du 6 au 9 mars) et le Salon du tourisme en plein air et d'aventures "Stepa" (du 7 au 10 mars).

Le mois de mars verra également l'organisation du Salon international de l'après-vente automobile, de l'équipement et des services pour la mobilité en Afrique du Nord "Equip Auto" (du 13 au 16 mars), du Salon international de l'enfant et de la maman (du 14 au 18 mars), ainsi que le Salon International de l'électroménager "SIEM" (du 16 au 20 mars).

Au mois d'avril prochain, coïncidant avec le mois sacré de Ramadhan, la Safex a prévu, du 21 mars au 18 avril, l'événement "Ramadhan au Palais", une manifestation commerciale et culturelle permettant de répondre aux besoins du consommateur et de la famille algérienne au mois de carême. Les manifestations prévues au mois de mai sont : le Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics "Batimatec" (du 7 au 11 mai), le Salon du mariage et de la naissance (du 26 au 31 mai) et le Salon de l'Agriculture, de l'élevage et l'Agro-industrie "SIPSA-SIMA" (du 22 au 25 mai).

Pour le mois de juin, le Palais des expositions verra le déroulement du Salon professionnel de la production agroalimentaire "Djazagro" (du 5 au 8 juin), ainsi que de la Foire Internationale d'Alger "FIA" (du 19 au 24 juin).

Après une trêve au mois de juillet et août, le programme de la Safex reprendra au mois de septembre avec l'organisation de la Foire de la rentrée scolaire et du shopping (du 1 au 11 septembre), le Salon international du bois, menuiserie, équipements et technologies "Algeria WoodTech" (du 18 au 21 septembre), le Salon du E-commerce et des services en ligne "ECSEL" (du 20 au 23 septembre) et le Salon international de sûreté, sécurité, feu et urgences en Afrique du nord "SECURA" (du 19 au 21 septembre).

Au mois d'octobre, cinq salons sont au programme de la Safex : le Salon professionnel international de l'Industrie "Alger Industrie" (du 9 au 12 octobre), le Salon international des équipements et services pour l'hôtellerie, la restauration et les collectivités "HORECA", ainsi que le Salon international du chocolat et du café "CHOCAF", tous deux prévus du 11 au 14 octobre.

Autre salon prévu durant la même mois, le Salon de l'Hygiène, alors que le Salon international du laboratoire et de l'imagerie médicale "IMLAB" est programmé du 25 au 28 octobre.

Six événements sont prévus au mois de novembre, à savoir le Salon du meuble, aménagement et décoration "Mobilia El Djazair" (du 7 au 12 novembre), le Salon international des travaux publics "SITP" (du 13 juin au 17 novembre), le Salon de l'industrie céramique "Alger Ceramica Expo" (du 13 au 16 novembre).

Au programme de la Safex au mois de novembre, aussi, le Salon international de la récupération et de la valorisation des déchets "REVADE" (du 13 au 16 novembre), le Salon Algérien sous-traitance "ALGEST" (du 14 au 17 novembre), ainsi que le Salon de la maintenance industrielle "Sinaa" (du 28 au 30 novembre).

Au mois de décembre, la Safex prévoit l'organisation de la Foire de la production algérienne "FPA" (du 17 au 26 décembre), ainsi que le Salon des Banques, assurances et produits financiers "Expo Finances" durant la même date.

SOLIDARITÉ M^{me} Krikou insiste sur l'impératif soutien des catégories précaires à l'insertion économique et sociale

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme Kaoutar Krikou a insisté mardi d'Oum El-Bouaghi sur l'impératif soutien à l'insertion économique et sociale des catégories vulnérables.

Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite à El Kouahi, le village natal du chahid Larbi ben M'Hidi, dans la commune d'Ain M'lila, M^{me} Krikou a affirmé qu'il faut soutenir l'autonomisation et l'insertion économique et sociale des catégories vulnérables tout en maintenant la politique sociale habituelle de l'Etat.

Après avoir suivi une représentation théâtrale sur la guerre de libération nationale contre l'occupant français, interrompée par des enfants aux besoins spécifiques au domicile familial du chahid Ben M'hidi, M^{me} Krikou a souligné que ces activités "valorisent la créativité des jeunes aux besoins spécifiques et leur inculquent l'esprit patriotique".

Elle a précisé que ces activités s'inscrivent dans le cadre de "la stratégie de son



département qui vient en application du plan de travail du gouvernement et du programme du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune qui insiste sur l'impérative formation de la jeune génération pour la préservation de la mémoire". La ministre a

donné le coup d'envoi d'une caravane de solidarité transportant du matériel médical et diverses aides aux habitants des zones d'ombre des deux communes d'El Amiria et Bir Chouhada, à l'initiative des secteurs de la Solidarité nationale et de la Santé. M^{me} Krikou a égale-

ment visité le centre de l'enfance assistée, au chef-lieu de wilaya, la maison de l'artisanat, à Ain M'lila, et une exposition des familles productrices en agriculture, bénéficiaires des dispositifs publics d'aide à l'emploi, dans la commune d'Ain Babouche.

CONTRÔLE TECHNIQUE DES VÉHICULES

Les propriétaires des véhicules immatriculés en 2021 appelés à présenter leurs véhicules en 2023

L'Etablissement national de contrôle technique des véhicules (Enacta) a invité les propriétaires des véhicules immatriculés en 2021, à présenter leurs véhicules au contrôle technique périodique des véhicules, à partir du mois de janvier courant, au niveau des agences de contrôle agréées par le ministère des Transports.

L'établissement a précisé dans une note sur son site web, qu'il "porte à la connaissance des propriétaires des véhicules particuliers immatriculés en

2021, qu'ils sont tenus de présenter leurs véhicules au contrôle technique périodique au niveau des agences de contrôle agréées par le ministère des Transports et réparties à travers le territoire national, à partir du 2 janvier 2023".

Le contrôle technique périodique se déroule "selon la date de leur immatriculation portée sur leur carte grise en haut à gauche", a indiqué la même source.

A titre d'exemple, le véhicule dont la

plaque d'immatriculation est établie le 2 janvier 2021, est concerné par la mesure du contrôle technique périodique avant le 2 janvier 2023 et celui dont la plaque d'immatriculation est établie le 1 février 2021, est concerné par la même mesure avant le 1 février 2023, précise l'Enacta Partant, "tous les propriétaires des véhicules concernés sont tenus de présenter, dans les délais impartis, leurs véhicules au niveau agences agréées de contrôle technique des véhicules", affirme l'Enacta.

ENVIRONNEMENT

Lancement d'une plateforme numérique pour faciliter l'adhésion des producteurs au système public "Eco-Jem"

L'Agence nationale des déchets (AND) a annoncé, mardi dans un communiqué, le lancement d'une plateforme numérique de facilitation d'adhésion des producteurs et des détenteurs des produits d'emballage au système public de traitement des déchets d'emballages "Eco-Jem".

Le système "Eco-Jem" collecte des contributions financières des producteurs et détenteurs de produits d'emballage de commerçants ou importateurs des différentes marchandises, en vue de les réutiliser dans des solutions pratiques et durables pour prendre en charge les déchets d'emballage par l'Agence nationale des déchets (AND) en coopération avec les parties concernées (collectivités locales, organes publics, opérateurs économiques, ainsi que la société civile).

La valeur des contributions financières est fixée



selon la grille des contributions et en fonction de la déclaration annuelle de l'adhérent, à savoir le poids total de l'emballage utilisé avant sa séparation pendant sa commercialisation, consommation et utilisation, précise la même source.

Ce système qui consacre le principe du "pollueur - payeur" tend à développer et à valoriser les activités de tri, de transport et de traitement

des déchets qui figurent parmi les missions principales de l'AND.

En vertu du système "Eco-Jem", l'adhérent assume ses engagements juridiques et environnementaux à travers la contribution à l'opération l'organisation des filières de valorisation des déchets et de la promotion du marché de valorisation des déchets tout en bénéficiant des avantages de commercialisation à tra-

vers l'apposition du label "Eco-Jem" aux emballages du produit en tant qu'empreinte verte permettant d'informer le consommateur que le producteur de ce produit est adhérent au système public de récupération et de valorisation des déchets et qu'il a contribué financièrement à l'opération de gestion des produits qu'il propose.

Cette opération se solde par la conclusion de conventions entre l'AND et le producteur ou le détenteur de déchets, a fait observer le communiqué.

Le taux de déchets d'emballage s'élève à 30% du total des déchets ménagers et assimilés (DMA), produits annuellement en Algérie, soit au moins 3,3 millions de tonnes d'une valeur économique de 122 milliards DA, selon les données du système national informatique des déchets.

BOUIRA

La cueillette des olives bat son plein

Les champs et vergers oléicoles de Bouira vivent depuis plusieurs jours une ambiance animée en raison de la campagne de cueillette des olives qui bat son plein et qui rassemble des familles entières dans les oliveraies de cette wilaya du centre du pays, a-t-on constaté.

Sur les plateaux et plaines oléicoles s'étendant d'Ath Laâziz et de Haizer jusqu'à la vallée du Sahel à Chorfa, à la lisière avec la wilaya de Bejaia, les champs d'oliviers ont repris les couleurs et l'ambiance de la saison hivernale.

Les paysans et leurs familles ont enclenché une course contre la montre pour ramasser leurs olives en ces journées ensoleillées, avant le retour des intempéries.

Chaque matin, les familles rurales sortent dans les oliveraies équipées de tous les moyens matériels traditionnels, des seaux, des filets de toutes couleurs, des escabeaux, des râteliers à olive et des scies ainsi que biens d'autres outils indispensables pour le ramassage des olives.

A Semmache (El Adjiba), comme ailleurs à M'Cheddallah, la campagne est déjà arrivée à son plein rythme malgré la maigre récolte attendue cette année, selon les prévisions de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya.

Dans ces régions réputées pour l'abondance de la production oléicole, les agriculteurs affichent leur pessimisme face à la sécheresse suite à un manque criard de pluviométrie enregistré depuis quelques années.

"Le déficit en pluies a provoqué une sécheresse qui a affecté la récolte oléicole localement et dans bien d'autres régions du pays", a estimé Mohamed Saïd, un oléiculteur de Semmache.

Beaucoup d'autres fellahs ont relevé le phénomène de la sécheresse, qui, ont-ils dit, a "sévèrement affecté les oliveraies".

Ils attribuent aussi la baisse du rendement de l'olivier au phénomène d'alternance (à une saison abondante succède une autre à faible rendement), ainsi qu'aux incendies et à la canicule qui ont perturbé le



cycle végétatif de l'olivier notamment durant la phase de pollinisation.

Cinq millions de litres d'huile d'olive attendus

Selon les prévisions de la DSA, une production de quelque 5 millions de litres d'huile d'olive est attendue à Bouira cette année, ce qui signifie une forte baisse par rapport aux années précédentes qui ont connu une production allant jusqu'à 11 millions de litres de l'huile d'olive.

Cette régression a provoqué la hausse des prix de l'huile d'olive, dont le litre a déjà atteint le seuil des 850 dinars cette semaine à Bouira.

Dans les huileries, les quantités d'olives reçues depuis le début de la campagne restent modestes, selon des propriétaires de fabriques d'huile d'olive. "Il y a une baisse sensible de la récolte oléicole cette saison, d'ailleurs, les quantités reçues jusqu'à présent en sont la preuve", a affirmé à l'APS Arezki, un propriétaire d'une huilerie semi-automatique à El Adjiba.

A Bouira, plus de 230 huileries dont 43 traditionnelles, 86 semi-automatiques

et 106 automatiques sont ouvertes depuis le début de la cueillette des olives, selon les statistiques fournies par les services agricoles.

La wilaya de Bouira renferme une superficie oléicole globale de 37.000 hectares, dont plus de 28.000 ha en production, selon les données de la DSA.

La chargée du Programme d'appui au secteur agricole en Algérie (PASA), Louiza Amirat, a rappelé que la filière oléicole a bénéficié de ce programme cofinancé par l'union européenne et le ministère fédéral allemand pour la coopération économique et le développement (BMZ) ainsi que l'agence française d'expertise, Expertise France (EF). Le programme est mis en œuvre en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et du développement rural.

L'objectif de ce programme qui s'étale d'octobre 2018 à septembre 2023, est de développer davantage et cette importante filière à Bouira, ainsi que dans les autres wilayas concernées, à savoir Bejaia, Tizi Ouzou, Boumerdes, Jijel, Bordj Bou Arreridj Sétif et Médéa, a-t-on rappelé de même source.

TÉBESSA

Plus de 1.200 enseignants contractuels concernés par la décision de titularisation

Pas moins de 1258 enseignants contractuels de la wilaya de Tébessa bénéficieront de la mesure de titularisation dans leurs postes d'emploi, a indiqué mardi le directeur du secteur Lakhdar Benmazouz.

Les enseignants contractuels des trois paliers (primaire, moyen et secondaire) seront permanisés dans leur poste, en application des instructions du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué à l'APS le responsable du secteur.

Les services de la Direction de l'éducation de la wilaya de Tébessa ont établi la liste des contractuels concernés par cette mesure dont 99 enseignants contractuels de langue anglaise, troisième année primaire, recrutés au début de l'année scolaire 2022-2023.

M. Benmazouz a précisé que cette mesure "est venue apporter de la stabilité dans le secteur de l'éducation à l'échelle nationale et améliorer ainsi les conditions d'apprentissage des élèves et a offert de meilleures conditions d'exercice de leur métier à l'ensemble des enseignants".

En outre, le directeur de l'éducation a fait savoir que les statistiques ont donné 40.

000 téléchargements du livre électronique mis en ligne sur la plateforme de l'éducation, une mesure destinée à alléger le poids du cartable.

Il a assuré que le transport scolaire des élèves habitant les zones éloignées a bénéficié de nouveaux bus remis à plusieurs communes, pendant que des dizaines d'autres transports collectifs ont été renouvelés.

Le directeur de l'éducation de la wilaya de Tébessa a ajouté que 30 citernes de gaz propane seront acquises pour le chauffage de plusieurs établissements scolaires.

MILA

Des ateliers divers pour près de 200 enfants (association)

Différentes activités destinées à près de 200 enfants, ont été organisées mardi à la bibliothèque principale de lecture publique Mebarek Bensalah de Mila, à l'initiative de l'association "Mila takra", a-t-on appris auprès de son président Lakhdar Ghichi.

Organisés dans le cadre du camp d'enseignement d'hiver (2ème édition), les ateliers ciblent des enfants âgés entre 7 et 15 ans et concernent, la photographie, l'animation, les premiers secours, la lecture, l'expression, le coloriage ainsi que le dessin, a précisé le même responsable, notant que des encadreurs spécialisés ont été mobilisés pour assurer l'orientation des élèves et la présentation des règles de chacune de ces activités.

L'objectif recherché de l'organisation de ces activités coïncidant avec les vacances scolaires d'hiver est "de sortir un peu les enfants du domaine des études et les orienter vers les activités de loisirs à l'instar du dessin", a fait remarquer la même source.

Ces ateliers permettent également, a-t-il ajouté, de découvrir des enfants doués et de développer leurs capacités dans ces domaines grâce à l'accompagnement et l'orientation.

Cette manifestation a connu une forte affluence du jeune public par rapport à la première édition de ce camp, ayant été organisée en 2021 marquée par la participation de 159 enfants, a révélé le même président.

L'intérêt accordé à cet événement "reflète la confiance des parents à l'association et ses activités, ainsi que leur prise de conscience de l'importance de ces activités complémentaires des études à l'école", a-t-il encore estimé.

KHENCHELA

Electrification de 156 exploitations agricoles en 2022

La wilaya de Khenchela a bénéficié en 2022 du raccordement au réseau électrique de 156 exploitations agricoles, a indiqué mercredi, le chargé de communication à la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG).

Selon M. Mohamed Tahar Boukehil, la SADEG de Khenchela a réalisé, en 2022, dans le cadre du programme complémentaire décidé par le président de la République M.

Abdelmadjid Tebboune au profit de la wilaya de Khenchela, des travaux de raccordement au réseau

d'électricité, achevés et mis en service dans 156 exploitations agricoles, dans 12 collectivités locales.

La même source a précisé que 120 exploitations agricoles ont bénéficié de l'électricité agricole dans le cadre d'une première tranche d'un programme qui prévoit le raccordement de 146 exploitations dans la région nord de la wilaya, et 521 exploitations dans sa région sud, soit un réseau de 500 km de réseau qui mobilise 1,5 milliard DA.

Dans le même élan, la SADEG Khenchela a réalisé les travaux de raccordement au réseau d'électricité de 34

puits artésiens collectifs et de 2 puits individuels dans des périmètres agricoles de l'extrême sud de la commune de Babar dans la zone saharienne des Nememcha, dans le cadre d'un deuxième programme visant l'électrification de 81 puits collectifs et individuels, sur un réseau de 300 km, mobilisant une enveloppe de 980 millions DA, a indiqué M. Boukehil. Au mois de novembre 2022, les travaux de raccordement au réseau électrique de 86 exploitations agricoles ont été lancés, dans le sud de la wilaya de Khenchela, ce qui nécessitera la mise en place

d'un réseau de 400 km, mobilisant une enveloppe d'un (1) milliard DA.

Le chargé de la communication de la SADEG Khenchela a souligné que les travaux d'électrification agricole en cours actuellement concernent 968 exploitations qui mobilisent une enveloppe de 2,5 milliards DA.

L'électrification des exploitations agricoles vise la relance du secteur agricole dans la wilaya de Khenchela et la hausse des rendements en particulier le rendement des cultures stratégiques, ont souligné les responsables locaux.

CONSTANTINE

Lancement du projet de réhabilitation de l'école régionale des jeunes non voyants

Un projet portant aménagement et réhabilitation de l'école des jeunes non-voyants de la wilaya de Constantine, à vocation régionale, vient d'être lancé par les services de la direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS), a-t-on appris mercredi auprès de son directeur.

L'opération s'inscrit dans le cadre des mesures et des directives prises par le ministère de la solidarité, de la famille et de la condition de la femme, visant la modernisation des structures du secteur notamment

celles jugées en état de dégradation avancée, a révélé à l'APS M. Abdelkader Dehimi, en marge de la célébration de la journée mondiale du braille (4 janvier de chaque année).

L'opération qui a été lancée la fin du mois de décembre dernier a mobilisé une enveloppe financière servant aux travaux d'aménagement et de rénovation des salles de cours, des dortoirs, la réfection de l'étanchéité, la peinture, la réhabilitation de la cour et autres commodités, a-t-il détaillé.

La concrétisation de cette opération aura

pour objectif principal d'améliorer les conditions de prise en charge des élèves non-voyants des cycles primaire et moyen, relevant de quatre (4) régions de l'Est du pays en l'occurrence les wilayas de Constantine, de Mila, de Jijel et de Skikda, a encore affirmé M. Deshima.

Rappelons que l'encadrement de cette catégorie des élèves aux besoins spécifiques, est assuré par une équipe pluridisciplinaire composée d'éducateurs et enseignants spécialisés, des orthophonistes et des psycho-

logues qui assurent un suivi et un accompagnement réguliers en faveur des enfants de cette école qui dispose de 12 salles de cours, 3 dortoirs, une bibliothèque comprenant plus de 800 ouvrages en braille, un espace internet et un réfectoire.

Il est à signaler que pas moins de 75 élèves non-voyants âgés entre 6 et 15 ans dont 34 issus des wilayas limitrophes, suivent actuellement leurs études au sein de cette structure implantée au chef-lieu de wilaya.

INDUSTRIE

Le groupe mécanique public AGM enregistre une croissance de 12 % du chiffre d'affaires en 2022 (ministère)

Le Groupe mécanique public AGM (algerian group of mechanics) a réalisé un chiffre d'affaires de 26,82 milliards DA en 2022, soit une croissance de 12 % par rapport à 2021, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère de l'Industrie.

Les résultats ont été présentés lors d'une réunion avec les responsables du groupe et ses principales filiales et annexes, présidée par le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar dans le cadre d'une série de rencontres d'évaluation des groupes publics relevant du secteur industriel organisée par le ministère pour évaluer leur performance, activités et niveau d'efficacité en 2022.

Selon l'exposé présenté lors de cette réunion, le chiffre d'affaires du groupe AGM devrait atteindre 40 milliards de dinars en 2023. Parmi les principales entreprises relevant du groupe ayant enregistré des résultats et une valeur ajoutée positifs en 2022, le communiqué cite l'Entreprise de production des pompes et des vannes (Poval) avec une hausse de 30 % du chiffre d'affaires et de 41 % de la valeur ajoutée, l'Entreprise nationale des matériaux des travaux publics (ENMTP) avec hauss e de 37 % du chiffre d'affaires et 28 % de la valeur ajoutée et l'Entreprise nationale de production de machines-outils (PMO) avec une hausse de 12 % du chiffre d'affaires et de 26 % de la valeur ajoutée.

La Société publique des industries mécaniques et accessoires "ORSIM" a réalisé, quant à elle, une hausse de 12 % du chiffre d'affaires et 8 % de la valeur ajoutée, contre une hausse de 10 % du



chiffre d'affaires et 12 % de la valeur ajoutée pour le Groupe BCR spécialisé dans la fabrication de boulonnerie, de robinetterie et de coulerie. L'Entreprise nationale du matériel agricole et pêche (ENMAP) a réalisé une hausse de 5 % du chiffre d'affaires et 14 % de la valeur ajoutée.

La rencontre a été également une occasion pour examiner les principales entraves ayant empêché la réalisation de plusieurs objectifs tracés par le groupe en 2022, inhérents essentiellement aux conditions économiques et géopolitiques prévalant à l'échelle mondiale, ainsi qu'à la difficulté d'approvisionnement en certains intrants sur les marchés internationaux et l'impact de certaines filiales souffrant de dettes colossales sur les résultats globaux du groupe. Suite à une présentation sur le Groupe, M. Zaghdar a insisté sur

l'impératif d'améliorer davantage ses résultats et ses performances dans les prochaines années, d'autant que celui-ci a du potentiel et une grande expertise en matière d'industries mécaniques, en plus des opportunités que le marché algérien présente dans le cadre de la nouvelle stratégie de développement de ces industries". Le ministre a donné des directives en vue d'intensifier les efforts dans nombre de projets à dimension stratégique, en application des instructions du Président de la République, notamment celles relatives à la production du matériel agricole et hydraulique, mais aussi la production des pompes et des vannes destinées au secteur des hydrocarbures, outre celles destinés au secteur des ressources hydriques dans le cadre du programme de réalisation des stations de dessalement d'eau de mer, où les filiales

AGM détiennent une grande expérience, en sus du développement de l'industrie navale. M. Zaghdar a également mis l'accent sur l'importance de développer le taux d'intégration des différents produits du Groupe et de ses filiales dans la création d'une valeur ajoutée, limitant ainsi la facture d'importation de nombre de matériels et d'équipements industriels.

Le premier responsable du secteur a souligné, dans le même contexte, l'impératif d'améliorer la gouvernance du Groupe en intégrant des contrats de performance en 2023, le soutien des conseils d'administration par des compétences, la création de laboratoires de recherche et de développement, l'élaboration de programmes de formation et la mise en place d'un système informatique efficient, en plus d'accélérer l'opération de numérisation. A noter que le Groupe détient environ 6.700 employés, et compte dans son portefeuille 29 filiales et entreprises, dont 6 joint-ventures avec des partenaires étrangers, activant dans la production, l'industrie du matériels et des équipements destinés à l'agriculture et à la pêche, les machines des travaux publics, les équipements industriels, l'industrie des moteurs et la sous-traitance industrielle, conclut le communiqué.

MOSTAGANEM

Production de 6.800 tonnes de différents poissons en 2022

La production de différents produits halieutiques de la wilaya de Mostaganem a atteint en 2022 une quantité de plus de 6.800 tonnes, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Pêche et des produits halieutiques. La production halieutique a atteint dans la wilaya de Mostaganem, l'année écoulée, quelque 6.817 tonnes, soit une hausse de 8 % par rapport à l'année 2021. Au cours de cette période, 5.577 tonnes de poisson blanc, 662 tonnes de poisson bleu et 409 tonnes de produits de la mer, des pièces de crustacés et des mollusques, ont été produits, a ajout la même source. En outre, les bateaux de pêche de plaisance activant au niveau de neuf sites d'échouage ont contribué à la production de 108 tonnes de différents types de poissons alors que la production aquacole à l'aide de cages flottantes, de filets et d'eau douce a dépassé 60 tonnes.

La direction de la Pêche et des produits halieutiques a attribué ce bon résultat à la production aux facteurs climatiques facilitateurs, au redoublement des efforts des professionnels et à leur strict respect des lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la période de repos biologique des poissons.

L'année 2022 a été marquée par des débarquements record au niveau des trois ports (Mostaganem, Salamandre et Sidi Lakhdar), notamment durant la période de pointe, entre les mois de mai et octobre derniers. Le prix moyen des sardines a varié entre 500 et 600 DA le kilo au débarquement et au niveau du marché, a ajouté la même source. S'agissant de la campagne de poisson de thon rouge, la wilaya de Mostaganem a participé, l'année dernière, avec un seul thonier lors de cette opération effectuée entre le 22 mai et le 16 juin derniers et a réussi à capturer la totalité de sa part estimée à environ 68 tonnes. La direction locale de la Pêche et des produits halieutiques a accordé, l'année dernière, 544 licences pour lancer des activités de pêche en mer de toutes sortes, la plupart dans les aires de plaisance et pour les navires à filets pélagiques, les sardiniers.

FILIERE CÉRÉALIÈRE AU SUD

Cap sur le développement des cultures stratégiques à Ouargla et Adrar en 2022

Les efforts déployés en 2022 par les services agricoles des wilayas d'Ouargla et d'Adrar se sont orientés vers le développement des cultures stratégiques à travers le renforcement des surfaces dédiées à la céréaliculture, eu égard aux potentiels existant dans ces wilayas en sus des moyens mobilisés par l'Etat et ce, en exécution des orientations économiques nationales visant la création de pôles céréaliers pour relever le défi de la sécurité alimentaire.

Ces efforts se sont concrétisés par une extension régulière des superficies agricoles allouées à la céréaliculture dans ces deux wilayas au fil des saisons labours-semences, notamment en 2022, et ont accru les perspectives de développement de cette filière stratégique, tout en réalisant les objectifs fixés par l'Etat dans ce domaine pour atteindre la sécurité alimentaire. Dans ce sillage, la wilaya d'Adrar aspire à devenir un pôle national dans la production de céréales, tous types confondus, et à la faveur de ses énormes capacités agricoles et naturelles. Adrar, dont 70 % de la main d'œuvre locale est versée dans l'agriculture, englobe une superficie cultivable totale de plus de 600.000 hectares qui peut réaliser une production céréalière importante avec un rendement élevé, si les étapes scientifiques de l'itinéraire technique sont respectées, soulignent les services agricoles (DSA). Au cours de l'actuelle saison agricole, la surface cultivable a accru de 22 % atteignant 20.300 ha, contre 13.900 ha la saison écoulée, selon le direc-

teur des services agricoles, Mohamed Hichem Mokaddem. Cette superficie est répartie sur 13.000 ha, réservés pour le blé dur, 80 ha dédiés au blé tendre, 629 ha pour l'orge et 148 ha pour la culture d'avoine, irriguée dans sa totalité sous-pivots, assure le même responsable.

La céréaliculture traditionnelle, dite intercalaire, pratiquée dans les palmeraies, porte sur 50 ha de blé dur, 4.336 ha de blé tendre, 1.318 ha dédiés à l'orge et 415 ha réservés à l'avoine, détaille le même responsable.

La coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) a mis à la disposition des céréaliculteurs tous les moyens et matériels agricoles nécessaires pour réussir la campagne labour-semences, avec la mobilisation de 40.000 qx de semences traitées de blé dur, et plus de 2.760 qx de semences de blé tendre et plus de 1.000 qx de semences d'orge. Aussi, plus de 39.000 qx d'engrais phosphatés et azotés ont été fournis, en plus de la mobilisation d'un quota important de tracteurs, de niveleuses, de semoirs et d'équipements d'irrigation, a déclaré, pour sa part, le directeur de la CCLS, Mokhtar Hamdani.

De son côté, la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) d'Adrar a œuvré à accompagner, sur le plan financier, les investisseurs agricoles grâce à la fourniture de prêts bancaires sous différentes formules, avalisant 40 demandes de crédits "Ettahadi" pour l'extension des surfaces céréaliers irrigués, en plus de l'ouverture d'un guichet unique pour permet-

tre aux agriculteurs d'accomplir leurs démarches administratives à un rythme plus rapide.

S'agissant du crédit "R'fig", 180 dossiers ont été approuvés pour la campagne agricole en cours, dont 127 pour les céréales et 53 autres pour le maïs, outre la prolongation des délais de remboursement des prêts "Ettahadi" et "R'fig", a précisé le directeur régional de la BADR, Mohamed Sakka.

Les services de la DSA d'Adrar aspirent à une saison agricole prometteuse pour la céréaliculture eu égard aux efforts d'accompagnement fournis, dans les volets administratif, technique, financier et énergétique, en plus des efforts des équipes de vulgarisation agricole qui ciblent les investisseurs dans les divers périmètres agricoles.

Une saison agricole "distinguée" à Ouargla

La nouvelle campagne agricole dans la wilaya de Ouargla s'annonce des plus "distinguées", avec un bon résultat dans la superficie agricole affectée à la production céréalière qui a atteint 5.037 hectares, soit 1.700 ha de plus par rapport à la dernière campagne agricole. Ces superficies ont connu un développement "accélééré", puisque les surfaces sous pivot ne dépassaient pas 131 ha en 2004, et dans les années qui ont suivi elles se sont étendues pour arriver à 2.500 ha, à la campagne agricole 2019-2020, puis 2.784 ha à la sai-

son suivante, avant de bondir lors de la saison 2021-2022, à 3.337 ha avec une production céréalière de plus de 90.000 qx, selon la DSA. Les efforts de l'Etat pour assurer l'électrification agricole ont nettement contribué à l'extension des superficies allouées à la culture des céréales, permettant l'achèvement de 110 km de réseau électrique alors qu'un réseau de 170 km supplémentaires est en voie de parachèvement et un autre de 100 km en phase d'étude. Selon les prévisions, il est attendu la réception aussi d'un réseau électrique agricole de plus de 200 km qui permettra aux investisseurs activant dans la filière céréalière de concrétiser leurs projets d'investissement et de contribuer ainsi à l'émergence de la wilaya de Ouargla en un pôle agricole de ce type de cultures stratégiques. Les efforts de l'Etat ont également contribué à l'émergence d'investisseurs capables d'exploiter de vastes zones pour la production de blé, à l'image de l'exploitation agricole de statut privé, récemment créée dans la région de "Sahn", dans la daïra de N'goussa, qui totalise 800 ha, indiquent les services de la DSA. Dans cette exploitation agricole, 360 ha ont été alloués à la culture des blés dur et tendre, en plus de la production d'aliments pour le bétail. La wilaya d'Ouargla aspire à atteindre une superficie d'environ 10.000 ha pour la culture des céréales, lors de la prochaine campagne agricole, dans le cadre de la concrétisation de ses ambitions pour le développement de cette filière agricole.

MONNAIES

Le dollar en baisse face à la livre et à l'euro

Le dollar perdait mercredi ses gains de la veille face à la livre et à l'euro, la valeur refuge souffrant de l'appétit pour le risque du marché après l'inflation en France et avant les minutes de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Ce mercredi matin, le billet vert perdait 0,60% à 1,0611 dollar pour un euro et 0,77% à 1,2061 dollar pour une livre. L'or, traditionnellement considéré comme une valeur refuge, profitait de la baisse du dollar et montait de 1,12% à 1.861 dollars l'once, après être monté à 1.865,12 dollars, un sommet depuis juin.

En France, l'inflation a ralenti à 5,9% sur un an en décembre, selon des données publiées mercredi, une décélération déjà observée la veille en Allemagne où

l'inflation a atteint 8,6% sur un an.

Les investisseurs y chercheront des indices sur les décisions de politique monétaire à venir, alors que la banque centrale cherche à poursuivre sa lutte contre l'inflation tout en ménageant l'économie. Avec un mouvement de yo-yo qui laisse le Dollar index, indice comparant le billet vert à un panier d'autres grandes monnaies, à son niveau du début de l'année, le marché peine pour l'instant à trouver une direction forte.



BANQUE MONDIALE

2022 marqué par une hausse de l'insécurité alimentaire et de l'inflation

L'année écoulée a été marquée par une recrudescence de l'insécurité alimentaire et de l'inflation au niveau mondial, selon le bilan de la Banque mondiale (BM) sur 2022 publié sur son site web.

"Placée sous le signe de l'incertitude, 2022 a connu une forte hausse de l'insécurité alimentaire et de l'inflation qui ont considérablement augmenté tout au long de l'année précédente", a fait constater le rapport de la BM. "Le ralentissement économique mondial, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, ainsi que le conflit en Ukraine, ont été à l'origine de cette flambée des prix des denrées alimentaires", explique le rapport.

Le document évoque également l'augmentation de la fréquence des catastrophes naturelles qui ont également provoqué de fortes hausses de prix de nombreux produits et intrants agricoles, notamment les engrais. "Les inondations dramatiques au Pakistan ont fait des centaines de victimes et déplacé des millions d'habitants, les

sécheresses en Chine et dans la Corne de l'Afrique ont touché des millions de personnes, et l'Europe a connu des vagues de chaleur caniculaire historiques et sa pire sécheresse depuis 500 ans", lit-on dans le rapport.

Face à ces catastrophes, le Groupe de la Banque mondiale affirme avoir intensifié son soutien pour aider les pays à répondre en même temps aux exigences de l'action climatique et du développement, en mobilisant un montant annuel record de 31,7 milliards de dollars en faveur de financements pour le climat. L'institution financière mondiale a également mis en avant sa contribution dans la lutte contre la famine et l'insécurité alimentaire dans le monde en consacrant "une enveloppe de 30 milliards de dollars sur une période de 15 mois". L'objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire, promouvoir une agriculture soucieuse de la nutrition et renforcer la sécurité sanitaire de l'alimentation", a-t-elle assuré. Globalement, la reprise économique amorcée en 2022 s'est révélée

"instable et inégale", d'après le document de la BM, qui évoque l'impact socioéconomique de la crise sanitaire. "La pandémie (Covid-19) a provoqué la pire régression dans la réduction de la pauvreté depuis des décennies, et la reprise post-COVID s'est révélée très inégale", jugent les auteurs du rapport, en affirmant que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté pourrait atteindre 685 millions à la fin de cette année, fais ant ainsi de 2022 la deuxième pire année en vingt ans en matière de réduction de la pauvreté (après 2020).

Au-delà des effets persistants de la pandémie, les hausses de prix de l'alimentation et de l'énergie causées par les chocs climatiques et les conflits ont freiné la reprise.

Selon de nouvelles projections de la banque, environ 574 millions de personnes continueront à vivre dans l'extrême pauvreté en 2030, soit près de 7% de la population mondiale, "un taux bien en deçà de l'objectif mondial de 3%", a-t-on conclu.

CHINE

Hausse des livraisons de fret ferroviaire de 4,7% en 2022

Le volume de livraison de fret ferroviaire de la Chine a atteint 3,9 milliards de tonnes en 2022, en hausse de 4,7% en glissement annuel, selon l'opérateur ferroviaire national. Les services de fret ferroviaire ont engrangé 478,6 milliards de yuans (environ 69,23 milliards de dollars) l'année dernière, en hausse de 9,8% par rapport à 2021, d'après les données de la China State Railway Group Co., Ltd. La Chine a mis en service quelque 4.100 kilomètres de nouvelles lignes ferroviaires en 2022, dont plus de la moitié étaient des lignes à grande vitesse. Cette année, l'opérateur ferroviaire national s'attend à ce que les voyages de passagers progressent de plus de 67% par rapport à 2022 et estime que les recettes globales du transport rebondiront généralement au niveau d'avant l'épidémie. Plus de 3.000 kilomètres de nouvelles lignes ferroviaires seront mis en service en 2023, dont 2.500 kilomètres de lignes à grande vitesse, indique la même source.

ETATS-UNIS

Baisse de 8% des ventes d'automobiles en 2022

Les ventes d'automobiles aux Etats-Unis pour l'ensemble de l'année 2022 devraient s'établir à environ 13,9 millions d'unités, soit une baisse de 8% par rapport à 2021 et de 20% par rapport au pic de 2016, selon des analystes. Les pénuries de stocks, causées par la hausse des coûts des matériaux et la pénurie persistante de puces, se sont répercutées en 2022, entravant la production de nombreux constructeurs automobiles. Le resserrement de l'offre a maintenu les prix des voitures et des camions à un niveau élevé, même si les stocks d'automobiles se sont améliorés au cours du deuxième semestre de l'année. Certains observateurs du secteur craignent que les hausses de prix pratiquées par les constructeurs automobiles pour atténuer les pressions inflationnistes et la hausse des taux d'intérêt n'aient un impact sur les ventes de véhicules neufs au cours de 2023. "Nous nous attendons à ce que 2023 comporte un niveau élevé de risque et d'incertitude, car plusieurs marchés pourraient être confrontés à une récession", a déclaré le président des prévisions mondiales chez LMC Automotive, Jeff Schuster. Les constructeurs automobiles devront commencer à inciter les acheteurs, une tendance qui a été brièvement interrompue pendant la pandémie alors que les constructeurs et les concessionnaires peinaient à répondre à la demande, selon le site spécialisé en automobile TrueCar.

SUISSE

L'inflation grimpe à 2,8% en 2022

L'inflation en Suisse a atteint 2,8% en 2022, annonce mercredi l'Office fédéral de la statistique (OFS), un niveau moindre que ses voisins européens comme l'Allemagne, mais néanmoins supérieur aux objectifs de sa banque centrale pour la stabilité des prix. En Suisse, l'inflation était restée sous contrôle en 2021, se limitant à 0,6%, mais a brusquement accéléré en 2022 face à la flambée des prix de l'énergie, culminant à 3,5% en août avant d'amorcer une décélération à partir de septembre pour retomber à 2,8% en décembre, indique l'OFS dans un communiqué.

En 2022, les prix des produits fabriqués en Suisse ont augmenté de 1,6% en moyenne sur l'année tandis que les prix des produits importés ont bondi de 6,7% sous l'effet notamment de la hausse des prix des produits pétroliers et du gaz, détaille l'OFS, qui note aussi une hausse des prix des voitures ainsi que des loyers. Dès février, l'inflation en Suisse avait dépassé la barre des 2%, allant au-delà du seuil fixé par la Banque nationale suisse (BNS) pour la stabilité des prix. Par comparaison, la hausse des prix s'est chiffrée à 7,9% en Allemagne, son premier partenaire commercial en Europe, selon les chiffres publiés mardi par l'institut allemand Destatis. A 2,8%, l'inflation en Suisse reste cependant significative pour ce pays qui a connu une longue période de très faible inflation depuis le milieu des années 1990, à l'exception d'une brève poussée de fièvre en 2008 dans le sillage de la crise financière.

FRANCE

Légère baisse du moral des ménages en décembre

Le moral des ménages en France a connu une très légère baisse en décembre, se stabilisant à un niveau très bas, a rapporté mercredi l'Institut national français des statistiques et des études économiques (Insee). L'indicateur qui synthétise l'opinion des ménages quant à leur situation financière, l'opportunité d'épargner, le niveau de vie en France ou encore la crainte du chômage était le mois dernier de 82, contre 83 en novembre, la moyenne entre 1987 et 2022 étant de 100. Dans les détails, en décembre, "le solde d'opinion des ménages relatif

leur situation financière passée diminue nettement" et perd cinq points, tandis que celui sur leur situation financière future baisse d'un point. La proportion de ménages estimant qu'il est opportun de faire des achats importants est quant à lui en légère baisse, le solde correspondant perdant deux points. "Ces trois soldes restent nettement au-dessous de leur moyenne de longue période", résume l'Insee. Concernant l'épargne, la part des ménages estimant qu'il est opportun d'épargner baisse de nouveau légè-

rement mais demeure au-dessus de sa moyenne de longue période. "Le solde d'opinion des ménages sur leur capacité d'épargne future augmente d'un point. Celui relatif à la capacité d'épargne actuelle baisse d'un point. Ces deux soldes se situent au-dessus de leur moyenne de longue période", indique encore l'institut. Quant aux niveaux de vie passé et futur en France, l'Insee fait état d'une quasi-stabilité, tandis qu'il rapporte une nette baisse des craintes concernant l'évolution du chômage. Enfin, sur l'inflation, la part

des ménages qui considèrent que les prix ont augmenté au cours des douze derniers mois "s'accroît de nouveau" et le solde d'opinion associé gagne trois points et se rapproche de son précédent point haut de mai 2008.

"La proportion de ménages estimant que les prix vont accélérer au cours des douze prochains mois augmente également", ajoute l'Insee. Le moral des ménages est passé sous la barre des 100 points en octobre 2021 et a atteint un plancher historique en juillet 2022 (79).

L'inflation ralentit à 5,9% sur un an en décembre

La hausse de l'inflation en France a ralenti au mois de décembre à 5,9% sur un an, contre 6,2% en novembre, selon l'estimation provisoire publiée par l'Insee mercredi. Cette baisse pourrait toutefois n'être que provisoire, alors que l'Institut national de la Statistique a averti le mois dernier que l'indice des prix à la consommation (IPC) devrait atteindre un pic de 7% début 2023, avant de reculer plus durablement à partir du mois de mars. Sur un an, l'inflation continue à être tirée par la hausse des prix de l'énergie, qui ont bondi de 15,1%, et celle des produits alimentaires, en très forte hausse de 12,1%, tandis que la hausse des prix des produits manufacturés reste limitée à 4,6%, et que celle des ser-

vices est encore plus contenue, à 2,9%. Sur un mois, les prix ont reculé de 0,1% en décembre par rapport à novembre, contre une hausse de 0,3% le mois précédent, en raison du repli des prix de l'énergie en fin d'année. Le rebond de l'inflation anticipé par l'Insee pour le début de l'année est notamment lié à la hausse de 15% des prix réglementés de l'énergie prévue début 2023, ceux du gaz devant être relevés en janvier et ceux de l'électricité en février.

Enfin, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), qui sert de base de comparaison au niveau européen, a ralenti plus fortement que l'IPC en décembre, la hausse sur un an tombant à 6,7%, contre 7,1% en novembre.

HABITAT PRÉCAIRE À MASCARA Réception prochaine de 40 logements à Oued Taghia

Pas moins de 40 logements seront réceptionnés dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire au niveau de la commune d'Oued Taghia avant la fin du premier semestre de l'année en cours, a annoncé, mardi, le wali de Mascara, Omar Rouabhi, lors d'une visite d'inspection dans la région.

Les travaux de réalisation de ce quota d'habitat enrégimentent un taux de 65 PC et seront livrés avant la fin du premier semestre de l'année en cours, selon les explications fournies sur place.

Les services de l'OPGI ont réceptionné, au cours des années 2021 et 2022, plus de 400 logements publics localisés destinés à la résorption de l'habitat précaire dans la commune d'Oued Taghia.

D'autre part, le wali a supervisé, lors de cette visite, la mise en service du projet d'entretien du chemin communal n 7 reliant la RN 58 et la commune d'Oued Taghia sur une distance de 8,5 km.

Le projet a nécessité une enveloppe de 52,6 millions DA au titre du programme sectoriel de l'année écoulée et permet le désenclavement des zones rurales reculées de la commune de Guerdjoum, selon la direction locale des travaux publics, de l'hydraulique et des infrastructures de base. Par ailleurs, le même responsable a souligné, lors d'une rencontre avec des représentants de la société civile dans les communes de Guerdjoum et Oued Taghia, qu'un programme d'actions de développement des communes de la wilaya a été lancé récemment à travers la prise en charge de la réalisation d'actions de développement de première priorité répondant aux préoccupations de chaque commune. La visite d'inspection a porté sur l'inspection de l'ancien bureau de poste qui a fait l'objet de travaux d'aménagement de la ville d'Oued Taghia. Le wali a suivi un exposé sur les projets d'investissement privés abrités par la zone d'activités de cette collectivité locale outre la visite d'une minoterie de la commune de Guerdjoum au titre de l'investissement privé.

SAÏDA Distribution prochaine de 1.000 logements de différentes formules

Un quota de 1.000 logements de différentes formules seront attribués, au mois de février prochain, dans la ville de Saïda, a annoncé mardi le wali Ahmed Boudouha.

En marge d'une visite d'inspection des différents programmes d'habitat en cours de réalisation dans la ville de Saïda, le wali a annoncé à la presse qu'il sera attribué, le 18 février prochain, à l'occasion de la journée nationale du chahid, 800 logements publics localisés (LPI) à Hai "Essalem" et 200 autres unités de la formule LPA à Hai "Essalem 2". D'autre part, le même responsable a ajouté, qu'il sera procédé, au début durant le premier trimestre de l'année en cours, au lancement de la construction de 3.000 unités de type public localisé, à travers l'ensemble des daïras de la wilaya.

Lors de sa visite d'inspection des projets de réalisation des 300 logements publics localisés à Hai "Essalem", le même responsable a pris la décision de mettre fin aux services de l'entreprise réalisatrice des travaux de construction et de résilier le contrat en raison de la nonchalance observée dans la conduite des travaux de ce projet.

Il a sommé, les gestionnaires concernés, à renforcer les chantiers des différents programmes de logements par une main d'œuvre suffisante et à respecter des délais impartis pour achever les projets afin de les attribuer à leurs bénéficiaires.

Par ailleurs, selon les services de la wilaya, il sera procédé durant le premier trimestre de l'année en cours, à la distribution de près de 500 logements de différentes formules. Ce quota se compose de 139 logements publics localisés, 200 logements promotionnels aidés et 158 logements sociaux participatifs. Il est également prévu, au début du deuxième trimestre de cette année, la distribution de 1.039 logements dont 869 dans la ville de Saïda et le reste réparti à travers différentes communes de la wilaya. La wilaya de Saïda a bénéficié, au total, d'un programme de 60.125 logements de différentes formules dont 48.406 unités déjà réceptionnées, 6.459 autres en cours de réalisation et 4.260 en phase de lancement, rappelle-t-on.

TAMANRASSET

Une passagère, prise d'un malaise en plein vol, secourue à l'aéroport "Hadj Bey Akhamoukh"

Une passagère camerounaise victime d'un malaise à bord d'un vol entre la Turquie et le Cameroun a été prise en charge par les services de la Protection civile (PC) de Tamanrasset après que l'appareil eut effectué un atterrissage d'urgence à l'aéroport "Hadj Bey Akhamoukh" de Tamanrasset, a-t-on appris mardi des services de la Protection civile de la wilaya.

L'intervention a été opérée, dans la nuit du lundi à mardi, par les sapeurs pompiers, en collaboration avec le secteur de la santé de Tamanrasset, après avoir reçu un appel de la tour de contrôle de l'aéroport l'informant qu'un appareil Boeing-737 de la compagnie "Turkish Airlines" à destination du Cameroun, vient d'effectuer une escale imprévue, pour assister une passagère à bord, selon la même source.

Une équipe médicale de l'unité principale de la Protection civile de



Tamanrasset, composée de deux médecins et quatre agents, s'est déplacée immédiatement, avec une ambulance médicalisée, pour secourir la passagère en question, ajoute-t-on de même source.

À bord, l'équipe médicale a eu recours à la réanimation cardio-pulmonaire pour stabiliser l'état de la patiente avant de l'évacuer vers l'établissement public "EPH-Mesbah Baghdad" de Tamanrasset où elle a été prise en charge.

ORAN

Démolition de 9 constructions érigées illicitement dans la commune d'Es Sénia

Les services communaux d'Es-Sénia (Oran) ont procédé mardi à la démolition de neuf constructions construites illégalement, a-t-on appris auprès de cette collectivité locale. Les services techniques ont démolé, avec le concours des services de la daïra et ceux de la sûreté, les constructions érigées illicitement à proximité du site des 600 logements publics localisés, en cours de réalisation, à Ain El Beïda, relevant de la commune d'Es Sénia. Les

moyens humains et matériels requis ont été mobilisés pour cette opération, a-t-on indiqué, tout en soulignant que ce genre d'opérations se poursuivra au niveau de la commune et la daïra d'Es Sénia.

Quelque 100 constructions réalisées sans autorisation dont 26 dans les zones dites "Rocher" et "Coca", relevant de la commune d'Oran, avaient été démolies au cours du mois de décembre dernier, outre 70 autres constructions à Hai Chahid

Mahmoud, à proximité du groupe d'habitat des 300 logements dans la commune de Hassi Bounif. Plus de 210 constructions érigées illégalement, dont certaines en cours de réalisation, ont été démolies durant l'année écoulée dans plusieurs régions de la wilaya, à l'instar de la localité Hassiane Toual (Benfréha), des communes d'Es Sénia, Bir El Djir, Misserghine, Arzew, Hassi Bounif et Oran, rappelle-t-on.

SÉTIF

44 classes réservées aux enfants aux besoins spécifiques intégrées dans des établissements scolaires

Quarante-quatre (44) classes réservées dans des établissements scolaires aux enfants aux besoins spécifiques ont été ouvertes durant l'année scolaire en cours dans la wilaya de Sétif, a-t-on appris mardi auprès de la wilaya.

Au total 352 élèves aux besoins spécifiques ont rallié 12 établissements scolaires dans le cadre de la stratégie de

l'Etat visant à assurer une meilleure prise en charge psychopédagogique des enfants handicapés et favoriser leur insertion sociale, a ajouté la même source.

Parallèlement, plus de 1.200 personnes aux besoins spécifiques sont pris en charge par les établissements spécialisés ouverts au travers la wilaya, dont quatre centres

psychopédagogiques pour enfants déficients mentaux, selon la même source.

Dans le cadre de la politique de soutien et de solidarité avec ces catégories sociales, 27408 personnes bénéficient de l'allocation pour handicap à 100 % et 36.868 autres personnes handicapées bénéficient de l'allocation forfaitaire de solidarité,

en plus de la couverture par la sécurité sociale assurée à tous les handicapés, ont souligné les services de la wilaya.

Les efforts s'orientent actuellement pour favoriser davantage l'implication du mouvement associatif, avec ses compétences et ses potentialités, dans l'action sociale, a-t-on indiqué de même source.

TÉBESSA

10 citernes mobiles pour renforcer l'AEP

Une dizaine de citernes mobiles sera acquise courant du premier trimestre 2023 pour renforcer l'approvisionnement en eau potable dans la wilaya de Tébéssa, a indiqué mardi le président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) Hamza Touat.

Le même responsable a souligné qu'une enveloppe financière de 98 millions DA, dégagée du budget primitif de l'année 2023, permettra d'acquérir ces citernes destinées à approvisionner les régions connaissant une perturbation

dans la distribution de l'eau. Les communes bénéficiaires sont Bir El Ater, Oum Ali, Ain Zerga, Chréaa, Bir Mokadem, Bekkaria, Lemridj, Lemzara, Gueriguer et Laouinet où les citernes d'eau potable mobiles sillonneront les quartiers pour approvisionner les citoyens dont les robinets sont à sec, en particulier pendant l'été. M. Touat a relevé que par le passé, des citernes mobiles de 6.000 litres approvisionnaient plusieurs communes dont Boulhaf Dir, une expérience qui a aidé à

alléger les ruptures dans la distribution d'eau potable pendant l'été.

L'édile a considéré que le recours aux citernes mobiles est une mesure d'urgence en prévision du mois de ramadhan et devant la sécheresse qu'enregistre la région. Par ailleurs, Hamza Touat a indiqué qu'une enveloppe financière de 260 millions DA a été réservée par la wilaya pour les actions de solidarité pendant le mois de ramadhan et une autre sera réservée pour subventionner 14 associations culturelles.

BATNA

Vers l'ouverture de 515 km de pistes et la réalisation de 91 puits artésiens à l'horizon 2030

La conservation des forêts et la direction des services agricoles de la wilaya de Batna projettent l'ouverture de 515 km de pistes forestières et le fonçage de 91 puits artésiens à l'horizon 2030 dans le cadre du projet de réhabilitation du barrage-vert à lancer en 2023, ont affirmé mardi les responsables de ces deux institutions, Souhail Zaaboubi et Mohamed Ali Moudaa.

Selon ces cadres, le désen-

clavement et la mobilisation de ressources hydriques représentent les plus importants facteurs de succès de cette opération de réhabilitation du barrage-vert qui concerne dans cette wilaya 35 communes dont sept (Tighanimine, Boumagueur, N'gaous, Soufiane, Ouled Sidi Slimane, Talkhement et T'kout) se trouvent entièrement à l'intérieur du périmètre du barrage-vert. Le conserva-

teur des forêts a indiqué qu'en vue de renforcer ce qui a été concrétisé sur cette aire "nous avons proposé à la tutelle la réalisation de 19 bassins d'eau et la plantation d'arbres fruitiers ainsi que le choix d'espèces résistantes à la sécheresse et adaptées au climat de la région dont la figure de barbarie".

Les services des forêts ont proposé, selon leur responsable, la réalisation de 48 rete-

nues d'eau et l'inscription d'opérations de reboisement d'une vaste aire estimée à 7.755 hectares d'ici 2030.

Des actions de reboisement sur 700 hectares de l'aire couverte par le barrage-vert se déroulent actuellement avec l'intégration d'espèces rustiques dont l'oléastre, le caroubier et le frêne, selon les services de ce secteur.

LIBYE

1.088 migrants secourus au large des côtes libyennes la semaine dernière

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a déclaré mardi que 1.088 migrants ont été secourus et renvoyés en Libye au cours de la semaine écoulée.

"Dans la période du 25 au 31 décembre 2022, 1.088 migrants ont été interceptés et renvoyés en Libye", a indiqué l'OIM dans un communiqué. En 2022, un total de 24.684 migrants ont été secourus et renvoyés en Libye, dont 1.241 femmes et 776 enfants, a révélé l'OIM, ajoutant que 525 migrants sont morts et 848 autres ont été portés disparus au large des côtes libyennes sur la route de la Méditerranée centrale. En



raison de l'insécurité et du chaos qui règnent dans le pays depuis 2011, de nombreux migrants ont choisi de traverser la mer Méditerranée pour rejoindre les côtes européennes depuis la Libye.

HAÏTI - ETATS UNIS

Un voilier transportant plus d'une centaine de migrants haïtiens arrive en Floride

Plus d'une centaine de migrants haïtiens qui voyageaient à bord d'un voilier sont arrivés mardi en Floride, confrontés ces derniers mois à une forte vague migratoire, ont rapporté les médias locaux et les autorités.

Le bateau était parti ven-

dredi du nord-ouest d'Haïti, selon un des passagers interrogés par le journal Miami Herald.

La police américaine aux frontières a de son côté confirmé sur Twitter l'arrivée "d'un large groupe de migrants" dans l'île de Key

Largo, à environ 100 kilomètres au sud de Miami, sans préciser leur nationalité.

Le Miami Herald a indiqué que le voilier transportait plus d'une centaine de personnes tandis que la chaîne NBC Miami évoquait quelque 200 passagers. L'archipel des Keys,

à l'extrême-sud de la Floride, est confronté ces derniers jours à l'arrivée de centaines de migrants. Haïti, pays le plus pauvre du continent américain, traverse une crise aiguë aggravée par l'insécurité croissante et une situation politique chaotique.

NIGERIA

Les troupes nigérianes éliminent quatre "bandits" dans le nord du pays

Les troupes nigérianes ont neutralisé quatre "bandits" et récupéré des armes et des munitions lors de deux opérations dans l'Etat de Kaduna, dans le nord du pays, a déclaré mardi l'armée.

Les troupes basées à Kaduna ont répondu lundi à des appels de détresse concernant une attaque de bandits contre un village dans la zone de gouvernement local de Giwa, a précisé dans un communiqué Musa Danmadami, un

porte-parole de l'armée. Les troupes ont été confrontées aux bandits dans une fusillade et en ont tué deux, récupérant un fusil AK-47, a poursuivi M. Danmadami, ajoutant que les troupes ont également mené une opération d'embuscade mardi près d'un autre village dans le même gouvernement local, tuant deux bandits et récupérant deux fusils AK-47.

Le porte-parole a indiqué que les

troupes poursuivaient la lutte contre les crimes violents dans l'Etat et a exhorté la population locale à "fournir des informations crédibles et opportunes sur les activités criminelles". Le banditisme, les enlèvements et d'autres activités criminelles ont récemment affligé certaines parties du pays africain le plus peuplé.

L'armée a dit contrôler la situation grâce aux multiples opérations en cours contre les groupes armés.

PORTUGAL

Une centaine de trains supprimés en raison d'une grève

Plus d'une centaine de trains ont été supprimés mercredi matin en raison d'une nouvelle grève des conducteurs des chemins de fer qui réclament une "revalorisation des salaires" pour faire face à la perte de pouvoir d'achat, selon les syndicats. Un service minimum a toutefois permis de limiter l'impact de ce mouvement. Sur les 245 trains programmés jusqu'à 08h30 heures (heure locale), 125 ont été supprimés, d'après un bilan des chemins de fer portugais (CP). Les grévistes réclament des "revalorisations salariales leur permettant de faire face à la perte de pouvoir d'achat en 2022 en raison de l'inflation", a expliqué Helder Silva l'un des responsables du Syndicat des conducteurs de chemins de fer (SMAQ) à la télévision Sic Noticias. Les cheminots ont décidé de reconduire le mouvement de grève entamé fin décembre "face à l'absence de réponses de la direction", a-t-il précisé. Le mouvement de grève doit se poursuivre jusqu'à dimanche, avec notamment une grève de zèle et "le refus de faire des heures supplémentaires".

ESPAGNE

Démantèlement d'un vaste trafic de déchets vers l'Afrique de l'Ouest

Les autorités espagnoles ont annoncé mardi le démantèlement d'une organisation qui a envoyé depuis les îles Canaries plus de 5.000 tonnes de déchets électroniques dangereux à plusieurs pays africains, dont le Sénégal, la Nigeria, la Mauritanie et la Ghana.

Les douanes et la Garde civile espagnoles ont "démantelé" une "organisation criminelle qui, durant les deux dernières années, avait réussi à envoyer depuis l'île (espagnole) de la Grande Canarie vers l'Afrique plus de 5.000 tonnes de déchets dangereux d'appareils électroniques, obtenant un bénéfice économique de plus d'un million et demi d'euros", a indiqué le ministère des Finances dans un communiqué.

Ces déchets contiennent des substances et des gaz qui abîment la couche d'ozone et contribuent au réchauffement climatique, ajoute le communiqué. Ils étaient envoyés par bateaux, "principalement" en Mauritanie, au Nigeria, au Ghana et au Sénégal. Les autorités ont arrêté 43 personnes "pour des délits présumés contre l'environnement, faux et usage de faux, et appartenance à une organisation criminelle". Cette dernière "retirait les déchets de la filière légale" à l'aide d'une "supposée entreprise de gestion qui falsifiait des documents sur la provenance et la gestion", ont détaillé les autorités.

ETATS UNIS

Explosion du nombre d'enfants ingérant par erreur un produit au cannabis

Le nombre de jeunes enfants ayant accidentellement ingéré des produits comestibles au cannabis a considérablement augmenté ces dernières années aux Etats-Unis, où le cannabis à usage récréatif est devenu légal dans un nombre croissant d'Etats américains.

En 2017, un peu plus de 200 enfants âgés de seulement 5 ans ou moins avaient été signalés après avoir mangé un produit au cannabis, contre plus de 3.050 cas pour l'année 2021, selon une étude publiée mardi dans la revue scientifique Pediatrics.

Son titre est "Augmentation de plus de 1.300% d'ingestion accidentelle de produits au cannabis chez les enfants".

Aussi appelés "edibles", ces produits se présentent souvent sous la forme de bonbons,

produits chocolatés ou biscuits attrayants pour les enfants.

Ces travaux, qui se fondent sur une base de données nationale, plaident pour davantage de prévention sur le sujet auprès des parents, ainsi que pour des règles d'emballage plus strictes pour ces produits.

Si aucun décès n'a été recensé sur la période de cinq ans étudiée (environ 7.000 cas en tout), ces accidents peuvent se révéler dangereux chez les tout-petits, à cause notamment d'un dosage très élevé pour leur faible poids. L'âge médian des enfants concernés était de 3 ans. Environ un quart des enfants ont dû être admis à l'hôpital, dont 8% en soins intensifs.

Parmi les symptômes provoqués figu-

raient notamment une dépression du système nerveux central (dont coma), de la tachycardie (battements du coeur anormalement rapides), ou encore des vomissements.

Les enfants étaient notamment soignés par l'administration de fluides par voie intraveineuse. La hausse du nombre de ces intoxications est "considérée comme associée à l'augmentation du nombre d'Etats permettant aux adultes un usage récréatif du cannabis", indique l'étude.

En 2017, seuls huit Etats américains et la capitale Washington l'autorisaient, contre 18 Etats fin mai 2022.

La pandémie de Covid-19 a aussi pu jouer un rôle, les enfants étant davantage restés à la maison et ayant donc eu davantage d'occa-

sions d'être exposés à ces produits. Plus de 90% des ingestions ont eu lieu au domicile de l'enfant, souligne l'étude.

"Idéalement, ces produits devraient être conservés dans un endroit non connu de l'enfant, et dans un récipient verrouillé", si possible en dehors de la cuisine pour être à distance des autres aliments, conseillent les auteurs de ces travaux.

Ils appellent également à ce que ces produits soient vendus dans des emballages opaques, difficiles à ouvrir pour des enfants, incluant un message d'avertissement ainsi que le numéro du centre antipoison national.

Certains Etats, dont la Californie, ont déjà mis en place de telles mesures, mais aucune loi n'existe au niveau national.

Une tempête potentiellement meurtrière menace la Californie

Une tempête "brutale", capable de générer des pluies torrentielles et des inondations potentiellement meurtrières, va s'abattre sur la Californie en milieu de semaine, ont averti mardi les météorologistes.

Ce puissant système dépressionnaire doit déferler sur la côte pacifique des Etats-Unis mercredi et jeudi, et les autorités appellent les habitants à se préparer.

"Il s'agit vraiment d'un système brutal et il doit être pris au sérieux", avertit le service météorologique américain (NWS).

Selon le NWS, la tempête va engendrer "de grandes inondations, des routes submergées, des glissements de terrain, des chutes d'arbres, de larges coupures de courant, une interruption immédiate du commerce et le pire, une probable perte de vies humaines." Durement éprouvée par la sécheresse depuis des années, la côte Ouest est frappée depuis plusieurs semaines par une série de tempêtes, qui ont provoqué des quasi-reCORDS de précipitations dans certains endroits.

Certaines régions au nord de la Californie souffrent encore des conséquences d'une puissante tempête qui a déferlé le soir du réveillon, et a provoqué des glissements de terrain et des coupures d'électricité. Au moins une personne est morte après avoir été piégée dans sa voiture par les inondations, selon les autorités. Le 31 décembre, San Francisco a enregistré le deuxième jour le plus pluvieux de son histoire depuis le lancement de cette mesure, avec 14 centimètres de précipitations. Mardi, une fine pluie avait déjà atteint la Californie.

Les précipitations doivent s'intensifier nettement mercredi et jeudi, avec près de 13 centimètres de pluie attendus dans la capitale de l'Etat, Sacramento.

Le NWS a mis en garde sur Twitter contre "le risque de larges inondations et de dommages liés au vent" sur la baie de San Francisco et la côte centrale de la région.

L'agence conseille aux habitants des régions menacées de préparer un "sac d'urgence" pour pouvoir évacuer rapidement

en cas de besoin, et alerte sur de potentiels coulées de boues ou glissements de terrains. La pluie attendue provient d'une "rivière atmosphérique", une bande étroite dans l'atmosphère qui transporte d'énormes quantités d'humidité depuis les tropiques. Ces rivières du ciel, qui concentrent des volumes de vapeur d'eau équivalents au liquide transporté par certains grands fleuves terrestres, sont loin d'être exceptionnelles l'hiver en Californie. Mais le phénomène actuel s'accroît en raison d'une "bombe dépressionnaire", un système capable de faire chuter la pression brutalement et très rapidement, générant ainsi des vents très violents. Si ces pluies torrentielles sont bienvenues au vu de la sécheresse qui frappe l'Ouest américain depuis deux décennies, elles ne suffisent pas et peuvent s'avérer problématiques, selon les météorologistes: les sols asséchés ont du mal à absorber un déluge d'eau et cela provoque des inondations éclairs.

EL-BAYADH Réalisation d'une première implantation de fistule artériovoineuse

Une équipe médicale spécialisée de l'établissement public hospitalier "Mohamed Boudiaf" d'El Bayadh a pratiqué la première intervention chirurgicale dans la wilaya pour implanter une fistule artériovoineuse, a-t-on appris, mardi, du directeur de la structure sanitaire.

M. Zerrouki Mohamed a indiqué à l'APS que cette opération a été pratiquée, lundi, par une équipe médicale spécialisée en chirurgie vasculaire, pour un patient de 47 ans atteint d'insuffisance rénale.

L'intervention a été couronnée de succès.

La même source a ajouté que diverses interventions chirurgicales liées à l'implantation de la fistule artériovoineuse seront assurées pour les patients insuffisants rénaux de la wilaya dans le même établissement de santé, ce qui contribuera à éviter le transfert des patients vers les hôpitaux d'Oran, Sidi Bel Abbès et Tlemcen.

Selon le même interlocuteur, le centre d'hémodialyse, d'une capacité de 22 lits, prend actuellement en charge 65 patients insuffisants rénaux.

D'autre part, il est prévu que le même établissement soit renforcé, durant l'année en cours, par l'ouverture d'un centre d'hémodialyse, de chirurgie rénale et urinaire à proximité de la ville nouvelle du chef-lieu de la wilaya.

Il aura une capacité de 60 lits et équipé des divers équipements médicaux nécessaires.

D'autre part, des travaux sont actuellement en cours pour l'aménagement et la rénovation de quatre services de l'hôpital "Mohamed Boudiaf", ceux des urgences médico-chirurgicales, de la maternité et de l'enfance, de la pédiatrie et de la médecine interne.

Les travaux devraient prendre fin avant la fin janvier en cours, selon la même source.

Il est à noter que ce même hôpital a été récemment renforcé avec la mise en service d'un nouveau service de radiologie, doté de divers équipements nécessaires, comme l'appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM).

JUMELAGE ENTRE LES HÔPITAUX À TIARET Des interventions chirurgicales au profit d'une centaine d'enfants

Une équipe médicale spécialisée en pédiatrie du Centre hospitalo-universitaire Dr Benzerdjeb d'Oran supervise depuis mardi des opérations chirurgicales complexes au profit d'une centaine d'enfants dans le cadre d'un jumelage entre les hôpitaux, a-t-on appris auprès de la Direction de la santé et de la population de la wilaya de Tiaret.

L'inspecteur principal, Dr Bahri Benahmed, a indiqué que ces opérations, programmées jusqu'à samedi prochain, concernent l'orthopédie, les hernies et les déformations diverses.

Elles seront assurées par une équipe formée de 11 médecins spécialisés.

Ces interventions chirurgicales sont programmées au niveau des établissements publics hospitaliers Tidjani Haddam de Rahouia et Ibn Sina de Frenda. Elles concerneront des enfants des régions enclavées voisines de ces deux villes.

Le nombre total des enfants devant bénéficier des services de cette équipe médicale est de 450, dont 100 concernés par une intervention chirurgicale.

Les autres feront l'objet d'exams approfondis et de soins appropriés.

Selon M. Benahmed, les opérations de jumelage reliant les deux hôpitaux de la wilaya avec sept établissements et Centre hospitalo-universitaires au travers le pays ont permis, l'année dernière, à plus de 1.000 malades de bénéficier des services médicaux, aussi bien des interventions chirurgicales réfractaires que des exams approfondis.

Ces prestations concernent plusieurs spécialités, à l'instar de la chirurgie générale et thoracique, la pédiatrie, la neurochirurgie, l'obstétrique et la gynécologie, la rééducation fonctionnelle des organes, les maladies du sang et les analyses de laboratoire.

Ces équipes médicales ont appuyé l'activité du personnel médical et paramédical local par des formations pratiques grâce à un contact direct avec des professeurs hospitalo-universitaires et des spécialistes, a-t-on assuré de même source.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19 6 nouveaux cas et aucun décès

Six (6) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et une guérison ont été enregistrés, alors qu'aucun décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'établit ainsi à 271236 cas, celui des décès reste inchangé (6881), alors que le nombre de guérisons s'élève à 182654 cas, précise la même source, ajoutant qu'aucun patient n'est en soins intensifs.

Le ministère de la Santé a rappelé, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

PATHOLOGIES CARDIOVASCULAIRES

Le ministre de la Santé souligne la nécessité de la prise en charge optimale des patients

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a mis l'accent, mardi à Alger, sur la nécessité de trouver des moyens efficaces en vue d'une prise en charge optimale des patients atteints de pathologies cardiovasculaires à travers l'adoption d'une approche anticipative basée, en premier lieu, sur le facteur de la prévention.

S'exprimant lors d'une réunion, au siège du ministère, avec les chefs des départements des maladies cardiovasculaires aux différents établissements hospitaliers, le ministre a précisé que "la prise en charge optimale des patients atteints de pathologies cardiovasculaires se fait en deux étapes principales à savoir: la prévention puis le traitement", relevant l'importance de s'appuyer sur "une approche anticipative pour prévenir la maladie avant d'arriver à un stade avancé".

A ce propos, il a mis en avant les compétences que recèle le secteur de la santé, appelant à proposer des "solutions réalistes" pour prévenir cette maladie qui a atteint, selon le ministre, "34% des cas des maladies d'urgence en Algérie". M. Saihi a exhorté les spécialistes en maladies cardiovasculaires à



présenter leurs propositions concernant "les actions à entreprendre pour améliorer les conditions de prise en charge" ainsi qu'à trouver "les moyens préventifs adoptés à l'échelle mondiale dans cette spécialité", soulignant l'impératif "de mettre en place un réseau de suivi du patient après sa guérison en vue de combler le vide en ce volet".

Il a affirmé également l'impératif "de la passer de la gestion classique à la celle

qui s'adapte aux développements technologiques à travers la modernisation du secteur et l'adoption du plan du ministère visant à prendre en charge le patient avant la détérioration de son état de santé". Le ministre a salué, par la même, les efforts de l'Etat à travers la garantie des équipements médicaux en vue de parvenir "à un système médical efficace et capable de répondre aux besoins des citoyens".

INSULINE ET ANTICANCÉREUX

M. Aoun appelle les opérateurs à plus d'efforts dans la production locale

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique Ali Aoun, a effectué, mardi à Alger, une visite de travail et d'inspection au niveau de plusieurs unités de production implantées à Sidi Abdallah (Ouest d'Alger), durant laquelle il a appelé les opérateurs à faire plus d'efforts dans le domaine de la production locale de médicaments vitaux, notamment l'insuline et les anticancéreux.

Le ministre, accompagné du wali d'Alger Mohamed Abdennour Rabehi, a entamé sa visite au niveau du complexe de production de Sanofi où il a appelé les responsables de ce site à "accélérer le lancement de la production de l'insuline" quitte à ce que ce soit de manière "manuelle" en attendant l'automatisation du processus.

M. Aoun a même déclaré qu'il allait "peut-être" revoir le programme d'importation d'insuline de Sanofi, "si ce laboratoire ne s'engage pas à moyen terme à produire l'insuline en Algérie", avertissant que "la position confortable d'importation de l'insuline" dans laquelle s'installe Sanofi "ne va pas durer longtemps".

Le ministre a appelé, également, les responsables de Sanofi, à "élargir" leur gamme de médicaments produits en Algérie pour y inclure certaines références qu'elle produit dans d'autres unités, à l'étranger, alors qu'elle les importe actuellement pour l'Algérie.

Le deuxième point de la visite de M. Aoun était l'usine du laboratoire Medi Phamra International, une filiale d'un groupe pharmaceutique jordanien Dar Al Dawa, où il a annoncé qu'"une réunion sera organisée au cours du deuxième trimestre de 2023 entre le ministère de l'Industrie pharmaceutique et tous les laboratoires arabes exerçant en Algérie afin d'élaborer une feuille de route pour développer la coopération entre l'Algérie et ces opérateurs". Réagissant à une question sur la non disponibilité des anticancéreux sur le marché, lors d'un point de presse tenu en marge de cette étape de la visite, le ministre a déclaré que "seuls cinq anticancéreux connaissent des tensions sur le marché, aujourd'hui", tout en affirmant que "des lots de ces produits sont au niveau de l'aéroport".

L'ANPP signera une convention avec la Faculté de pharmacie

Le ministre a inspecté, par la suite, l'usine du laboratoire algéro-turc, Abdi Ibrahim Remede Pharma, avant de rejoindre le quatrième point de sa tournée, à savoir l'usine du laboratoire El Kendi pharmaceutical, filiale de MS Pharma. Lors d'un point de presse animé sur place, il a exhorté les responsables de ce laboratoire d'"accélérer la cadence pour le lancement,

au plus tôt, du projet de production de médicaments d'oncologie".

Ce projet dont l'entrée en production est prévue en 2024, selon le directeur du complexe d'El Kendi, Ibrahim Benyoucef, qui a expliqué que la concrétisation de ce projet "est liée aux délais de réception des équipements", ajoutant que l'opérateur fait des efforts avec ses fournisseurs pour les écourter. A cette occasion, M. Aoun a annoncé la signature prochaine d'une convention entre l'Agence nationale de produits pharmaceutiques (ANPP) et la Faculté de pharmacie, afin d'élaborer une solution à même de réduire la durée d'étude des dossiers d'enregistrement des médicaments.

L'objectif étant, selon lui, "d'éradiquer d'ici la fin du 1er semestre 2023 le problème des quelques 300 à 400 dossiers d'enregistrement en suspens au niveau de l'ANPP, tout en augmentant les capacités de traitement des dossiers par cette agence".

Le nouveau centre R&D de Sidal réceptionné en septembre

Le cinquième point de la visite a été l'usine du laboratoire jordanien, Hikma, où le ministre a appelé les responsables de ce laboratoire à lever "dans les délais" les réserves émises par la direction de production du minis-

ter e concernant l'unité de production de Staouéli.

Cela en plus de leur reprocher "leur non-respect de leurs engagements en matière de livraison des produits d'oncologie". Une situation qui doit, selon M. Aoun, "être réglée au plus tôt vu sa gravité".

M. Aoun a procédé à l'occasion de cette visite au lancement du projet de Hikma pour la réalisation d'une nouvelle usine de production de médicaments de formulation générale à côté de son unité principale et qui devrait être réceptionnée dans deux ans.

Le ministre a insisté, à ce titre, sur le respect par les laboratoires des délais de réalisation de leurs projets, rappelant qu'ils seront "évalués" sur ce point.

Le dernier point de la visite de ministre a été le nouveau centre de Recherche et Développement de Sidal, dont les travaux de réalisation "ont atteint les 65%", selon les explications du responsable du projet qui a avancé que "ce centre sera réceptionné en septembre 2023".

M. Aoun a donné des instructions pour que "la formation, le recrutement et l'acquisition des équipements soient lancés dès maintenant", tout en appelant les cadres de Sidal à se rapprocher de l'ANPP pour la formation de leur équipes.

PANDEMIE DE COVID-19

Chine : "les mesures de réponse doivent être fondées sur la science"

Les mesures de réponse à la Covid-19 doivent être fondées sur la science, et proportionnées sans affecter les échanges et la coopération entre les peuples, a déclaré, mardi, une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

Ces mesures "ne doivent pas être utilisées à des fins de manipulation politique, il ne doit pas y avoir de pratiques discriminatoires à l'encontre de certains pays, et les mesures ne doivent pas affecter les échanges et la coopération entre les peuples", a souligné Mme Mao Ning lors d'un point de presse quotidien, rapporte l'agence Chine-Nouvelle.

Elle a rappelé, dans le même contexte, que "depuis l'émergence de l'épidémie, la Chine avait pris une part active dans la coopération internationale contre la Covid-19, et avait travaillé avec la communauté internationale pour relever les défis de la pandémie". Mme Ning a indiqué que "sur la base des derniers changements dans la situation de la pandémie

et des circonstances auxquelles nous devons faire face, les autorités compétentes en Chine avaient partagé des informations de manière opportune, ouverte et transparente, conformément à la loi".

"Nous avons partagé les données du génome viral des derniers cas de Covid-19 en Chine via l'Initiative mondiale de partage des données sur la

grippe (GISAID)", a-t-elle précisé. Elle a ajouté qu'il y a quelques jours, les autorités compétentes de la Chine avaient tenu une vidéoconférence avec l'OMS.

Les deux parties ont échangé leurs points de vue sur la situation actuelle de la Covid-19, le traitement médical, la vaccination et d'autres questions techniques.

Tests Covid sur les voyageurs de Chine : l'ata dénonce des mesures "inefficaces"

L'imposition de tests Covid aux voyageurs en provenance de Chine par un nombre croissant de pays constitue une réponse "impulsive" et "inefficace", a regretté mercredi l'ata, principal représentant des compagnies aériennes mondiales. "Plusieurs pays introduisent le test Covid-19 et d'autres mesures pour les voyageurs en provenance de Chine, alors que le virus circule déjà largement à l'intérieur de leurs frontières.

Il est extrêmement décevant de voir ce rétablissement impulsif de mesures qui se sont avérées inefficaces au cours des trois dernières années", a estimé Willie Walsh,

directeur général de l'ata (Association internationale du transport aérien), cité dans un communiqué.

Pékin a considéré "inacceptable" mardi l'imposition de ces mesures par une douzaine de pays, parmi lesquels les Etats-Unis, l'Australie, l'Italie ou la France, les jugeant "dénudées de base scientifique".

Un avis partagé par l'organisation qui revendique comptabiliser 300 compagnies totalisant 83% du trafic aérien mondial: les études ont selon elle montré que "la mise en place d'obstacles aux voyages ne chan geait rien au pic de propagation des infections. Tout au plus, les restric-

tions ont retardé ce pic de quelques jours".

Trois ans après le début de la pandémie, le secteur aérien dispose selon l'organisation des "outils nécessaires" pour faire face au virus "sans recourir à des mesures inefficaces qui coupent les déplacements internationaux, nuisent aux économies et détruisent des emplois".

Le trafic aérien mondial devait atteindre en 2022 70,6% de son niveau de 2019, mais il stagnait à 44,3% dans la région Asie-Pacifique, principalement en raison de la politique zéro Covid chinoise - finalement levée le 7 décembre-, estimait l'ata début décembre.

Pékin condamne l'imposition de tests aux voyageurs en provenance de Chine

Pékin a condamné mardi l'imposition de tests Covid par une douzaine de pays aux voyageurs en provenance de Chine, prévenant qu'il pourrait prendre des "contre-mesures" selon le principe de réciprocité.

"Certains pays ont mis en place des restrictions à l'entrée visant uniquement les voyageurs chinois.

Cela est dénué de base scientifique et certaines pratiques sont inacceptables", a déclaré une porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Mao Ning, citée par des médias.

Mme Mao Ning a ajouté que la Chine pourrait "prendre des contre-mesures, selon le principe de réciprocité".

Plusieurs pays ont décidé d'imposer de nouvelles réglementations anti-Covid aux voyageurs en provenance de Chine (y compris

Hong-Kong et Macao pour certains d'entre eux), frappée par une envolée des cas depuis la décision de Pékin d'assouplir sa stricte politique sanitaire.

Les pays qui exigent un test de dépistage négatif ou mettent en place d'autres règles à l'arrivée de Chine sont les Etats-Unis, la France, l'Italie, ainsi que l'Espagne, alors que d'autres états de l'Union européenne doivent discuter mercredi d'une réponse commune à adopter, avait annoncé la Suède, qui assure la présidence semestrielle de l'UE.

L'Australie, le Canada, le Japon, l'Inde et la Corée du Sud exigent également un test PCR négatif de moins de 48 heures avant le vol, y compris pour Canberra les voyageurs en provenance de Macao et Hong Kong.

Grèce : les soignants non-vaccinés reprennent le travail après 16 mois de suspension

Le personnel soignant non-vacciné contre le Covid-19 a repris le travail lundi en Grèce, seize mois après sa suspension, a annoncé la Fédération hellénique des employés des hôpitaux publics (POEDIN) dans un communiqué.

Ce retour de quelque 2.000 soignants dans les hôpitaux publics et les services ambulanciers fait suite à une décision du conseil d'Etat, la plus haute juridiction administrative, qui a contraint le gouvernement à lever la mesure d'interdiction.

La réintégration de ces soignants constitue "une grande respiration pour le système, mais le problème du manque de personnel demeure", a souligné la POEDIN. Quelque 5.000 autres, également non vaccinés, avaient déjà pu reprendre ou poursuivre leur activité professionnelle en raison d'un certificat médical attestant par exemple qu'ils avaient déjà contracté le virus. En Grèce, la vaccination était devenue obligatoire pour le personnel des maisons de retraite en août 2021 et pour les soi-

gnants deux semaines plus tard, donnant lieu à des manifestations d'opposition. Le mouvement antivaccination a connu un essor certain dans un pays qui a subi des confinements stricts en 2020 et 2021, au point que le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis avait assuré fin 2021 que la Grèce faisait face à "une pandémie de non-vaccinés". La plupart des restrictions liées au Covid-19 ont été levées en Grèce, sauf dans les établissements de santé et les transports en commun.

MÉDICAMENTS

La France interdit la vente de paracétamol en ligne

Le gouvernement français a interdit mercredi jusqu'à fin janvier la vente en ligne de produits à base de paracétamol, dans un contexte persistant de difficultés d'approvisionnement pour ce médicament anti-douleur d'usage courant.

"La vente par internet des spécialités composées exclusivement de paracétamol est suspendue jusqu'au 31 janvier 2023", a décrété le gouvernement dans un arrêté paru au Journal officiel.

Cette décision prend acte du fait que "les tensions en médicaments à base de paracétamol se poursuivent depuis

plus de six mois", en particulier pour les formes destinées aux enfants. "Les différentes mesures prises par les autorités sanitaires, pour efficaces qu'elles aient été, n'ont pas permis, jusqu'à présent d'y mettre fin", reconnaît l'arrêté.

Depuis plusieurs mois, l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) demande aux pharmaciens français de rationner auprès de chaque patient la vente de paracétamol. En décembre, le ministre français de la Santé avait déjà prévenu que, malgré ces mesures, la situation restait "complexe" et ne se résoudrait pas avant plusieurs

semaines. Le gouvernement français souligne dans son arrêté l'aggravation de la situation sanitaire en Chine où les cas de Covid explosent après une levée soudaine de drastiques restrictions sanitaires.

Le gouvernement chinois a interdit l'exportation de paracétamol, alors que le pays produit une grande partie du principe actif utilisé par les laboratoires à travers le monde.

Ces difficultés d'approvisionnements s'inscrivent par ailleurs dans un contexte plus large de pénuries de multiples médicaments, en France ou d'autres pays, à commencer

par des antibiotiques comme l'amoxicilline.

PÉNURIE DE MÉDICAMENTS La Grèce appelle à une solution européenne commune

La Grèce a appelé l'Union européenne (UE) à trouver "une solution commune" à la pénurie de médicaments qui frappe plusieurs Etats membres, a déclaré mercredi le ministre grec de la Santé du pays. Le ministre de la Santé grec, Thanos Plevris, a fait savoir qu'il s'était adressé, par l'intermédiaire d'une lettre, à la commissaire européenne à la santé et à la sécurité alimentaire, Stella Kyriakidou, sur les solutions possibles à la pénurie. Il a, en ce sens, noté que "la Grèce avait introduit mardi une série de mesures pour s'attaquer au pro-

blème", soulignant l'importance de "trouver une solution commune". Plevris a suggéré, à titre d'exemple, "l'importation et la distribution centralisées des matières premières utilisées dans l'industrie pharmaceutique qui pourraient servir, selon lui, de solution immédiate". Il a ajouté que l'UE devrait prendre des mesures pour soutenir l'industrie pharmaceutique européenne étant donné que la crise a montré que le bloc ne pouvait pas dépendre uniquement des importations de matières premières.

APS

FRANCE

Variole du singe: les autorités sanitaires recommandent de stocker des vaccins

La France devrait stocker des vaccins anti-variole afin d'être prête à de futures flambées de variole du singe, a estimé, mardi, la Haute autorité française de santé (HAS).

"La HAS recommande de constituer des stocks stratégiques de vaccins antivarioliques de troisième génération", résume l'autorité chargée d'orienter les politiques publiques de santé.

Officiellement dénommée "mpox", la variole du singe était essentiellement présente en Afrique depuis plusieurs décennies.

Mais elle a été à l'origine d'une épidémie dans de multiples pays européens et américains en 2022. Cette flambée, qui a surtout frappé des hommes ayant des rapports homosexuels, s'est depuis largement résorbée. La HAS recommande donc d'utiliser, comme cela a été pratiqué l'an dernier, des vaccins anti-variole de dernière génération, au vu de données largement encourageantes sur leur efficacité contre le mpox. En revanche, elle estime que cette maladie ne représente pas une menace suffisante pour utiliser des vaccins anti-variole plus anciens. Ces derniers, dits de première et deuxième génération, représentent en effet un risque important d'effets secondaires, parfois mortels.

L'épidémie mondiale de variole du singe avait pris le monde par surprise, avec plus de 82.000 cas signalés dans 110 pays en 2022.

ROYAUME-UNI

Des morts aux urgences faute de soins adéquats (organisations)

Plusieurs organisations de médecins ont alerté lundi sur la crise frappant les services d'urgence au Royaume-Uni, où selon eux de nombreux patients meurent faute de soins adéquats ou dans les temps.

Le service public et gratuit de santé britannique, le NHS, souffre de plus de dix ans de sévère austérité puis de la pandémie, qui l'a laissé complètement exsangue.

Cette crise, qui fait régulièrement la Une des médias britanniques, a été relancée dimanche lorsque l'organisation représentant les urgentistes, le Royal College of Emergency Medicine, a estimé qu'entre 300 et 500 patients mourraient chaque semaine en raison des carences dans les soins d'urgence, notamment les attentes interminables. Des responsables hospitaliers ont relativisé la crédibilité de ces chiffres, mais le vice-président du Royal College of Emergency Medicine a défendu cette estimation lundi sur la BBC et rejeté l'hypothèse de difficultés temporaires: "Si vous êtes sur le terrain, vous savez que c'est un problème à long terme, ce n'est pas juste du court-terme", a insisté Ian Higginson.

La semaine dernière, un patient sur cinq pris en charge par une ambulance en Angleterre a mis plus d'une heure à être amené aux urgences.

Et des dizaines de milliers de patients ont dû attendre plus de douze heures avant d'être pris en charge aux urgences.

Le gouvernement met en cause la situation actuelle sur les conséquences du Covid-19 et les épidémies hivernales comme la grippe, et assure vouloir en faire plus pour l'hôpital mais il a lancé récemment une politique d'économies budgétaires très stricte. Il refuse ainsi les demandes d'augmentations demandées, alors que l'inflation dépasse 10% depuis des mois, par les infirmières, qui ont suivi en décembre leur premier mouvement de grève.

La British Medical Association, fédération de soignants, s'est jointe lundi aux déclarations alarmistes.

CALCULS RÉNAUX

BOIRE UN SODA PAR JOUR AUGMENTE LE RISQUE

Selon une étude américaine, boire des sodas et des jus de fruits sucrés chaque jour augmente le risque de souffrir de calculs rénaux de 23%.

On sait que pour bien faire fonctionner les reins, il faut boire régulièrement tout au long de la journée. Mais, une fois encore, il semble que le choix de la boisson est important car certaines sont plus préjudiciables que bénéfiques pour les reins.

Une nouvelle étude dirigée par les médecins de l'hôpital de Boston et publiée dans le *Clinical Journal of the American Society of Nephrology* en effet de montrer que les personnes qui boivent tout au long de la journée du café, du thé ou du jus d'orange ont moins de risques de souffrir de calculs rénaux que



celles qui boivent des boissons sucrées comme les sodas ou les jus de fruits à haute teneur en sucre.

Cette étude a été menée auprès de 194 000 personnes qui ont été suivies pendant 8 ans par le Dr Gary Curhan, de cet hôpital de Boston. « Nous nous sommes aperçus que les personnes qui buvaient au moins un soda ou un jus de fruit sucré chaque jour, avaient 23% de risques en plus d'avoir des calculs rénaux que celles qui en buvaient moins d'un fois par semaine » explique le médecin.

On savait déjà que notre pancréas n'aime pas les sodas. Cette fois, on

sait que les reins non plus n'apprécient pas le fort taux de sucre de ces boissons. « Nous n'avons pas encore fait le lien direct entre les boissons sucrées et les calculs rénaux. Mais nous savons que les sodas augmentent le risque de diabète et d'obésité, qui sont eux-mêmes des sur-risques de calculs rénaux » ajoute le Dr Michael Palese, professeur d'urologie à l'hôpital du Mont Sinai, à New-York. « En règle générale, l'eau reste la meilleure boisson pour s'hydrater et pour éviter la formation de calculs dans les reins » conclut-il.

5 ERREURS ALIMENTAIRES À ÉVITER

Les calculs rénaux sont des "cailloux" de taille variable qui se forment dans les reins. Quand ils migrent vers les voies urinaires, cela provoque une crise de colique néphrétique, extrêmement douloureuse. Découvrez les erreurs alimentaires à ne pas faire pour éviter les récurrences.

Les calculs rénaux sont des cailloux de taille variable qui se forment dans les reins à partir de certains composants de l'urine. Ils sont généralement éliminés par les urines, mais parfois ils migrent vers les voies urinaires, ce qui entraîne des douleurs soudaines extrêmement vives appelées "coliques néphrétiques". Ce n'est pas le caillou lui-même qui fait mal, mais la dilatation des voies urinaires.

1/5 - Un régime trop pauvre en calcium. Les calculs rénaux étant composés en grande majorité de calcium, on s'imagine qu'il suffit de moins

consommer d'aliments riches en calcium pour faire baisser le risque. Or, selon une étude de l'Université de Harvard, les personnes qui ont un régime riche en calcium (produits laitiers par exemple) souffrent moins de calculs rénaux que les personnes qui réduisent leurs apports de ce nutriment. Tout simplement parce que les oxalates (des oxydants présents dans le corps) qui se lient normalement au calcium dans le tube digestif, vont se lier au calcium dans l'urine et déclencher ainsi la formation de calculs.

2/5 - Un régime trop riche en légumes-feuilles. Vous adorez la salade d'épinards, la rhubarbe et les betteraves ? Rien que des aliments très sains a priori si ce n'est que ces légumes-feuilles sont très riches en oxalates dont on vient de vous parler. Et lorsque la concentration en oxalates est trop élevée, ceux-ci se

concentrent dans l'urine et provoquent la formation de calculs.

3/5 - Un régime trop riche en sel. On le sait, la consommation excessive de sel est mauvaise pour la santé cardiovasculaire. L'OMS recommande d'ailleurs de ne pas dépasser 5 g de sel (l'équivalent d'une cuillère à café) par jour. Mais ce que l'on sait moins, c'est que l'apport en sel est également mauvais pour les reins car lorsque l'apport en sodium augmente, cela incite les reins à excréter une grosse quantité de calcium, ce qui augmente le risque de calculs rénaux.

4/5 - Un régime trop riche en zinc. Les calculs se forment à cause de la cristallisation des sels minéraux et des acides, présents en trop grande quantité dans les urines. Or, selon une nouvelle étude de l'Université de Californie, un taux trop élevé de zinc



dans l'organisme pourrait déclencher la cristallisation d'autres éléments chimiques - comme le calcium - et, donc, conduire à la formation de calculs. Alors on y va mollo sur les huîtres avec leurs 20 mg de zinc pour 100 g. On laisse aussi tomber le foie de veau (9 mg / 100 g) et les lentilles (5 mg / 100 g).

5/5 - Trop de thé glacé. L'acide oxalique, responsable de la formation de calculs rénaux, se trouve en forte concentration dans les thés glacés. En période de fortes chaleurs, les médecins conseillent plutôt de boire du jus de citron, qui ralentit la formation de calculs.

C'EST QUOI L'INSUFFISANCE RÉNALE CHRONIQUE ?

L'insuffisance rénale est une altération du fonctionnement des deux reins qui ne filtrent plus correctement le sang. Le point sur ce trouble du fonctionnement des reins. L'insuffisance rénale est dite aiguë si ce dysfonctionnement est transitoire, et chronique lorsque la destruction est irréversible, sans possibilité de guérison. Alors que l'insuffisance rénale aiguë peut être soignée (après quelques jours, les reins retrouvent un fonctionnement normal), la forme chronique de la maladie est irréversible. Elle est provoquée par certaines maladies comme le diabète ou l'hypertension... qui détruisent progressivement les différentes structures rénales. Il existe cinq stades de la maladie jusqu'au stade terminal. A ce stade, la capacité de filtration est inférieure à 15% de la normale pour l'ensemble des reins. Cela nécessite d'envisager une technique de remplacement de la fonction rénale : soit par dialyse soit avec une transplantation rénale (plus communément appelée greffe de rein).

COMMENT ÇA SE PASSE LA DIALYSE ?

Quand les reins ne fonctionnent plus, les déchets s'accumulent dans le sang. La dialyse rénale consiste à faire se sang à l'aide d'un rein artificiel. C'est ce qu'on appelle l'hémodialyse.



Cela permet de remplacer la fonction d'épuration des reins via un circuit extracorporel. Elle a lieu en général par séances de 4 heures trois fois par semaine.

Dans certains cas on fait la dialyse au niveau du péritoine, c'est ce qu'on appelle la dialyse péritonéale.

En France, 10 000 personnes démarrent une dialyse chaque année.

QUAND FAUT-IL FAIRE UNE GREFFE ?

La transplantation consiste à remplacer les reins malades par un rein sain. La greffe de rein est le meilleur traitement de l'insuffisance rénale chronique terminale car elle améliore la survie et permet de mener une vie normale.

Toutefois, le délai entre l'inscription sur la liste des receveurs et l'opération peut varier de 9 mois à plus de 4 ans selon les régions et selon le groupe sanguin. La greffe de rein peut se faire post-mortem ou à partir d'un donneur vivant (le plus souvent un membre de la famille ou un proche). En 2016, les candidats à la greffe de rein enregistrés sur la liste nationale d'attente étaient près de 18 000 (soit 78% des receveurs, tous organes confondus). Plus de 3600 greffes de rein ont été réalisées, dont 376 grâce au don du vivant d'un proche.

Contre les calculs rénaux, misez sur la citronnade !

C'est rafraîchissant, et ça nous fait du bien : pour lutter contre la formation de calculs rénaux, vite, on se prépare une citronnade peu sucrée ! Il fait beau, il fait chaud, et la canicule s'éternise : un temps à boire de la citronnade ! Et ça tombe bien car, si l'on en croit cette nouvelle étude qui nous vient tout droit des États-Unis, la citronnade serait excellente pour dissoudre les calculs rénaux.

Petit rappel : les calculs rénaux sont des cristaux durs, qui se forment dans les reins et qui provoquent généralement de vives douleurs lorsqu'ils ne sont pas évacués par les voies naturelles. De taille variable, ces « pierres aux reins » peuvent mesurer de quelques millimètres à quelques centimètres (l) de diamètre, et concernent surtout les hommes, autour de la quarantaine. En général, les calculs se forment à cause de la cristallisation des sels minéraux et des acides, présents en trop grande quantité dans les urines.

Or, d'après les chercheurs de la Mayo Clinic (États-Unis), l'acide citrique, présent en grande quantité dans la citronnade (faite à base de... citron, logique) aide à "briser" les cristaux, en augmentant l'acidité générale du corps. "Par ailleurs, il est important de bien hydrater lorsqu'on est fréquemment victime de calculs, et la citronnade participe à cette hydratation", ajoutent les scientifi-

ques. Tentée ? Pour réaliser 2 litres de citronnade 100 % bonne pour la santé, faites infuser 2 citrons lavés et coupés en tranches (et bios, de préférence) dans dans 2 L d'eau chaude, ajoutez la pulpe d'1 orange sanguine (ou orange simple, selon vos goûts) et laissez macérer. Filtrez, puis ajoutez 1 c. à s. de sucre blanc ou 3 c. à c. de miel. Réservez 5 h au réfrigérateur. Servez bien frais, avec des glaçons et une rondelle de citron.

100%citronnade.fr

QUE FAIRE EN CAS DE COLIQUE NÉPHRÉTIQUE ?

La présence de calculs dans les reins peut passer totalement inaperçue. Mais quand ils sont trop gros ou migrent dans l'appareil urinaire, ils provoquent des coliques néphrétiques extrêmement douloureuses.

Neuf fois sur 10, les coliques néphrétiques sont liées à la présence d'un calcul coincé dans l'uretère, le canal reliant le rein à la vessie. Cette obstruction crée en amont de l'obstacle une surpression d'urine expliquant les intenses douleurs si typiques de la colique néphrétique. Chez certains la présence de ces petits amas de cristaux ne pose pas de problème alors que chez d'autres, elle se solde par des coliques néphrétiques souvent récidivantes. Mais à quoi sont-elles dues ?

À quoi sont dues les coliques néphrétiques ?

On ignore pourquoi environ 10% des Français, avec une très légère prédominance masculine, "fabrique" des calculs urinaires dans leurs reins. "On sait par contre qu'il existe une prédisposition familiale aux calculs, apparemment transmise par le père, explique le Pr Eric Lechevallier, lithotuteur à l'hôpital de la Conception à Marseille. Il semblerait aussi que les coliques néphrétiques surviennent plus facilement le matin. Et qu'elles touchent davantage les professions exposées à de fortes chaleurs ainsi que les hôtesse, les stewards et les pilotes. Cette prédominance confirmerait un lien entre déshydratation coliques néphrétiques."

Coliques néphrétiques : c'est une urgence

Très intense, la douleur serre la taille d'un côté à la manière d'un étou et irradie vers la vessie. Aucun changement de position ne parvient à la soulager. Elle peut s'accompagner de nausées, de vomissements, de ballonnements, de douleurs articulaires. S'il s'agit d'une première fois, il faut consulter son médecin référent, appeler SOS médecin ou se rendre aux urgences.

Après avoir confirmé le diagnostic et en absence de contre-indication, il prescrit des anti-inflammatoires non-stéroïdiens pour soulager la douleur et conseillent de ne pas trop boire



pour ne pas accentuer la surpression d'urine. Il ne reste ensuite plus qu'à attendre que le calcul s'évacue de lui-même par les voies naturelles. Quand on a déjà souffert de colique néphrétique, on peut recourir à l'automédication.

Fièvre et urine bloquée sont des urgences

Mais attention, qu'il s'agisse d'un premier épisode ou d'une récurrence, il faut impérativement se rendre aux urgences si la douleur s'accompagne de fièvre et/ou si on ne parvient plus à uriner. "Dans le premier cas, la fièvre indique la présence dans les urines du rein d'une infection qui peut passer dans le sang et provoquer une septicémie. Dans le second cas, le rein bloqué est exposé à l'insuffisance rénale aigüe", rappelle le Pr Lechevallier. Une colique néphrétique simplement douloureuse mais qui résiste aux antidouleurs ou touche une population fragile (diabétiques, femmes enceintes, insuffi-

sants respiratoires, hépatique, cardiaques ou rénaux) doit également conduire aux urgences.

C'est quoi la lithotripsie ?

Que le calcul rénal se retrouve bloqué dans l'uretère ou reste agencé dans le rein mais dépasse 1 cm, il faut le déloger. Les médecins disposent alors de trois techniques. En première intention, sur un calcul ne dépassant pas 1,5 cm, ils optent pour la lithotripsie extracorporelle. Réalisable en externe ou en ambulatoire, efficace à 70-80%, cette méthode consiste à fragmenter le calcul par des ondes de choc appliquées à l'extérieur du corps. Le calcul est ensuite expulsé par les voies naturelles.

Moins souvent nécessaires, l'urétéroscopie souple (on passe par les voies naturelles) et la néphrolithotomie percutanée (on passe à travers la peau) permettent de retirer des calculs plus importants.

Pour éviter la formation de cal-

culs, buvez et urinez souvent. La priorité ? Diluer au maximum les urines. Il faut pour cela boire 2 litres par 24h, voire plus s'il fait chaud ou si vous faites du sport.

Continuez à manger du calcium. Tout comme un excès, une absence de calcium favorise la formation de calculs. Les médecins conseillent d'en consommer entre 600 et 800 mg par jour, soit 2 à 3 portions de produits laitiers.

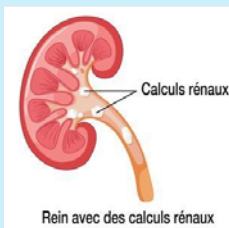
Augmentez les apports en fruits et les légumes. Ils sont riches en eau, mais aussi en citrates, qui ont la particularité d'empêcher la formation de calculs.

Réduisez le sel, les protéines, le sucre. Le sel entraîne le calcium vers les urines : sa consommation doit donc être limitée. Attention également aux excès de protéines animales et de sucre, récemment mises en cause. Il est essentiel d'adopter une alimentation équilibrée : l'existence des liens entre calculs et cholestérol, diabète, hypertension, surpoids...

CALCULS RÉNAUX : SURVEILLEZ VOTRE TAUX DE ZINC !

Selon une récente étude américaine, les calculs rénaux pourraient se former suite à une concentration trop importante de zinc dans l'organisme. Un sel minéral à surveiller de près. Les calculs rénaux, ce sont des cristaux durs qui se forment dans les reins et qui provoquent généralement de vives douleurs lorsqu'ils ne sont pas évacués par les voies naturelles. De taille variable, ces « pierres aux reins » peuvent mesurer de quelques millimètres à quelques centimètres (l) de diamètre, et concernent surtout les hommes, autour de la quarantaine.

Les calculs se forment à cause de la cristallisation des sels minéraux et des acides, présents en trop grande quantité dans les urines. Or, selon une nouvelle étude de l'université de Californie (États-Unis), pour s'en prémunir, il y aurait un



sel minéral à surveiller plus que les autres : le zinc. Selon ces travaux (publiés dans la revue scientifique *PLoS One*) un taux trop élevé de zinc dans l'organisme pourrait déclencher la cristallisation d'autres éléments chimiques - comme le calcium - et, donc, conduire à la formation de calculs. Les chercheurs rappellent d'ailleurs que 80 % des calculs rénaux se constituent à base de calcium. Vous souffrez de troubles rénaux ou urinaires ? Quelqu'un de votre famille a déjà souffert de calculs rénaux ? Peut-être est-il temps d'opérer quelques changements dans votre assiette. Ainsi, on dit (vraiment !) bye-bye aux huîtres, avec leurs 20 mg de zinc pour 100 g. On laisse aussi tomber le foie de veau (5 mg / 100 g) et les lentilles (5 mg / 100 g). Et on y va mollo sur le pain complet et les jaunes d'œufs.

BURKINA FASO 28 corps découverts dans le nord-ouest

Vingt-huit corps ont été découverts la veille du Nouvel An à Nouna, dans le nord-ouest du Burkina Faso, a annoncé lundi soir le gouvernement.

"Le gouvernement a été informé d'un drame survenu à Nouna, chef-lieu de la province de la Kossi, dans la nuit du 30 au 31 décembre", indique un communiqué du porte-parole du gouvernement, Jean Emmanuel Ouédraogo.

Les premières informations "font état de 28 personnes tuées". Le communiqué du gouvernement ajoute qu'une enquête "a été immédiatement ouverte (...) pour élucider les circonstances du drame et situer toutes les responsabilités".

"En attendant l'aboutissement de l'enquête", il "appelle l'ensemble de la population au calme", affirmant "que toutes les dispositions sont prises pour faire toute la lumière sur ces violences inacceptables". "Ce drame se produit à un moment où le Burkina Faso a engagé une opération



de mobilisation de l'ensemble du peuple pour une unité d'actions dans la lutte contre le terrorisme", note le porte-parole. Le Burkina Faso est confronté depuis 2015 aux attaques de groupes terroristes liés à Al-Qaïda et à l'organisation terroriste auto-pro-

clamée "Etat islamique" (EI/Daesh) qui se multiplient.

Elles ont fait des milliers de morts et au moins deux millions de déplacés.

Le gouvernement affirme demeurer "fondamentalement opposé à toutes formes d'exactions ou de violations

de droits humains pour quelques motifs que ce soit".

Un communiqué du procureur près le tribunal de grande instance de Nouna, Armel Sama, précise "que la plupart des victimes, toutes de sexe masculin, ont été tuées par balles".

MALI

2 pompiers et 3 civils tués dans l'attaque d'un poste de secours

Deux pompiers et trois civils ont été tués lundi lors de l'attaque d'un poste de secours à Markacoungo, dans le sud-est du Mali, a annoncé mardi le minist-

ère de la Sécurité et de la Protection civile.

"Dans la nuit du 2 au 3 janvier (...) aux environs de 21h00, le Poste de secours routier de la Protection civile de Markacoungo, sur l'axe Bamako-Ségou, a été attaqué par des individus armés non identifiés", a indiqué le ministère dans un communiqué, précisant que le bilan était de cinq morts, dont deux pompiers, et un blessé.

"Toutes les dispositions sont prises par les forces de défense et de sécurité pour rechercher, identifier et interpellier les auteurs de cet acte ignoble afin qu'ils répondent de leurs actes", ajoute le communiqué, qui "invite la population à plus de collaboration avec ses forces de défense et de sécurité".

SOMALIE

19 morts dans un double attentat terroriste

Dix-neuf personnes ont été tuées et une cinquantaine blessées mercredi dans le centre de la Somalie dans un double attentat à la voiture piégée revendiqué par les terroristes du mouvement "Shebab", selon un nouveau bilan. L'attaque a été menée dans la matinée à Mahas, localité de la province de Hirran où a débuté il y a plusieurs mois une vaste offensive contre les "Shebab" menée par l'armée somalienne et des milices alliées au pouvoir. "Dix-neuf personnes, dont des membres des forces de sécurité et des civils, sont mortes dans les explosions. Les terroristes ont fait exploser deux voitures près d'une base militaire à Mahas, à environ 300 kilomètres de la capitale Mogadiscio, a déclaré à l'AFP Mohamed Moalim Adan, commandant d'une milice locale alliée du pouvoir. Un précédent bilan faisait état de 11 morts. "Environ vingt personnes sont mortes dans la double explosion, pour la plupart des civils, mais de telles attaques ne décourageront jamais nos efforts pour les éliminer", a déclaré, de son côté, un chef de clan local, Abdikarim Hassan. Selon des sources locales, une cinquantaine de personnes ont également été blessées dans les explosions. Les "Shebab", affiliés au réseau terroriste Al-Qaïda, ont revendiqué l'attaque, affirmant avoir visé des "bases militaires".

CAMEROUN

Résurgence des tensions communautaires dans l'Extrême-Nord

Le ministère camerounais de l'Administration territoriale a alerté lundi par la voie des réseaux sociaux la résurgence de tensions entre les communautés Choa (agriculteurs) et Mousgoum (pêcheurs) dans la région de l'Extrême-Nord du pays. La situation montre que les deux parties ont renoué avec les différends autour de l'élevage du bétail et l'occupation des terres agricoles et piscicoles, a expliqué la division de la communication dudit ministère, faisant état de l'urgence de maintenir la paix et la cohésion sociale dans le département du Logone et Chari, où les affrontements entre ces deux communautés avaient fait 28 morts, au moins 74 blessés et 25 villages incendiés en août 2021, selon un bilan

établi par la radio-télévision publique CRTV. De son côté, le préfet Fombele Mathias Tayem s'est rendu sur le terrain le 30 décembre dernier, et a donné des ins-

tructions aux chefs traditionnels pour qu'ils prennent leurs responsabilités en vue de restaurer la paix et de vivre-ensemble dans les localités en conflit.

COUP D'ETAT DÉJOUÉ EN GAMBIE Deux civils et un policier inculpés

Le gouvernement gambien a inculpé mardi deux civils et un policier en relation avec une tentative de coup d'Etat en décembre, a annoncé un porte-parole dans un communiqué.

Les autorités de ce petit pays anglophone d'Afrique de l'Ouest quasiment enclavé dans le Sénégal avaient affirmé le 21 décembre avoir déjoué un coup d'Etat.

Elles ont précisé par la suite que les conspirateurs avaient prévu d'"arrêter des hauts responsables du gouvernement et de les utiliser comme otages pour empêcher toute intervention étrangère".

Deux civils, Mustapha Jabbi et Saikuba Jabbi, et l'inspecteur de police Fakebba Jawara ont été arrêtés le 30 décembre et inculpés de dissimulation de trahison et de conjuration pour commettre un crime, selon le communiqué.

Au moins sept militaires ont déjà été arrêtés dans le cadre de cette affaire. Une commission d'enquête, qui doit rendre son rapport à la fin du mois, a été créée pour faire la lumière sur cette tentative de putsch.

CENTRAFRIQUE

La nomination du président de la Cour constitutionnelle confirmée

La Cour constitutionnelle de Centrafrique a confirmé mardi la nomination d'un nouveau président à sa tête par le chef de l'Etat. Le 20 novembre, le président centrafricain, Faustin Archange Touadéra, avait nommé par décret un nouveau président à la tête de la plus haute juridiction du pays, en remplacement de l'ancienne titulaire du poste, Danièle Darlan, qu'il avait congédiée.

Trois personnes blessées dans un attentat contre l'ONG "Médecins du monde"

Trois personnes ont été blessées ce mardi dans un attentat perpétré par des hommes armés non identifiés non loin de Bangui, capitale de la République centrafricaine (RCA), ont indiqué des médias citant des sources concordantes.

Des hommes armés ont attaqué les passants en les dépossédant de leurs motos et biens, puis ont ouvert le feu sur un convoi des humanitaires de l'ONG "Médecins du monde" près de Damara, une localité située à environ 70 km de Bangui, selon une source militaire qui a requis l'anonymat.

"Le bilan de cette attaque fait état de trois blessés dont deux graves, parmi eux figurent un chauffeur du véhicule et le chef de mission du convoi.

Tous deux évacués sur Bangui à bord de l'ambulance de l'hôpital secondaire de Damara", a confirmé un agent de cet hôpital.

Cité par l'agence Chine nouvelle, un élément de la gendarmerie territoriale de Damara a informé que plusieurs militaires avaient été déployés sur le lieu de l'attaque.

Cet attentat est intervenu dans une période où circule une rumeur d'une infiltration des hommes armés dans les périphéries de Bangui.

Dans son discours du Nouvel An à la nation, le président centrafricain, Faustin Archange Touadéra, a rassuré sa population que la sécurité du pays était garantie par les forces gouvernementales et les forces alliées.

MOZAMBIQUE

Le président mozambicain s'engage à défendre la paix et la sécurité internationales

Le Mozambique a entamé mardi son mandat de deux ans en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, a annoncé le président mozambicain Filipe Nyusi qui s'est engagé à défendre la paix et la sécurité internationales dans son message à la nation.

"Nous réaffirmons notre ligne directrice axée sur la défense et la sauvegarde des intérêts du Mozambique, de l'Afrique, des pays en développement et du monde dans la défense de la paix et de la sécurité internationales, visant à promouvoir l'harmonie et le développement

durable des peuples", souligne M. Nyusi sur les réseaux sociaux. Selon le président, cet événement est sans précédent dans l'histoire du Mozambique, ce qui témoigne de la confiance et du prestige que la République du Mozambique a acquis parmi les nations mondiales.

Le pays assume son mandat dans un contexte de "forts défis internationaux" et le principal défi sécuritaire de son pays est la lutte contre le terrorisme dans la province de Cabo Delgado, a-t-il rappelé. Le Mozambique a été élu en juin 2022 membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour 2023 et 2024.

TANZANIE

Levée de l'interdiction des rassemblements politiques

La présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan a annoncé mardi la levée de l'interdiction des rassemblements politiques qui touchait l'opposition depuis une décision en 2016 de son prédécesseur, John Magufuli. "Je suis ici pour déclarer que l'interdiction des rassemblements politiques est désormais levée", a déclaré la présidente lors d'une réunion avec des chefs de partis politiques dans la capitale économique Dar es Salaam. "Vous êtes tous libres de critiquer le gouvernement", leur a-t-elle assuré. "D'autres réformes juridiques sont à venir pour garantir que les droits de tous les partis sont respectés", a poursuivi la cheffe de l'Etat de ce pays d'Afrique de l'Est. Après son élection en octobre 2015, le président Magufuli avait interdit les rassemblements publics des partis politiques.

ONU Cinq pays deviennent membres non permanents du Conseil de sécurité

Des représentants de l'Equateur, du Japon, de Malte, du Mozambique et de la Suisse ont participé, mardi, à un événement organisé en l'honneur du dépôt des drapeaux de leur pays devant la salle du Conseil de sécurité de l'ONU, marquant le début de l'adhésion non permanente de ces pays à cet organe important de l'ONU.

Ces sièges non permanents seront occupés par l'Equateur, le Japon, Malte, le Mozambique et la Suisse en remplacement de l'Inde, de l'Irlande, du Kenya, du Mexique et de la Norvège, qui ont terminé leur mandat de deux ans au Conseil de sécurité.

L'Assemblée générale a élu les cinq pays le 9 juin de l'année dernière pour occuper les sièges de membres non permanents pour les années 2023 et 2024.

Outre les cinq membres permanents (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Russie et Chine), l'Albanie, le Brésil, le Gabon, le Ghana et les Emirats arabes unis resteront membres non permanents pour 2023.



IRAK Plus de 115 milliards de dollars de revenus pétroliers en 2022

Le ministre irakien du Pétrole, Hayan Abdel Ghani, a annoncé mardi que les exportations de pétrole en 2022 avaient rapporté plus de 115 milliards de dollars.

Selon un communiqué du ministère citant M. Ghani, le pays a exporté plus de 1,209 milliard de barils de pétrole en 2022, soit une moyenne de 3,32 millions de barils par jour.

Les prix du pétrole avaient augmenté sur les marchés mondiaux en février de

l'année dernière, au profit de l'Irak et d'autres pays exportateurs de pétrole.

Pendant, les prix ont connu une baisse au cours des derniers mois en raison des craintes d'une baisse de la demande de pétrole sur les marchés mondiaux.

L'économie irakienne dépend fortement des exportations de pétrole brut, qui représentent plus de 90 % des revenus du pays.

Une partie de l'argent volé au fisc récupérée

L'Irak a une nouvelle fois récupéré une fraction des 2,5 milliards de dollars frauduleusement retirés d'un compte bancaire du fisc, ont annoncé mardi les autorités. Médiatisée à la mi-octobre et impliquant d'anciens hauts responsables et des hommes d'affaires, l'affaire a provoqué une vive indignation dans

le pays. Un document de l'Administration générale des impôts expliquait que les 2,5 milliards de dollars ont été subtilisés entre septembre 2021 et août 2022, via 247 chèques encaissés par cinq entreprises. L'argent a ensuite été retiré en espèces des comptes de ces sociétés, dont les propriétaires sont en fuite pour la

plupart. "La somme restituée aujourd'hui (...) s'élève à quatre milliards de dinars irakiens" soit environ 2,6 millions de dollars, a annoncé en conférence de presse le juge Haider Hanoun, à la tête de l'Autorité gouvernementale anti-corruption. "L'accusé qui a rendu cet argent comparait devant la justice (...) son procès aura lieu le 12 janvier", a ajouté M. Hanoun, indiquant qu'un tribunal anti-corruption était saisi du dossier. "Nous ne pouvons pas révéler son nom pour le moment car le verdict n'a pas été rendu", a-t-il justifié, précisant que ce suspect est soupçonné au total d'avoir détourné plus de 11 millions de dollars.

COLOMBIE La guérilla de l'ELN dément tout cessez-le-feu avec le gouvernement

La guérilla colombienne de l'Armée de libération nationale (ELN, guévariste) a démenti mardi tout cessez-le-feu bilatéral avec le gouvernement en Colombie.

"La délégation de l'ELN n'a pas discuté avec le gouvernement de Gustavo Petro d'une quelconque proposition de cessez-le-feu bilatéral, il n'y a donc toujours pas d'accord sur cette question", a affirmé cette organisation rebelle dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux et signé de son "commandement central".

Dimanche, le gouvernement avait annoncé avoir conclu un cessez-le-feu "bilatéral" de six mois avec les cinq principaux groupes armés opérant en Colombie, dont l'ELN, avec laquelle il est engagé dans de nouvelles négociations de paix.

"Nous avons déclaré à plusieurs reprises que l'ELN ne se conformait qu'à ce qui était discuté et convenu à la table de dialogue à laquelle nous participons.

Un décret gouvernemental unilatéral ne peut être accepté comme (constituant) un accord", assène dans son communiqué la dernière guérilla constituée comme telle encore active dans ce pays.

"Au cours du dernier cycle de négociations qui s'est déroulé au Venezuela et qui s'est terminé le 12 décembre, seul ce qui avait été annoncé (...) a fait l'objet d'un accord", tandis que des "ajustements ont été apportés à l'ordre du jour et soumis pour consultations, tant au président (Petro) qu'au commandement central" de l'ELN, explique cette dernière.

Un prochain cycle de négociations doit avoir lieu prochainement, à une date non encore connue, au Mexique, où "il a été convenu de compléter l'ajustement de l'ordre du jour", toujours selon l'ELN.

"Une fois que nous aurons conclu ce qui est prévu, nous serons prêts à discuter de la proposition de cessez-le-feu bilatéral et à examiner les conditions qui rendront possible un accord", ajoute la guérilla d'extrême gauche, disant "interpréter" l'annonce du gouvernement "comme (étant) une proposition à examiner dans le prochain cycle".

BRÉSIL Le président brésilien effectuera fin janvier en Argentine son premier voyage officiel à l'étranger

Le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva effectuera fin janvier en Argentine son premier voyage officiel à l'étranger, puis se rendra aux Etats-Unis, en Chine et au Portugal, a indiqué mardi une source présidentielle.

M. Lula, qui a accédé dimanche pour la troisième fois à la présidence du Brésil, se rendra à Buenos Aires pour participer au sommet de la Communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes (Celac) les 23 et 24 janvier. Il devra ensuite rencontrer son homologue américain Joe Biden à Washington lors d'un voyage "encore non daté", selon la même source. Un voyage en Chine aura également lieu "après mars", a ajouté la source présidentielle. La présidence a également confirmé que M. Lula sera au Portugal du 22 au 25 avril.

JAPON Le Premier ministre Kishida en tournée dans les pays du G7 la semaine prochaine

Le Premier ministre japonais Fumio Kishida sera en tournée la semaine prochaine en Europe puis en Amérique du Nord pour rencontrer ses homologues d'autres pays du G7, dont le Japon a pris la présidence cette année. M. Kishida se rendra d'abord à Paris le 9 janvier pour un sommet bilatéral France-Japon, a annoncé mercredi le ministère nippon des Affaires étrangères dans un communiqué, relayé par des médias. Il se rendra le lendemain à Rome, le 11 à Londres et le 12 à Ottawa, la capitale du Canada, avant de rencontrer le président américain Joe Biden le 13 janvier à Washington. Cette rencontre avec M. Biden sera "extrêmement importante", a déclaré mercredi M. Kishida lors d'une conférence de presse, disant vouloir affirmer à cette occasion "le renforcement de l'alliance américano-japonaise". Le prochain sommet des chefs d'Etat des pays du G7 est prévu en mai à Hiroshima (ouest du Japon). En accueillant le sommet du G7 dans cette ville symbole, M. Kishida espère mettre à l'agenda international l'objectif d'un "monde sans armes nucléaires", a-t-il rappelé mercredi.

POLOGNE-ALLEMAGNE Berlin rejette formellement la demande polonaise d'indemnisations pour la 2^e guerre mondiale

Le gouvernement allemand a formellement rejeté la demande de Varsovie de négocier des indemnités de dommages subis par la Pologne pendant la Seconde guerre mondiale, a annoncé mardi le ministère polonais des Affaires étrangères.

"Selon le gouvernement allemand, l'affaire des réparations et des indemnités pour les dommages dus à la guerre reste close et le gouvernement allemand n'a pas l'intention d'ouvrir des négociations à ce sujet", a indiqué un communiqué du ministère, publié après la réception d'une réponse officielle de Berlin.

La Pologne revendique auprès de l'Allemagne des indemnités d'un montant estimé à Varsovie à mille trois cents milliards d'euros.

Mardi, la diplomatie polonaise a porté l'affaire devant l'Organisation des Nations unies, en demandant à ses hauts représentants leur "coopération et soutien pour que la Pologne puisse recevoir des indemnités pour les dommages causés par l'agression et l'occupation allemande dans les années 1939-1945".

Selon l'Allemagne, la Pologne a renoncé à des réparations de guerre en 1953 et confirmé cette renonciation à plusieurs reprises.

Berlin a opposé les mêmes arguments aux demandes de réparations soulevées dans le passé par la Grèce.

Les conservateurs nationalistes polonais au pouvoir contestent la validité de cet accord de 1953, affirmant que Varsovie avait agi à l'époque sous la pression de l'Union soviétique.

Depuis son arrivée au pouvoir en Pologne en 2015, le parti au pouvoir Droit et Justice (PiS) a souvent défendu la question des réparations de guerre, insistant sur le fait que l'Allemagne avait un "devoir moral" en la matière.

PHILIPPINES Trafic de drogue: "nettoyage" dans la police philippine

Aux Philippines, des centaines de hauts gradés de la police ont été priés mercredi de démissionner, le gouvernement cherchant à faire un "nettoyage" dans les rangs des forces de l'ordre éclaboussées par des affaires de corruption liées au trafic de drogue.

Le ministre de l'Intérieur Benjamin Abalos a exhorté tous les colonels et généraux de la police - environ 300 au total - à présenter leur démission de "courtoisie" et "poignée" d'entre eux étant impliqués dans le trafic de stupéfiants d'après une enquête.

Pendant qu'un comité de cinq membres examinera leur dossier, les hauts gradés pourront tout de même continuer de travailler.

En revanche, ceux re-

connus coupables verront leur démission acceptée, a précisé M. Abalos lors d'une conférence de presse au siège de la police nationale à Manille.

"Si vous n'êtes pas impliqués, il n'y a aucune raison de vous inquiéter", a déclaré le ministre, précisant que quiconque ne remettrait pas sa démission serait considéré comme "suspect".

Selon lui, cette approche "radicale", recommandée par le chef de la police nationale Rodolfo Azurin, constitue un "raccourci" pour finir le travail plus rapidement, les précédentes enquêtes sur les officiers présumés corrompus ayant pris beaucoup de temps et livré peu de résultats.

"C'est le seul moyen de nettoyer rapidement

les rangs de la police", a assuré M. Abalos.

"Il est difficile de faire la guerre lorsque c'est votre allié qui vous tire dans le dos".

Bien que cette méthode ne permette pas à elle seule de débarrasser la police de la corruption, elle pourrait "faire passer le message aux échelons inférieurs que ce qui a pu être toléré un temps sous la (présidence) précédente ne le sera plus", a estimé Sam Ramos-Jones, un analyste en sécurité.

La police philippine mène une campagne anti-drogue, lancée par l'ancien président Rodrigo Duterte et poursuivie par son successeur Ferdinand Marcos Jr. Depuis 2016, elle a tué des milliers de trafiquants et consommateurs de drogue présumés.

SOUK AHRAS Des cinéastes honorés à l'ouverture des journées cinématographiques Thagaste du film algérien

Plusieurs réalisateurs et comédiens ont été honorés à la cérémonie d'ouverture mardi-soir à Souk Ahras des journées cinématographiques Thagaste du film algérien.



Les organisateurs ont ainsi honoré le réalisateur Aïssa Djouamaa dont le documentaire "Cilima" a obtenu le grand prix du Festival international du cinéma africain 2022, Rabah Slimani lauréat du grand prix du festival international Sahari à Tindouf et Abdelhak Benmaarouf d'Annaba qui a participé à l'épopée Sakiet Sidi Youcef de Fouad Rouassia. Le programme de ces journées prévoit la tenue mercredi d'une conférence sur "l'image cinématographique et la révolution al-

gérienne" à la maison de la culture et un atelier sur "les principes de la mise en scène cinématographique" à la cinémathèque.

Seront projetées durant la manifestation les films Zabana, Le Puits, Sur les traces de camps de concentration, Enrico Mattei et la révolution algérienne, Patrouille à l'Est et Fatma N'soumer.

Dans son allocution d'ouverture, le wali de Souk Ahras Lounès Bouzegza a estimé que 2023 sera une année de la relance culturel

légion qui recèle de multiples atouts et infrastructures culturelles.

Il a ensuite visité une exposition des affiches de films algériens.

Initiée par la direction de wilaya de la culture et des arts en coordination avec la Cinémathèque d'Alger et le Centre algérien de développement du cinéma sous le thème "le cinéma algérien, hier et aujourd'hui", la manifestation a été ouverte par les autorités locales en présence de plusieurs intellectuels et figures artistiques.

KHENCHELA "Echems Ennaïma" réjouit les enfants à la maison de la culture

Le spectacle théâtral "Echems Ennaïma", présenté mardi après-midi à la maison de la culture Ali-Souaï de Khenchela dans le cadre des journées de Khenchela du théâtre pour enfants, a réjoui les jeunes spectateurs présents.

Pendant près d'une heure, la pièce de la troupe Farah des arts d'Ain Beïda (Oum EL Bouaghi) présentée devant une salle archicomble a été très applaudie par les enfants dont beaucoup ont tenu à la fin de la pièce à prendre des photos souvenirs avec les comédiens.

La pièce a été interprétée par les quatre jeunes comédiens Zakaria Maamri, Hana Chabi, Boudjemaa Bouaziz et Islam Mergouzi tandis que la scénographie a été

conçue par Redouane Maamri et la musique par Salim Rahmani. La pièce raconte l'aventure de deux flocons de neige Thej et Theleïja qui demandent au soleil de ne pas se lever le matin pour qu'ils ne fondent pas mais prenant conscience de l'importance du soleil pour les autres créatures renoncent à leur requête et demandent au soleil de rayonner dans l'intérêt général.

Les journées de Khenchela du théâtre pour enfants seront clôturées jeudi par la pièce "Mafatih El Hakim" du théâtre régional de Constantine. Ouverte le 25 décembre, cette manifestation a connu la présentation de plusieurs œuvres des troupes des théâtres régionaux de Biskra, El Eulma (Sétif), Oum El Bouaghi et de Skikda.

PUBLICATION Le ministère de la Culture et des Arts publie une collection de contes en braille

Le ministère de la Culture et des Arts a annoncé la publication d'un recueil de contes en braille destinés aux enfants non-voyants, lesquels seront distribués sur les bibliothèques, les écoles et les centres de formation, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

"Le ministère a publié neuf titres, et procédera à la distribution de 1.000 copies de chaque titre dans une première phase", précise le communiqué.

La collection comprend le conte "Le renard et la couronne du mensonge" et "Dents d'or" d'Imène Mébarki, "Chants d'enfance" de Bouziane Derradji, "Histoires de nostalgie" de Khalid Ghanem, "Une série de contes" d'Ali Kechroud, "The Green Journey" de Saleh Ababache, "Chant des candélabres" de Mustapha Bendehina, et des histoires "Le loup" et "Le beau monde" de Farès Elias.

Cette opération intervient

en exécution des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à "promouvoir l'impression et l'édition en braille pour les non-voyants", et à "adopter le principe de la gratuité des livres en braille dans toutes les spécialités", afin de "permettre le développement des connaissances scientifiques et culturelles de cette catégorie", rappelle la même source.

APS

MASCARA Lancement des premiers ateliers culturels et intellectuels d'hiver pour enfants

La première édition des ateliers culturels et intellectuels d'hiver pour enfants a été lancée, lundi, à la bibliothèque principale de lecture publique "Dr.Yahia Bouaziz" de Mascara. Cette manifestation, organisée à l'initiative de cet établissement culturel dans le cadre des vacances scolaires d'hiver, comprend une série d'ateliers liés à la lecture d'histoires sur le patrimoine et leur synthèse, le dessin, le coloriage et le conte qui a enregistré la participation de plus de 100 enfants à ce jour.

Au programme de ce rendez-vous culturel de six jours figurent des expositions de livres traitant de l'histoire de l'Algérie, de l'enfance et de l'environnement, ainsi que des photos de personnalités intellectuelles, culturelles et religieuses algériennes.

A l'occasion, des conférences et des interventions ont été programmées sur diverses thématiques dont la lecture chez l'enfant, la littérature enfantine, le rapport de l'enfant au livre, érudits algériens et la poésie révolutionnaire algérienne, outre des rencontres historiques animées par des chercheurs de la wilaya. Les enfants seront au rendez-vous avec des concours des meilleurs récit, poème, dessin sur l'environnement et travail manuel, a-t-on ajouté.

TIZI-OUZOU Formation en création de spectacle de rue à Maâtkas

Un stage de formation en création de spectacles de rue est organisé au village Ighendoussen, dans la commune de Maâtkas au Sud de Tizi-Ouzou, a-t-on appris lundi des organisateurs.

La formation, qui se déroulera en 2 sessions, est initiée par la ligue des Arts Dramatiques et Cinématographiques locale (LADC) en collaboration avec l'association "Ikhoulaf" (Les bourgeois) du village hôte et l'association El Moudja de Mostaganem.

Le projet s'inscrit dans le cadre des échanges entre le mouvement associatif, en vue de la création d'un spectacle intitulé "El Kanky wa Anahas", en perspective de la 2e édition du festival Renc'Arts du printemps qu'accueillera le même village, a précisé à l'APS, Embarek Menad de la LADC.

Encadrée par trois membres de la compagnie théâtrale El Moudja de Mostaganem, la formation qui se déroule en 2 sessions d'une semaine chacune, vise, également, à "renforcer la coopération inter-associations pour la promotion du théâtre et des spectacles de rue", a-t-il expliqué. La 2e session de la formation est prévue pour mars prochain, ont fait savoir les organisateurs.

CINÉMA "Avatar 2" continue de faire des vagues au box-office nord-américain



"Avatar 2" a continué d'affoler le box-office aux Etats-Unis et au Canada lors du long week-end du Nouvel an, en engrangeant 82,4 millions de dollars, selon les chiffres provisoires dimanche du cabinet spécialisé Exhibitor Relations.

La suite très attendue du blockbuster de science-fiction de 2009, qui se déroule plus d'une décennie après les événements du premier film, a ainsi dépassé le milliard de dollars de recettes à l'échelle mondiale.

Un montant déjà astronomique mais néanmoins encore insuffisant, en croire son réalisateur James Cameron, qui a estimé qu'il faudrait récolter au moins le double pour rentrer dans ses frais.

Le premier "Avatar" avait remporté 2,9 milliards de dollars, un record. De nouveau situé sur la planète

Pandora, "Avatar: la voie de l'eau" met en scène le Marine américain Jake Sully (Sam Worthington), désormais définitivement installé dans son corps de Na'vi, ces grands habitants autochtones à la peau bleue, et travaille avec eux pour protéger leur habitat d'une funeste menace. Une autre suite, "Le Chat potté 2: la dernière quête", se glisse à la deuxième place du podium avec 22 millions pour son deuxième week-end en salles. Dans ce film pour enfants tiré de l'univers de la saga "Shrek", le félin se lance dans une aventure épique pour restaurer ses neufs vies.

"Black Panther: Wakanda Forever", la suite du film Marvel afro-futuriste qui avait cartonné en 2018, remonte de la cinquième à la troisième place, récoltant 6,5 millions pour atteindre

un total de 439,6 millions en huit semaines de projection. En quatrième, on retrouve le biopic sur la chanteuse Whitney Houston, "I Wanna Dance With Somebody", qui enregistre 5,4 millions pour son deuxième week-end.

Et le long-métrage "Babylon", vibrant hommage du surdoué Damien Chazelle au Hollywood des années 1920, avec Margot Robbie et Brad Pitt, recueille seulement 3,6 millions de dollars pour sa deuxième semaine, six ans après le triomphe de "La La Land".

Voici le reste du top 10:

6. "Violent Night" (2,8 millions de dollars)
7. "The Whale" (1,8 million)
8. "The Fabelmans" (1,6 million)
9. "Le Menu" (1,4 million)
10. "Avalonia, l'étrange voyage" (747.000 dollars).

ETATS-UNIS

Les régulateurs alertent les banques sur les risques liés au cryptomonnaies

La banque centrale américaine (Fed) et deux autorités de régulation des Etats-Unis ont alerté mardi le secteur bancaire américain sur les risques liés à l'activité dans les cryptomonnaies, près de deux mois après la chute du géant du secteur, FTX.

Pour les banques commerciales, l'activité liée aux cryptomonnaies est "très probablement incompatible avec des pratiques bancaires sûres et saines", indiquent dans un communiqué commun la Fed, l'instance fédérale chargée de garantir les dépôts bancaires (FDIC) et l'OCC, qui supervise deux tiers du système bancaire américain.

Importants mis en évidence par les défaillances récentes de plusieurs grandes sociétés de crypto-actifs, les agences continuent d'adopter une approche prudente et attentive concernant les activités et les expositions actuelles ou envisagées aux crypto-actifs dans chaque organisation bancaire", ajoutent-elles.

"important que les risques liés au secteur des crypto-actifs qui ne peuvent être atténués ou contrôlés, ne migrent pas vers le système bancaire". Cependant, les banques restent autorisées à fournir à leurs clients des services liés à ces actifs.

La secrétaire au Trésor américain, Janet Yellen, avait vigoureusement plaidé mi-novembre pour "une surveillance plus efficace" du

marché des cryptomonnaies, immédiatement après la déroute de la plateforme d'échanges FTX.

Plusieurs responsables de la Fed avaient eux aussi souhaité une régulation du secteur. Par ailleurs, l'administration Biden planche toujours sur la création ou non d'un cryptodollar, qui présente de nombreux avantages et opportunités, mais aussi des risques.



CONSTANTINE

300 participants attendus au championnat régional de robotique

Les éliminatoires du championnat régional de robotique et de l'intelligence artificielle regroupera jeudi prochain 300 participants à la salle omnisports Berrachache Belkacem, cité Filali à Constantine, ont indiqué mardi les organisateurs.

Les éliminatoires du championnat régional, organisé par le club de l'excellence

scientifique de Constantine en coordination avec la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya de Constantine sous le slogan "énergie intelligente pour une génération intelligente", accueillera 300 concurrents, âgés entre 4 et 16 ans, représentant 10 wilayas, a indiqué à l'APS la présidente du club, Meriem Serarma.

Selon la même source, les éliminatoires du championnat régional auront lieu en prévision du 5ème championnat national qui préparera, à son tour, le 14ème championnat arabe prévu à Qatar courant 2023.

Mme Serarma a souligné que les éliminatoires porteront sur les problèmes de l'énergie de la robotique et de l'intelligence

artificielle. L'organisation de cette manifestation à Constantine, a-t-elle ajouté, préfigure l'accueil, en Algérie, d'un prochain championnat arabe, ajoutant que les compétitions constitueront une occasion pour découvrir des jeunes talents dans le domaine de la robotique et de l'intelligence artificielle.

Plus de 500 participants au championnat national de calcul mental

Plus de 500 participants âgés entre cinq (5) et 16 ans représentant 32 wilayas ont pris part mardi au championnat national de calcul mental à la salle Ahmed Bey de Constantine, ont indiqué les organisateurs.

La responsable de cette manifestation de loisirs scientifiques, Mahbouba Boufas, a indiqué que ce championnat a été organisé par l'académie internationale, d'entraînement, de formation et de dé-

veloppement du potentiel humain, il est placé sous le patronage du wali de Constantine Abdelkhalek Sayouda. Mme Boufas a souligné que le championnat coïncide avec les vacances scolaires d'hiver, les épreuves de sélection porteront sur le calcul mental (Soroban), les mathématiques Al Fida et le Rubik's cube, chacune de ces catégories comptant trois niveaux.

La même source a précisé que le programme du championnat

prévoit des examens selon le niveau scolaire et la classe d'âge, dix minutes pour résoudre 100 opérations de calcul mental, la clôture donnera lieu à la remise des récompenses aux lauréats du championnat.

Cette manifestation, d'une journée, vise à généraliser les activités scientifiques et intellectuelles chez l'enfant, développer le potentiel des jeunes, mettre à jour des vocations et des capacités, selon des

normes internationales et préparer les concurrents aux compétitions arabes spécialisées qui se dérouleront à Tunis, a affirmé Mme Boufas, en mettant l'accent sur le caractère stimulant de ces joutes qui poussent les jeunes participants à se surpasser. Plusieurs activités de loisirs sont organisées en marge de ce "festival" accueilli avec ferveur par les parents qui considèrent que de telles compétitions impactent positivement les rendements

scolaires. A noter que le calcul mental (Soroban) est une activité cérébrale et technique de loisirs éducatifs conçus au profit des enfants, et qui favorise le développement des capacités, de l'imagination et de la confiance en soi. Ces programmes aident également au développement personnel, à la concentration et aux capacités mentales des enfants âgés entre 5 et 11 ans.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MEDEA
DAIRA DE TABLAT
COMMUNE DE TABLAT
N.I.F :098426520029417

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public, Le président de l'APC de TABLAT, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°03/2022 en vue de : **Approvisionnement des cantines scolaires en denrées alimentaires année 2023** : LOT.01 :légumes et fruits ; LOT02 : alimentation générale et pain ; LOT 03 : Viandes rouges et blanches et œufs, qu'à l'issue de l'évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement comme suit :

N° Lot.	Attributaire provisoire	Note obtenue	Montant de l'offre corrigé en		Critères d'attribution
			DA / TTC		
			Minimum	maximum	
LOT 01 :légumes et fruits	Hadjem Ayoub Commerce en détail légumes et fruits NIF :199826520040718	25/50	5 700 400,00	11 538 805,00	Offre unique et qualifiée techniquement
LOT 02 : alimentation générale et pain	Hadjem Ouaid Commerce en détail alimentation générale et dépôt du pain NIF :10012620014754	50/50	10 501 500,00	18 236 085,00	Offre unique et qualifiée techniquement
LOT 03 : Viandes rouges et blanches et œufs	Hadjem Rabie Commerce en détail viandes, poulets et œufs NIF :29526520023138	25/50	13 800 000,00	23 406 600,00	Offre unique et qualifiée techniquement

Tout soumissionnaire contestant ce choix peut introduire un recours auprès de la commission communale des marchés, dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis d'attribution provisoire aux quotidiens national, conformément à l'article 82 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA D'ALGER
NIF: 15 0000 16090 4080

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITÉS MINIMALES

La Direction des travaux publics de la Wilaya d'Alger, lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales

pour la réalisation du projet :Travaux de confortement des murs de soutènement de la route avenue Souidani Boudjemaa Résidences d'Etat: Villas Saada et Brossette.

Les entreprises intéressées par le présent avis sont invitées à retirer le dossier à partir du premier jour de publication du présent avis sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP auprès de la : Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Alger (Bureau des marchés), sis au 125, Rue de Tripoli, Hussein Dey, Alger.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres n°»

Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-après : Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Alger, Bureau des marchés. Sis au, 125 de Rue Tripoli- Hussein Dey.

NB : Le soumissionnaire est tenu de se référer à la liste détaillée consignée dans le cahier des charges (Instructions aux soumissionnaires).

La durée de préparation des offres est de **Dix (10) jours** à compter de la 1ère parution de l'avis d'appel d'offres sur le BOMOP ou sur les quotidiens nationaux.

Le jour de dépôt des offres techniques et financières correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres.

La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentée de **Trois (03) mois** à compter du dernier jour du délai de préparation des offres.

L'heure limite de dépôt des offres est fixée à 12h00.

Les entreprises sont invitées à assister à la séance d'ouverture des plis techniques et financiers le jour même de la date de dépôt des offres à **13h00'**, au niveau de la : **Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Alger 125, Rue de Tripoli - Hussein Dey- Alger.**

JUDO-ORAN

Participation d'une centaine d'entraîneurs à une session de formation dirigée par Djamel Bouras

Une centaine d'entraîneurs de judo de la région ouest du pays ont pris part, mardi à Oran, à une session de formation dirigée par L'ex-champion olympique et mondial de la discipline, le franco-algérien Djamel Bouras.

Cette session, la première d'une série de trois au total que Bouras, titulaire de la 7^e Dan, a programmé en Algérie, avait pour thème "la performance sportive et l'entraînement de haut niveau". L'intéressé a profité de l'occasion pour donner des cours aux présents sur la méthodologie de l'entraînement de haut niveau, tout en leur prodiguant de précieux conseils à même de les aider dans leur carrière sportive. S'exprimant devant la presse, venue en force couvrir l'évènement, le champion olympique en 1996 a fait savoir que sa présence en Algérie, son pays d'origine, est intervenue suite à une invitation

de la Fédération algérienne de judo (FAJ). "Quand le président de la FAJ, Yacine Sellini, m'a invité pour transmettre mes connaissances dans le domaine aux entraîneurs algériens de la discipline, je n'ai pas hésité un instant pour répondre favorablement à l'invitation. Je viens d'assister au championnat d'Algérie individuel des seniors à Alger et je suis là pour chapeauter une session de formation au profit des entraîneurs de l'Ouest en attendant de faire de même prochainement à Batna et à Alger", a-t-il dit. Vantant les qualités des judokas algériens qu'il a vus à l'œuvre lors du championnat d'Algérie, Djamel

Bouras a estimé "qu'il ne manquait pas grands choses pour le judo national afin de se hisser au rang mondial". Il s'est, en outre, engagé à mettre sa longue expérience sur les tatamis mondiaux au service du judo algérien. C'est dans cette optique d'ailleurs qu'il vient de signer une convention avec la FAJ en sa qualité de président de la section judo du Paris Saint Germain qu'il a lui-même créée en 2017, a-t-il précisé. "La convention en question permettra aux deux parties d'organiser des stages communs. Je suis persuadé qu'il s'agit d'une démarche très bénéfique pour le judo algérien, sachant que les judokas du PSG sont



d'un niveau reconnu et la majorité d'entre eux font partie de l'équipe de France", a-t-il souligné.

Même satisfaction affichée par le président de la FAJ, Yacine Sellini, qui a mis en valeur le projet lancé avec le président de la section judo du PSG, poursuivant qu'il s'inscrit dans le cadre du programme de dé-

veloppement du judo algérien. Le premier fruit de cette collaboration est la signature du médaillé d'or, lors des Jeux méditerranéens, Driss Mes-saoud (20 ans), au sein de la formation de la capitale française, s'est encore réjoui le patron de la FAJ qui espère voir d'autres judokas algériens tenter la même expérience à l'avenir.

Djamel Bouras dirigera deux formations supplémentaires, à Batna et à Alger (Fédération)

L'ex-champion olympique de judo, le Franco-Algérien Djamel Bouras, qui a dirigé une formation au profit des entraîneurs de la région Ouest mardi à Oran, en fera de même pour les techniciens des régions Est et Centre, respectivement les 8 et 9 janvier, a appris l'APS auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). "Comme ce fut le cas à Oran, ces deux formations seront entièrement gratuites. La première for-

mation est prévue le dimanche 8 janvier, à salle du Pôle Culturel Kechida (Batna) et la seconde, le lendemain 9 janvier, à la salle omnisports de Bir Touta (Alger)" a détaillé la source.

Les wilayas de la région Est concernées par cette formation sont : Batna, Constantine, Jijel, Bordj Bou Arréridj, Oum El Bouaghi, Sétif, Biskra, Annaba, Guelma, Souk Ahras, Skikda et El Taref. Concernant la région Centre, les

Wilayas concernées sont : Alger, Blida, Tipaza, Aïn Defla, Médéa, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Boumerdes, Bouira et M'Sila. Plusieurs thèmes sont inscrits au menu de ces formations, dont "l'entraînement sportif et la performance" a-t-on encore précisé.

Djamel Bouras, titulaire de la 7^e Dan, est actuellement le président de la section Judo du prestigieux club, le Paris Saint-Germain. Il est également conseiller du pré-

sident Nacer Al-Khelaïfi. Il était invité d'honneur au championnat d'Algérie (individuel/senior) clôturé samedi à la Coupole du Complexe Olympique Mohamed-Boudiaf (Alger). La Fédération algérienne de judo devrait signer un accord de partenariat avec le PSG, à la faveur duquel l'élite du judo national pourra se préparer dans la capitale française et bénéficier des installations du club parisien, qui compte dans ses rangs Teddy

Riner, le grand champion olympique et détenteur d'un record de dix titres de champion du monde. Bouras avait commencé par prodiguer une formation aux entraîneurs de la région Ouest, qui s'est déroulée ce mardi, au Dojo Les Castors d'Oran.

Les wilayas concernées étaient : Oran, Tlemcen, Aïn Témouchent, Al-Bayadh, Saïda, Sidi Bel-Abbès, Mostaganem, Chlef, Tiaret, Relizane et Mascara.

KARATÉ DO

Championnat d'Algérie individuel et par équipes en kata (cadets-juniors) ce week-end à Tlemcen

Le championnat d'Algérie de Karaté-do cadets juniors filles et garçons en kata individuel et par équipes aura lieu les 6 et 7 janvier à la salle omnisports "Abdallah-Benmansour" de Tlemcen, a-t-on appris, mardi, des organisateurs.

Cette compétition de sport de combat d'une journée, organisée par la ligue de wilaya de Tlemcen de karaté-do, en collaboration avec la fédération algérienne de la discipline et la Direction de la jeunesse et des sports, verra la participation de plus de 250 ka-

ratékas cadets et juniors des deux sexes qualifiés des phases régionales.

La première journée sera consacrée aux éliminatoires kata en individuel et par équipes cadets et juniors. Les finales auront lieu samedi, a-t-on précisé.

CROSS-COUNTRY - CHALLENGE

«AHMED KLOUCHE»

La 49^e édition le 7 janvier à Chlef (Organisateurs)

La 49^e édition du Challenge National de Cross-country "Ahmed Klouche", une compétition pour toutes les catégories, se déroulera le 7 janvier à Chlef, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs.

Outre les seniors, la compétition concernera aussi, les benjamins, minimes, cadets et juniors (messieurs et dames).

"Les cinq premiers dans chaque catégorie d'âge auront droit à des récompenses financières, allant de 1000 DA à 45.000 DA", a-t-on encore précisé de même source.

Outre le cross long, d'une distance de dix kilomètres, les seniors (messieurs) seront les seuls à disputer un Cross court, sur une distance de quatre kilomètres.

De leur côté, les benjamins, les benjamins et les minimes (filles) concourront sur une distance identique de 2190 mètres, alors que les cadettes et les cadets devront parcourir respectivement 3200 mètres et 4100 mètres.

De leur côté, les juniors et les seniors (dames) seront appelées à concourir sur une distance identique de 5700 mètres, alors que les juniors (messieurs) devront en parcourir 7600.

La compétition se déroulera en même temps que le Challenge National de Cross-country "Abdelmadjid Oubida", dont la 8^e édition a été également programmée le même jour (7 janvier), dans la forêt de Baâraouia, au Khroub, dans la wilaya de Constantine.

CYCLISME (COURSE RÉGIONALE)

Une compétition pour toutes catégories vendredi à Mascara

Une course régionale de cyclisme toutes catégories aura lieu, vendredi, à Aïn Fares, dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris, mardi, des organisateurs.

Cette compétition de la petite reine, organisée par la ligue de cyclisme de Mascara, en collaboration avec la Fédération algérienne de la discipline, verra la participation de plus de 140 cyclistes de toutes les catégories issus de 20 clubs représentant les ligues de wilaya d'El-Bayadh, Saïda, Relizane, Mostaganem, Tlemcen, Aïn Témouchent, Sidi Bel Abbès, Oran et Mascara.

Cette course régionale se déroulera sur un circuit fermé reliant la commune d'Aïn Fares au chef lieu de wilaya. Les écoles devront parcourir une distance de 5 km, les Benjamins 9 km, les minimes 20 km, les cadets 40 km et les juniors et seniors 64 km. Cette course s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du calendrier régional, a-t-on noté.



MILA

stage national de formation d'initiateurs et référés en natation

Un stage national de formation d'initiateurs et référés en natation (garçons et filles) s'est ouvert mardi à Mila à l'initiative de la Fédération algérienne de natation (FAN) et la ligue locale de la discipline.

Selon le président de la ligue de wilaya, Madjid Laariwi, 105 athlètes (choisis parmi 163 candidats de 16 wilayas) participent à la formation d'initiateurs en natation et 106 à celle de référés.

Le volet théorique du stage a lieu au centre des loisirs scientifiques et celui pratique à la piscine semi-olympique Mahmoud-Meghloua, selon la même source qui a précisé que la formation des initiateurs en natation des enfants de 4 à 12 ans se déroule du 3 au 6 janvier sous la direction de formateurs agréés par la FAN.

Ils seront ainsi initiés à former aux divers types de nage et le sauvetage d'un noyé, a-t-il ajouté. La formation des référés se déroulera du 7 au 9 janvier, a précisé Laariwi qui a estimé que ce stage est appelé à favoriser le développement de la discipline dans la wilaya et l'encadrement des clubs locaux surtout que 70 des candidats à la formation d'initiateurs dont 14 dames sont de Mila.

APS

CYCLISME (ARBITRAGE)

Dix candidats en stage de formation à Sidi Bel-Abbès (Fédération)

Dix candidats au grade d'arbitre régional en cyclisme suivent un stage de formation du 3 au 7 janvier à Sidi Bel-Abbès, a appris l'APS mardi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAC).

Les candidats en question sont issus de quatre wilayas de l'Ouest, à savoir : Saïda, Tlemcen, Mascara et Sidi Bel-Abbès. La formation est dirigée par Amar Bouterfa et Mohamed Abdallah Takrart, en présence du vice-président de la FAC, Abbès Fertous et du président

de la commission d'arbitrage, Abdallah Belmahdi. "Cette formation comporte un stage pratique, prévu le vendredi 6 janvier, à l'occasion de la course régionale prévue le même jour à Mascara" a-t-on encore appris de même source.

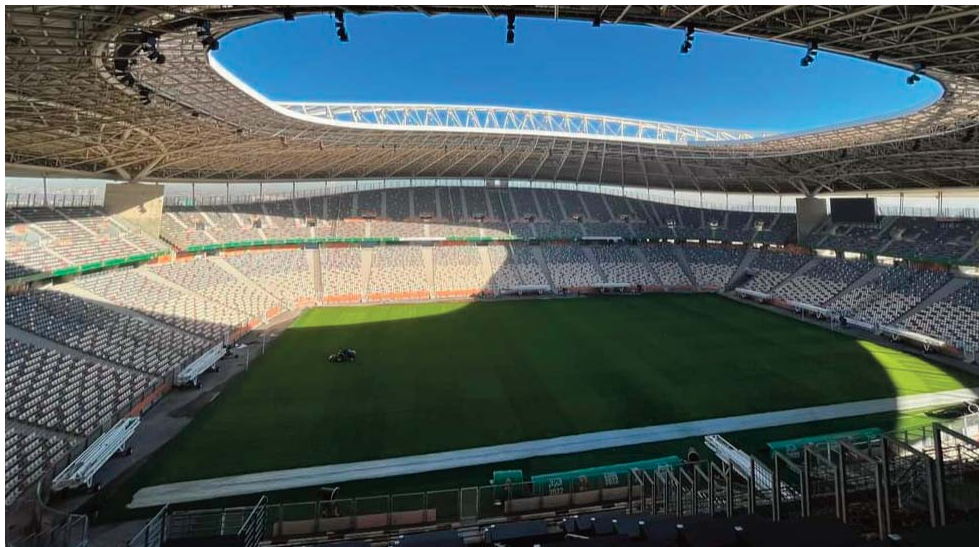
Outre la formation des athlètes et des entraîneurs, la FAC a jugé utile de développer l'arbitrage, afin de promouvoir la discipline, et la formation actuellement en cours à Sidi Bel-Abbès s'inscrit dans cette perspective.

CHAN - 2022 (PRÉPARATION)

FAF

Algérie-Ghana délocalisé
au stade de Baraki

Le match amical entre l'équipe algérienne de football A', composée de joueurs locaux, et son homologue ghanéenne, prévu initialement samedi au stade Miloud-Hadefi d'Oran (20h00), se jouera finalement au stade de Baraki (20h00), en vue du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023) en Algérie du 13 janvier au 4 février, a annoncé la Fédération algérienne (FAF), mardi dans un communiqué publié sur son site officiel.



"Ce match devait avoir lieu au stade Miloud-Hadefi d'Oran, avant qu'il ne soit reprogrammé dans la nouvelle enceinte algéroise au grand bonheur des protégés de Madjid Bougherra et des supporters des Verts avides de découvrir ce nouveau bijou", a souligné l'instance fédérale.

Il s'agit du dernier test préparatoire pour les coéquipiers d'Abderrahmane Meziane, eux qui ont entamé

lundi leur dernier stage avant la phase finale du CHAN-2022.

Le sélectionneur national a dévoilé lundi une liste de 28 joueurs, dont la majorité évoluent au CR Belouizdad et à l'USM Alger.

De son côté, l'équipe ghanéenne, qui signe son retour au CHAN après huit ans d'absence, a rallié Alger mardi, après avoir effectué un stage au Caire (Egypte), au cours

duquel ils ont disputé deux tests amicaux.

Les "Verts" restent sur une série de trois matchs sans victoire en amical.

L'Algérie A' a été tenue en échec par la Mauritanie (0-0) et le Sénégal (2-2), disputés respectivement les 14 et 17 décembre au stade d'Annaba.

En novembre dernier, la sélection des locaux s'est inclinée face au Koweït (0-1) à Dubaï, en marge d'un stage

effectué aux Emirats arabes unis.

Au CHAN, l'Algérie, dont il s'agit de la deuxième participation après l'édition 2011 au Soudan, évolue dans le groupe A, domicilié au stade de Baraki, en compagnie de la Libye, de l'Éthiopie, et du Mozambique.

Les coéquipiers de Sofiane Bayazid entameront le tournoi le vendredi 13 janvier devant la Libye (20h00).

Premier test
réussi pour la Côte
d'Ivoire face à la
Libye 1-0

La sélection de Côte d'Ivoire a bien entamé la dernière phase de sa préparation pour le Championnat d'Afrique des Nations 2022, prévu en Algérie du 13 janvier au 4 février 2023, en battant la Libye 1-0 (mi-temps 0-0), mardi soir en amical, joué à Monastir en Tunisie, où les deux sélections effectuent les derniers réglages, avant l'entame de la compétition africaine.

L'unique but de la rencontre a été marqué par le sociétaire de l'ASEC Mimosas, Karamoko Sankara William à la 72e de jeu.

Avant d'embarquer pour l'Algérie, la Côte d'Ivoire jouera, le 9 janvier en Tunisie, un second match d'application contre la Mauritanie, une autre sélection qualifiée à la phase finale de la 7e édition du Championnat d'Afrique des nations (CHAN).

Pour sa 5e participation au CHAN, l'équipe ivoirienne jouera pour égaliser ou faire mieux que la 3e place remportée lors de l'édition de 2016.

Pour cela, elle aura à défier dans le groupe B, du 1er tour au stade Annaba, le Sénégal (le 14 janvier à 20h00), la RD Congo, le 18 janvier à 17h00 et l'Ouganda, lors du dernier match prévu quatre jours après.

Avant de rallier la Tunisie, le sélectionneur Haidara Soualiho avait regroupé à Yamoussoukro, ses 25 joueurs dont onze (11) de l'ASEC Mimosas, retenus pour la CHAN, pour un dernier stage d'une semaine à domicile.

Oran : choix de deux
hôpitaux pour la
prise en charge
sanitaire des sportifs
et des délégations
participantes

Le CHU "Dr Benzerdjeb" et l'EHU "1er novembre 1954" d'Oran ont été retenus pour assurer l'accompagnement sanitaire des sportifs et des délégations participantes à la Coupe d'Afrique de football des joueurs locaux (CHAN 2023) dont la capitale de l'ouest abritera une partie des compétitions.

Un couloir vert a été créé au niveau des deux établissements de santé pour répondre à tous les besoins sanitaires des athlètes et des membres des délégations participant à cet événement, prévu en Algérie du 13 janvier au 4 février prochains, précise-t-on au niveau des deux hôpitaux.

Au niveau du CHU d'Oran, un pavillon comprenant dix-huit lits, trois blocs opératoires, un laboratoire d'analyses médicales et un autre pour les radiographies ont été aménagés, outre la mobilisation du personnel médical de diverses spécialités, notamment la chirurgie générale, l'orthopédie et la neurochirurgie, en plus des assistants paramédicaux.

A l'EHU "1er novembre", des moyens matériels et humains adéquats ont été mobilisés en prévision de ces joutes sportives. Il s'agit de neuf lits et d'un bloc opératoire, en plus d'un personnel médical et paramédical spécialisé.

Le stade du complexe sportif Miloud-Hadefi d'Oran abritera les rencontres des quatrième et cinquième groupes lors du premier tour ainsi qu'un match des quarts de finale et un autre des demi-finales.

Et le match de classement pour la troisième place, rappelle-t-on.

APS

Constantine : 64 agents mobilisés à travers les points
de retrait des tickets électroniques

Soixante quatre (64) agents ont été mobilisés à travers les points de retrait des tickets électroniques des matches du Championnat d'Afrique des nations des joueurs locaux (CHAN 2022) dans la wilaya de Constantine où le stade Chahid Hamlaoui accueillera les matches du 3ème groupe, a indiqué mercredi le directeur local de la jeunesse et des sports, Saïd Hogasse.

Le même responsable a précisé à l'APS que sa direction a choisi 30 agents envoyés mardi au ministère de tutelle à Alger pour suivre une formation d'une journée dans le domaine et faciliter le bon déroulement de l'opération de retrait des tickets.

Ces agents seront répartis sur 6 centres de retrait des tickets pour les

matches du CHAN 2022 dans la wilaya de Constantine après leur paiement sur la plateforme électronique "Tadkirati", a ajouté le même responsable qui a assuré que le retrait des tickets commencera jeudi prochain.

Ces six centres se trouvent à la salle omnisports de la cité Zouaghi-Slimane, la salle de sport Barchache-Belgacem à la cité Filali, la maison de jeunes Chergui-Aboud au plateau du Mansoura (commune de Constantine), la maison de jeunes Chetaïbi-Amar à la circonscription administrative Ali Mendjeli, la maison de jeunes Bouchouk-Abdelhamid à El Khroub et la nouvelle bibliothèque de Hamma Bouziane.

Un de ces centres compte sept points de retraits tandis que les cinq autres

centres disposent chacun de cinq points de retrait, a précisé M. Hogasse.

Ces mesures permettront de faciliter l'opération de retrait des tickets après leur acquisition sur la plateforme "Tadkirati" créée par le ministère de tutelle et sur laquelle l'on choisit le match que l'on souhaite voir et l'endroit où on désire s'asseoir, on introduit les données personnelles et désigne le centre de retrait du ticket, selon encore la même source.

Le prix du ticket est de 200 DA payé par carte magnétique bancaire ou postale et les parents peuvent acquérir les tickets pour leurs enfants au moment d'acheter les leurs, selon la même source qui a noté que l'accès au stade des enfants de moins de trois ans est gratuit.

Quatre matchs amicaux au programme
de l'Angola au Portugal

La sélection angolaise de football poursuit son stage de préparation en Portugal entamé dimanche avec quatre matchs amicaux au programme, en vue du 7e championnat d'Afrique des nations CHAN 2022 prévu en Algérie du 13 janvier au 4 février prochains.

L'entraîneur Pedro Gonçalves, a déclaré mardi que

le début (deux jours) du stage de l'équipe dans la région de l'Algarve (Portugal) est positif, où elle effectuera quelques matchs tests avant d'aborder la compétition.

Les Palancas Negras disputent ce mercredi, leur premier match amical contre le club portugais d'Olanhense, avant d'enchaîner ce jeudi, à 15h00, contre Benfica B.

Le coach de la sélection angolaise a également programmé deux autres rencontres contre respectivement l'équipe nationale lettone, le 10 janvier, et le Servette de Genève (Suisse), le lendemain (11).

Au CHAN 2022, l'Angola évoluera dans le groupe D domicilié à Oran, aux côtés du Mali qui lui affronte le 16

janvier, et de la Mauritanie, le 20 janvier.

Il s'agit de la troisième participation de l'équipe nationale d'Angola au CHAN, après le Soudan, en 2011, où elle avait terminé à la deuxième place, ayant perdu en finale, 3-0, face à la Tunisie.

En 2018, les Palancas Negras ont été éliminés en quart de finale, par le Nigeria, 2-1.

CHAN 2022 Le Sénégal en stage à Tabarka (Tunisie)

L'équipe nationale locale de football du Sénégal a entamé mercredi un stage de préparation à Tabarka (Tunisie) en perspective du prochain Championnat d'Afrique des nations (CHAN), a indiqué la Fédération sénégalaise (FSF).

Les Lions sénégalais ont quitté Dakar mardi après-midi pour la Tunisie où ils vont tenir leur camp d'entraînement, selon la même source.

Les joueurs ont reçu le drapeau national lundi, à l'occasion d'une cérémonie tenue au ministère des Sports, avant de s'envoler mardi en direction de Tabarka, ville côtière située dans le nord-ouest de la Tunisie, où l'équipe nationale va poursuivre sa préparation pour le CHAN 2023 prévu en Algérie (13 janvier-4 février).

Pour cette 7^e édition du CHAN qui verra la participation de 18 équipes, le Sénégal est logé dans le groupe B, en compagnie de la Côte-d'Ivoire, de l'Ouganda et de la RD Congo.

L'équipe sénégalaise va rester à Tabarka jusqu'au 10 janvier avant de rejoindre Annaba, un des sites retenus pour le Championnat d'Afrique des nations, précise un communiqué de la Fédération sénégalaise de football (FSF).

L'entrée en lice des protégés du coach Pa pe Thiaw dans cette compétition est prévue le 14 janvier prochain contre la Côte-d'Ivoire.

La liste des 24 joueurs nigériens connue

Le sélectionneur du Niger Harouna Doula, a rendu public la liste des 24 joueurs retenus pour prendre part au Championnat d'Afrique des Nations de football (CHAN 2022), prévu en Algérie du 13 janvier au 4 février prochain.

La sélection du Niger aborde sa quatrième participation au CHAN, avec l'ambition de dépasser, lors de cette 7^e édition, le stade des quarts de finale et ainsi améliorer sa meilleure performance lors de l'édition 2011 au Soudan.

Pour assurer leur présence en Algérie, les Nigériens ont éliminé la coriace équipe togolaise (défaite à l'aller à Lomé 1-0) et victorie (3-1) au match retour.

Au CHAN-2022, le Niger évoluera dans le groupe E, dont les rencontres se disputeront à Oran, aux côtés du Cameroun et du Congo.

Le Mena débutera la compétition le 20 janvier face au Congo, avant d'affronter le Cameroun le 24 janvier.

Seul le premier du groupe, composé de trois équipes, passera au second tour (quart de finale).

Liste des 24 joueurs retenus pour le CHAN-2022:

Gardiens : Mahamadou Tandja (AS FAN), Mainassara Yahaya (AS GNN), Boukary Kanta Issiaka (ASN Nigelec).

Défenseurs : Abdoulaye Bouré ma Katkore (AS Douanes), Adamou Graba Abdoul-Nasser (AS Douanes), Hassane Abdou Alhabib (AS Douanes), Hachimou Salauou Laouali (ASN Nigelec), Ibrahim Djibo Adamou (ASN Nigelec), Rafiou Karimou Mohamed (USGN).
Milieux : Aboubacar Arzakou (AS Douanes), Soumaila Badamassi (AS Douanes), Abdoulaye Seyni Façal Iboum (AS Police), Moussa Bilyamine (AS Police), Ibrahim Mahamadou Rabiou (ASN Nigelec), Amoumane Abdoul-Rachid (ASN Nigelec), Kassa Moussa (USGN), Salissou Maazou Marouf (AS FAN).

Attaquants : Abdoul-Aziz Ibrahim (AS Douanes), Hainkoye Soumana (USGN), Imrana Seyni (AS FAN), Moussa Issa Mossi (AS Douanes), Djibrill Goumeyer (ASN Nigelec), Yacine WA Massamba (USGN), Ibrahim Oumarou Dan Ja (AS GNN).

Entraîneur : Doula Harouna.

APS

JEUNES CATÉGORIES La FAF cherche à recruter des sélectionneurs

La Fédération algérienne de football (FAF) par le biais de la Direction technique nationale (DTN) lance un appel à candidature pour le recrutement des sélectionneurs nationaux U20, U15 pour les garçons et U20, U17 pour les filles, a-t-elle annoncé mardi sur son site officiel.



Les prétendants, nationaux et étrangers, au poste de sélectionneurs des jeunes

catégories doivent être titulaires d'un des diplômes obtenus sur la base des for-

mations (Licence A CAF, Licence A UEFA, Licence Pro UEFA ou tous autres di-

plômes reconnus équivalents) et d'un casier judiciaire pour les candidats au poste de sélectionneurs nationaux garçons, précise la même source.

Une expérience d'un minimum de 10 ans est demandée, souligne la FAF.

Pour ceux qui postulent à la sélection nationale féminine U20 ou U17, ils doivent présenter à leur dossier le diplôme Licence CAF A ou Licence CAF B, selon la FAF. La candidature doit comporter une lettre de motivation, une copie des diplômes, un curriculum vitae, les états de services et de préciser la sélection convoitée. Les candidats doivent déposer leur dossier à la Direction technique nationale ou l'envoyer à l'adresse mail suivante : candselecdtn@gmail.com. La date de clôture des candidatures est fixée au dimanche 15 janvier 2023.

LIGUE 1 FRANÇAISE Ghoulam entame les entraînements avec Angers SCO pour un éventuel transfert

Le défenseur international algérien Faouzi Ghoulam, libre de tout engagement depuis la fin de son contrat avec Naples l'été dernier, a entamé mercredi les entraînements avec Angers SCO, en vue d'un éventuel transfert cet hiver, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 française dans un communiqué.

"Bienvenue à l'international algérien, Faouzi Ghoulam, invité par le club à prendre part aux entraînements de l'équipe professionnelle", a indiqué

l'ASCO sur sa page officielle Facebook.

L'ancien latéral gauche des "Verts" (31 ans) était sur le point de s'engager avec son club formateur l'AS Saint-Etienne, avec qui il a même disputé un match amical, mais les deux parties n'ont pas trouvé un accord sur le plan financier.

Dans le cas où son transfert à Angers aboutisse, Ghoulam retrouvera trois internationaux algériens : Nabil Bentaleb, Lyes Chetti, et Farid El-Mellali.

Après des saisons plus que réussies sous le maillot stéphanois et 87 matchs disputés en Ligue 1, Ghoulam décide de rejoindre le Napoli de Rafael Benitez à l'hiver 2014, mais des blessures à répétition au genou, ont affecté sa carrière.

Pour rappel, la dernière apparition de Ghoulam avec l'équipe nationale remonte au 5 septembre 2017, à l'occasion de la réception de la Zambie (défaite 1-0), dans le cadre des qualifications du Mondial 2018.

LIGUE 2 AMATEUR USM Annaba - MO Constantine à l'affiche de la 14^e journée

Le derby de l'Est entre l'USM Annaba et le MO Constantine, constitue l'affiche de la 14^e journée Championnat de Ligue 2 amateur de football, prévue vendredi et samedi, alors que l'ES Mostaganem leader du groupe Centre-Ouest effectuera un déplacement compliqué chez le SKAF Khemis Miliana.

Dans une rencontre qui s'annonce indécise et ouverte aux pronostics, l'USM Annaba (2e, 24 pts) accueillera le MO Constantine (7e, 19 pts) avec l'ambition d'enchaîner avec une nouvelle victoire pour rester au contact du leader l'AS Khroub (1er, 26 pts), qui évoluera sur du velours en recevant la lanterne rouge HAMRA Annaba.

Les hommes de Kamel Mouassa sont dans une bonne dynamique et la victoire ramenée de Oum El

Bouaghi contre l'US Chaouia (1-0) dimanche dernier, est venue confirmer les ambitions de cette équipe de retrouver l'élite après plusieurs années de purgatoire.

Logée au 3^e rang du groupe Centre-Est, l'US Souf (23 pts) sera, de son côté, en appel chez l'IB Khemis El Khechna (8e, 16 pts), de même que le NRB Telegma et l'E Sour Ghoulane, quatrièmes avec 22 points, qui évolueront loin de leurs bases chez deux équipes du milieu de tableau, à savoir, l'USM El Harrach et l'US Chaouia.

Cette avant dernière journée de la phase aller sera également marquée par de belles opposition dans le bas du classement opposant la JSM Skikda (15e, 11 pts) à l'AS Ain M'lila (14e, 12 pts) et l'IRB Ouargla (13e, 13 pts) au CA Batna (12e, 15 pts). Dans le groupe Centre-

Ouest, dont les rencontres sont prévues vendredi, l'ES Mostaganem (1er, 30 pts) accrochée par le MCB Oued Sly (1-1) lors de la précédente journée, effectuera un déplacement difficile chez le SKAF Khemis Miliana (9e, 16 pts). Face à un adversaire à priori à leur portée sur le papier, les Vert et Blanc auront à cœur de renouer avec le succès pour assurer le titre de champion d'hiver.

Les dauphins de l'ESM, l'ES Ben Aknoun et le SC Mecheria (27 pts), respectivement, opposés au WA Tlemcen (14e, 12 pts) et le CR Témouchent (6e, 22 pts), tenteront pour leur part de décrocher les trois points de la victoire pour rester aux contacts du leader.

Boosté par un nouveau contrat de sponsoring, signé cette semaine, le MCB Oued Sly (5e, 23 pts) accueillera le NA Hussein-Dey (12e, 13 pts),

qui reste sur une éclatante victoire devant le WA Tlemcen (5-1). Cette 14^e journée sera, également, dominée par le derby de l'Ouest entre la JSM Tiaret (4e, 25 pts) et le GC Mascara (12e, 13 pts), ainsi que par le duel du milieu de tableau opposant l'O Médéa (8e, 18 pts) et le WA Boufarik (7e, 19 pts), qui sera à suivre tant les deux équipes alternent le bon et le mauvais depuis le début de saison.

Dans le bas du classement, le RC Kouba (10e, 15 pts) recevra l'ASM Oran (15e, 9 pts) avec l'obligation de résultat pour les Koubéens qui restent sur une défaite amère contre le MC Saïda (2-1), alors que RC Relizane (16e, 3 pts) qui a déclaré forfait lors de la précédente journée face au WA Boufarik, accueillera le MC Saïda (11e, 14 pts), une mission très difficile pour les Vert et Blanc.

SHAKHTAR : CHELSEA ÉGALEMENT SUR MUDRYK

Considéré comme le plus grand espoir du football ukrainien, Myhaylo Mudryk (21 ans) devrait quitter le Shakhtar en fin de saison. Alors qu'il donne sa priorité à Arsenal, le jeune ailier se retrouve également dans le viseur de Chelsea.

Selon le journaliste spécialisé dans le mercato, Fabrizio Romano, le directeur sportif du club de Donetsk, Dario Srna, sera présent à Stamford Bridge pour assister au choc contre Manchester City, jeudi en Premier League. Le but de cette entrevue ? Pour l'ex-latéral droit croate, il est simple : faire monter les enchères. Pour rappel, le Shakhtar réclame 96 millions d'euros pour céder son jeune talent.

PSG NEYMAR REMIS SUR LE MARCHÉ ?

Bis repetita ? Après avoir tenté de se débarrasser de Neymar (30 ans, 15 matchs et 11 buts en L1 cette saison) l'été dernier, le Paris Saint-Germain compterait remettre le Brésilien sur le marché lors du prochain mercato estival, selon les informations de Sport. L'objectif serait surtout d'alléger la masse salariale de l'équipe, laquelle sera construite autour de Kylian Mbappé et Lionel Messi, qui devrait bientôt prolonger son contrat.

Côté parisien, on estime également qu'il s'agit de la dernière occasion pour obtenir des liquidités via un transfert du milieu offensif. L'an dernier, le PSG demandait 150 M€. Cet été, il devrait revoir ses exigences à la baisse et revenir à 100 M€. Car le salaire pose également problème, alors que Neymar touche environ 40 M€ net par an. Quels clubs seraient susceptibles de lui offrir ? Newcastle, peut-être, mais les Magpies ont déjà tenté leur chance l'été dernier, avant de prendre un stop du joueur et de son entourage. De son côté, Neymar souhaite rester à Paris, où il se trouve sous contrat jusqu'en 2027.

NEWCASTLE HOWE RÉPOND À LA RUMEUR CR7

Dans son contrat à 200 millions d'euros par saison avec Al-Nassr, en Arabie Saoudite, Cristiano Ronaldo (37 ans) aurait fait inscrire une clause lui permettant d'être prêté à Newcastle, détenu par le fonds souverain saoudien, en cas de qualification des Magpies en Ligue des Champions. Fake news, répond l'entraîneur des Toons. La rumeur de cette fameuse "clause Newcastle", sortie par le quotidien madrilène Marca, a effectivement été démentie par Eddie Howe après le match nul contre Arsenal (0-0) mardi. "Nous souhaitons à Cristiano Ronaldo tout le bien possible dans sa nouvelle aventure mais, de notre point de vue, il n'y a aucune vérité à ce sujet", a répondu le technicien anglais. À priori, CR7 a donc bel et bien dit adieu au football de haut niveau...



MILAN PIOLI NE RASSURE PAS POUR MAIGNAN

Absent depuis trois mois et demi en raison d'un souci sérieux à un mollet, Mike Maignan (27 ans, 9 matchs toutes compétitions cette saison) ne voit pas le bout du tunnel. L'entraîneur du Milan AC, Stefano Pioli, n'a d'ailleurs pas rassuré concernant l'état de santé du gardien français.

"Pour l'instant, il ne peut pas forcer et pousser sur ses appuis. Je ne sais pas quand il reviendra, mais pas de sitôt", a indiqué le manager lombard en conférence de presse. Pour compenser cette absence, le champion d'Italie va recruter Dervis Vasquez et discute également avec le Paris Saint-Germain pour Sergio Rico.

ROMA UNE MISE AU POINT POUR MOURINHO

Vacant depuis le départ de Fernando Santos, le poste de sélectionneur de l'équipe nationale du Portugal va-t-il revenir à José Mourinho ? L'entraîneur de l'AS Rome en a fait un objectif dans sa carrière, mais probablement pas dans l'immédiat. Le directeur sportif de la Louve, Tiago Pinto, a d'ailleurs pris la parole pour balayer les récentes rumeurs. "Quand vous prenez un entraîneur comme Mourinho, vous devez être préparé aux rumeurs. Au cours de ces dix-huit mois, ce n'est pas la première fois qu'un autre club ou une fédération s'intéresse à lui, mais nous n'avons pas souffert des distractions. Notre seule préoccupation est de nous améliorer afin de retrouver le chemin de la victoire. Je suis Portugais, chaque fois que le Portugal change d'entraîneur, on parle de Mourinho. Mais nous comptons aller de l'avant avec lui", a indiqué le dirigeant romain pour La Gazzetta dello Sport.

REAL LE COUP DE GUEULE D'ANCELOTTI

Pour le compte des 16es de finale de la Coupe du Roi, le Real Madrid a eu du mal à se débarrasser de Cacereno (1-0), pensionnaire de D4 espagnole, ce mardi. La faute à... une pelouse catastrophique, selon l'entraîneur madrilène Carlo Ancelotti.

"Vous ne pouvez pas jouer au football sur cette pelouse. Pour moi, ce n'est pas du football, c'est un autre sport. Un joli sport parce que les petites équipes peuvent se battre et rivaliser avec les grandes équipes. C'est bien pour les fans, mais les fans veulent aussi voir de beaux matchs", a estimé le technicien italien, à qui l'entraîneur de Cacereno a répondu.

"Je pense que c'est justement du football. (...) Le terrain est bon ou mauvais pour tout le monde. Quand un terrain est en mauvais état, les équipes ayant des joueurs techniques n'ont besoin que d'une touche de balle pour contrôler le ballon alors que nous c'est trois. Ce ne sont pas des excuses", a estimé Julio Cobos.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS Gérant Mourad Cherbal Directeur de publication Smail Oulebsir	Directeur de la rédaction Smail Oulebsir	RÉDACTION ADMINISTRATION «3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97» FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A. Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19
---	--	---

PRISE D'ASSAUT D'AL-AQSA PAR UN RESPONSABLE SIONISTE

L'Algérie condamne fermement l'acte provocateur

L'Algérie a condamné fermement, mardi, l'acte provocateur d'un responsable sioniste qui a pris d'assaut la mosquée d'Al-Aqsa en violation flagrante des résolutions de la légalité internationale et au mépris manifeste à l'égard des musulmans et des chrétiens à travers le monde, appelant le Conseil de sécurité de l'ONU à assumer ses responsabilités vis-à-vis du peuple palestinien, indique un communiqué des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

L'Algérie condamne fermement "l'acte provocateur d'un responsable sioniste qui a pris d'assaut la mosquée d'Al-Aqsa, en violation flagrante des résolutions de la légalité internationale et au mépris manifeste à l'égard des musulmans et des chrétiens à travers le monde", lit-on dans le communiqué.

"Cet acte condamnable qui vient s'ajouter à une série de violations systématiques commises par les forces de l'occupation à l'encontre du peuple pa-



lestinien, de ses biens et de ses lieux saints, dans le cadre d'un plan expansionniste très dangereux, confirme encore une fois l'impératif d'assurer la protection nécessaire au peuple palestinien et de

mettre fin à ces pratiques criminelles qui sapent le processus de paix au Moyen-Orient", ajoute-t-on de même source. "L'Algérie appelle le Conseil de sécurité onusien à assumer ses responsabilités vis-à-vis du peuple palestinien et réitère sa position inaliénable en faveur de ce peuple frère en vue du recouvrement de ses droits légitimes, en tête desquels l'établissement d'un Etat indépendant sur les frontières de 1967 avec Al-Qods comme capitale", conclut le communiqué.

58^e ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE Appel au respect de "la Déclaration d'Alger" pour l'unité palestinienne face à l'ennemi sioniste

Les participants aux festivités de célébration du 58^e anniversaire du déclenchement de la révolution palestinienne et de la création du Mouvement "Fatah" ont appelé, mardi à Alger, toutes les factions palestiniennes au respect de "la Déclaration d'Alger" pour concrétiser l'unification des rangs palestiniens et surmonter tous les différends, préconisant d'unifier les efforts pour faire face à l'ennemi sioniste et partant établir un Etat palestinien indépendant avec Al-Qods pour capitale. Dans son intervention à l'occasion, le secrétaire du Mouvement palestinien "Fatah" section d'Algérie, Youcef Abed a affirmé que pour le Mouvement "la réconciliation et l'unité nationales sont partie intégrante de sa stratégie et sa charte", appelant "au renforcement de la résistance populaire contre l'occupant sioniste abject". M. Abed s'est également félicité de la relation fraternelle séculaire unissant la Palestine et l'Algérie, valorisant le soutien de l'Algérie représentée par son président, son peuple et son gouvernement aux droits inaliénables du peuple palestinien, notamment le droit

de retour et d'établissement d'un Etat palestinien indépendant avec Al-Qods pour capitale.

Le premier conseiller de l'ambassade de Palestine à Alger, Bachir Abou Hattab a noté que les Palestiniens "sont appelés à s'unir autour de leurs dirigeants et à s'attacher à leurs constantes nationales", soulignant que "la voie correcte" à emprunter est celle "fondée sur la force du peuple palestinien et la justesse de sa cause". Il a rappelé dans ce sillage les acquis obtenus ces derniers jours, à savoir la résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies (ONU) qui demande à la CIJ d'émettre un avis consultatif sur la nature de l'occupation et d'étudier les implications juridiques découlant de la violation continue par l'entité sioniste du droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Cela dénote la vision éclairée des dirigeants politiques palestiniens dans leur combat diplomatique". Pour sa part, le représentant du Front de la lutte populaire palestinienne, Alaa Chebli a salué les positions honorables de l'Algérie, peuple et gouvernement, ainsi

que la détermination du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à rassembler les rangs à travers "la Déclaration d'Alger" pour mettre fin à la division. "Nous attendons l'application des dispositions de cette réconciliation tant attendue par le peuple palestinien et tous les peuples arabes pacifistes pour vaincre l'ennemi sioniste", a-t-il ajouté. Nous commémorons le 58^e anniversaire du déclenchement de la révolution palestinienne dans une conjoncture difficile marquée par les tentatives de radier la question palestinienne et la constitution d'une administration de droite avec Netanyahu à sa tête". "Il s'agit là d'un nouveau chapitre de la résistance palestinienne menée depuis 100 ans", a poursuivi M. Chebli. La cérémonie du 58^e anniversaire du déclenchement de la révolution palestinienne et de la création du Mouvement "Fatah" s'est déroulée en présence des représentants de partis, d'organisations et des représentants de la société civile outre les factions de l'action nationale au sein de l'Organisation de libération palestinienne.

PÉTROLE

Le Brent à 80,25 dollars à Londres

Les prix du pétrole poursuivaient leur recul mercredi, les inquiétudes autour de la situation sanitaire de la Chine s'intensifiant alors que la deuxième économie mondiale est en proie à une importante vague de covid. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars, perdait 2,25%, à 80,25 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livrai-

son en février, baissait de 2,09%, à 75,32 dollars.

Les deux références mondiales du brut démarrent ainsi l'année avec des pertes d'environ 6%. Cette baisse des cours est largement attribuée par les analystes aux craintes pour la consommation d'or noir en Chine, le pays faisant actuellement face à sa pire flambée de cas de coronavirus depuis le début de la pandémie.

ETATS-UNIS

Les républicains échouent à élire le président de la Chambre

Les élus de la Chambre américaine des représentants ne sont pas parvenus mardi à élire leur président au premier tour après l'échec du républicain Kevin McCarthy, une première en 100 ans. L'élu de Californie n'a pas su calmer la fronde émanant d'un groupe de trumpistes, une illustration des dissensions au sein du parti d'opposition à Joe Biden, qui s'est emparé de la majorité à la chambre basse aux élections de novembre.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le terroriste arrêté Meraghni El-Hadj Ali avoue son implication dans la planification d'opérations terroristes en Algérie

Le terroriste arrêté Meraghni El-Hadj Ali, dit "Akil", a avoué son implication, via les réseaux sociaux, dans la planification de l'exécution d'opérations terroristes en Algérie, estimant avoir été fourvoyé par des organisations qui "font du djihad un fonds de commerce".

Dans des aveux, diffusés mardi par la Télévision algérienne, le terroriste arrêté, qui avait auparavant été actif dans un groupe terroriste en Syrie, a donné des détails sur ses contacts, début septembre 2022, avec le groupe "Etat islamique en Afrique de l'ouest", après avoir prêté allégeance dans une vidéo envoyée aux chefs de l'organisation leur exposant les plans d'un nouveau groupe terroriste, visant à "frapper des sites pétroliers dans le sud du pays et prendre pour cibles de hauts responsables de l'Etat". Après avoir reçu l'aval, il a décidé de commencer l'"enrôlement". Pour ce faire, il s'est rendu à Alger où il a contacté le dénommé Hamza Safsaf (avec qui il avait fait traverser clandestinement la frontière libyenne à un individu recherché), lequel lui a proposé de "mener un acte terroriste dans la capitale par l'assassinat d'éminentes personnalités pour un maximum de retentissement médiatique", a-t-il raconté. Tous ces plans ont été déjoués grâce à la vigilance des services de sécurité spécialisés qui l'ont arrêté après avoir suivi ses contacts avec un jeune qu'il voulait recruter sur Facebook, a-t-il précisé.

Le terroriste a reconnu avoir pris conscience, après des années d'activités terroristes, qu'il était "dans l'erreur" et que ses activités étaient "contraires à la charia". Les jeunes sont dévoyés et fourvoyés par ignorance et à cause de l'incitation de prédicateurs et de faux comptes sur les réseaux sociaux, a-t-il ajouté. Né en 1986 à El Oued,

le terroriste arrêté a raconté ses débuts dans l'action armée, citant certains prédicateurs qui l'avaient influencé à l'instar d'El Arifi et El Qaradhaoui qui prônaient l'action armée en Syrie. Il a indiqué avoir rallié le mouvement islamiste dit "Ahrar al-Sham", où il a séjourné durant une courte durée dans un camp d'entraînement basé dans une région syrienne, dans laquelle il est entré illégalement via la frontière turque.

Evoquant sa décision de quitter ce mouvement terroriste, Meraghni a expliqué que "la majorité des responsables étaient fourbes et matérialistes et faisaient du Djihad un fonds de commerce. Ils possédaient des biens en Turquie et se servaient de jeunes fourvoyés pour mener leur guerre", a-t-il ajouté.

Il a rappelé, également, son retour au pays et son arrestation par les services de sécurité, avant sa condamnation à trois (3) ans de prison pour appartenance à un groupe terroriste activant à l'étranger. Sorti de prison en 2016, le terroriste tente de mener une vie normale jusqu'à ce qu'il se mette à tisser "des liens d'amitié douteux" sur les réseaux sociaux, parmi lesquels un contact tunisien. Ce dernier a convaincu Meraghni de retourner au mouvement autoproclamé "Etat islamique" et de tenter de mener une activité terroriste en Algérie. Enfin, le terroriste a exprimé ses regrets, implorant "la grâce ou la commutation de sa peine". Il a appelé les jeunes à "ne pas emprunter ce chemin qui ne peut avoir pour issue que la prison, la mort ou l'égarement". Meraghni n'a pas manqué, à l'occasion, d'exhorter "les terroristes ayant été impliqués avec des groupes armés à laisser tomber l'action armée et à se rendre aux services de sécurité".

JUSTICE

Tribunal de Dar El Beida: les terroristes Mohamed Zitout et Amir Boukhors condamnés à 20 ans de prison ferme

Le tribunal criminel de première instance de Dar El Beida (Alger) a condamné, lundi soir, par contumace, les terroristes Mohamed Zitout et Amir Boukhors dit "Amir DZ" et Manar Mansri à une peine de 20 ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un (1) million Da avec confirmation du mandat d'arrêt international émis à leur encontre, pour actes subversifs et atteinte à l'unité et à la sécurité du pays lors des incendies de forêts ayant frappé la wilaya de Tipasa en 2020.

Des peines d'un (1) an de prison ferme et l'acquiescement ont été prononcés par la même juridiction contre 17 autres accusés poursuivis dans cette affaire pour avoir mis le feu à des biens de l'Etat, porter atteinte à autrui, incendie volontaire entraînant la mort, incitation au rassemblement non armé et autres chefs d'accusation.

En novembre 2020, la wilaya de Tipasa a enregistré des incendies ayant fait deux morts à Gouraya, outre le déplacement de 45 familles et de grandes pertes dans le secteur agricole.

APS